BEET the system

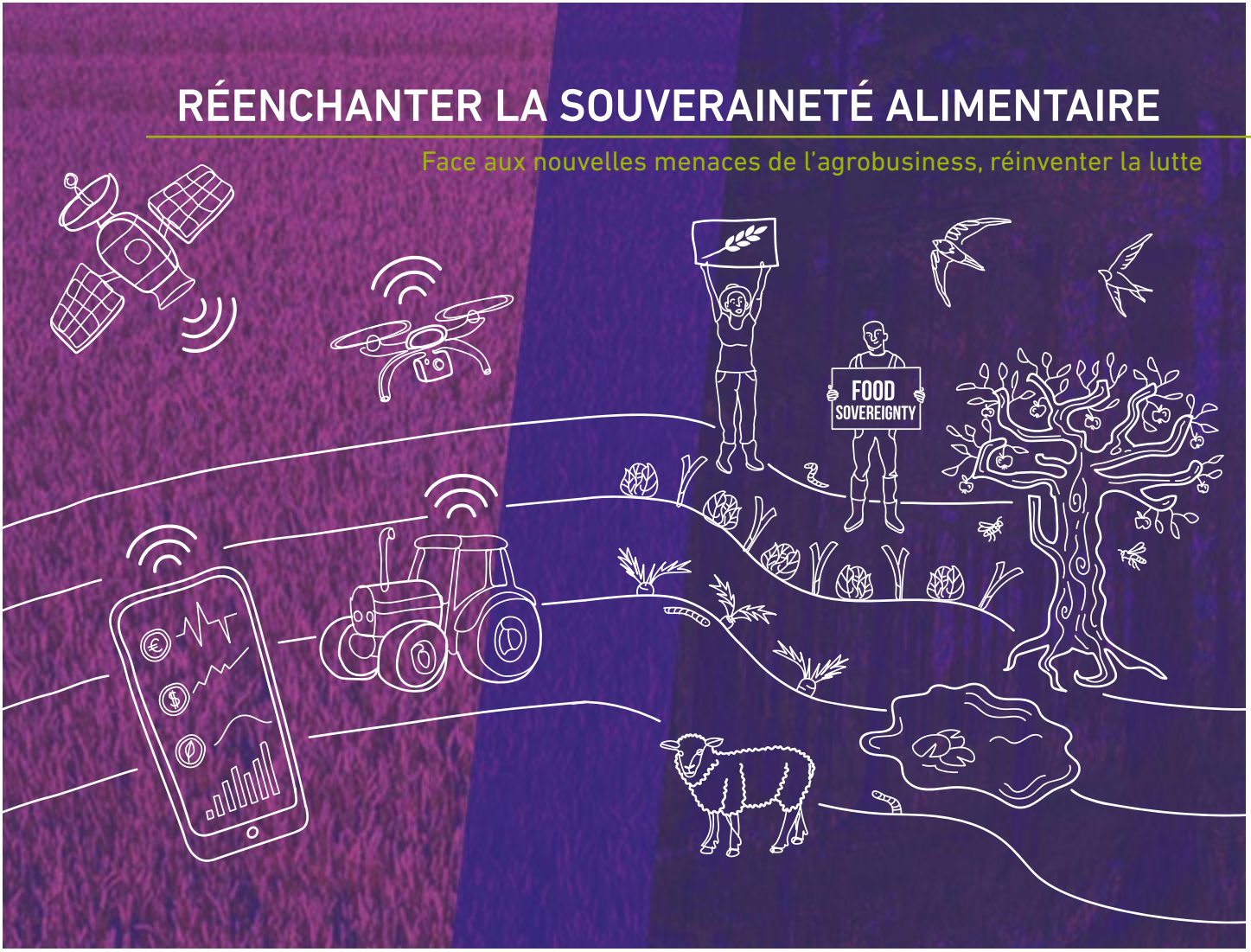
Le magazine des luttes pour la souveraineté alimentaire

bpost
PB-PP | B-7
BELGIE(N) - BELGIQUE

FIAN BELGIUM

RÉENCHANTER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Face aux nouvelles menaces de l'agrobusiness, réinventer la lutte



INTRODUCTION

LES NOUVELLES MENACES

RÉINVENTER LA LUTTE

QUI EST FIAN BELGIUM?

FIAN International est l'organisation internationale des qui consacre son travail à la lutte pour la réalisation du droit à l'alimentation. FIAN Belgium soutient cette lutte tant au niveau international, en partenariat avec les autres sections de FIAN, qu'ici en Belgique, où elle travaille avec les mouvements paysans, les associations d'aide aux démunis et tous les mouvements sociaux réclamant une transition vers des systèmes alimentaires durables respectueux du droit à l'alimentation.

FIAN Belgium développe son action pour la réalisation du droit à l'alimentation à travers 4 axes d'action principaux :
le plaidoyer - éducation et mobilisation citoyenne - soutien aux luttes des communautés - renforcement et appui à la participation des mouvements sociaux

Envie d'en savoir plus? De soutenir notre action?
De rejoindre un de nos groupes d'actions? www.fian.be

" Beet the system! , le magazine des luttes pour la souveraineté alimentaire" est une publication annuelle de FIAN Belgium visant à offrir un espace d'expression aux voix multiples qui animent ce mouvement depuis 25 ans: fianistas, agriculteur·rice·s, expert·e·s, militant·e·s de la société civile, etc.

Beet the system! a été lancé en 2017 afin de stimuler les échanges, les réflexions et de renforcer les rencontres entre acteur·rice·s des luttes pour des systèmes agroalimentaires alternatifs.

Découvrez les éditions précédentes téléchargeables gratuitement sur notre site internet: www.fian.be

INTRODUCTION
> *Manuel Eggen* > 04

PARTIE 1 : LES NOUVELLES MENACES

1. Comment les entreprises s'emparent-elles du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires ? Dévoiler les mécanismes du pouvoir des entreprises sur la gouvernance alimentaire mondiale
> *Almudena Garcia i Sastre* > 08

2. Capitalisme dévoyé et financiarisation des terres et de la nature
> *Résumé du rapport publié par FIAN International, Transnational Institute et Focus on the Global South* > 14

3. Neutralité carbone : greenwashing et fausses solutions liées aux terres
> *Brigitte Gloire* > 22

4. Les machines intelligentes nous volent la terre. Digitalisation et smart farming
> *Coécrit par les membres de Fabriek Paysanne, coordonné par Olivier Vermeulen* > 30

5. Feu vert pour de nouveaux OGM ?
> *Friends of the Earth Europe, rédigé par Helen Burley, Paul Hallows and Mute Schimpf* > 38

6. Agriculteur·rice·s et populisme d'extrême droite: de faux amis
> *Hélène Seynaeve* > 46

PARTIE 2 : RÉINVENTER LA LUTTE

7. Technologie, « care » et espoir de convivialité
> *Barbara Van Dyck et Saurabh Arora* > 52

8. 25 ans de lutte pour la souveraineté alimentaire : ce n'est qu'un début !
> *Sabine Renteux* > 58

9. Comment, pourquoi et pour quoi penser l'alimentation comme commun ?
> *Jean-Marc Louvin* > 64

10. Décoloniser et réenchanter les droits humains
> *Manuel Eggen* > 70

Introduction

Par Manuel Eggen,
chargé de recherche et plaidoyer chez FIAN Belgique

En 2021, le mouvement pour la souveraineté alimentaire célèbre ses 25 ans. C'est en effet en 1996, lors du Sommet Mondial de l'Alimentation, que le concept a été énoncé pour la première fois par des militant·e·s du jeune mouvement paysan international « *la Via Campesina* ». Avec la souveraineté alimentaire, la *Via Campesina* entendait questionner le concept technocrate de « sécurité alimentaire » utilisé dans les négociations internationales. Et surtout, elle entendait dénoncer les impacts destructeurs des politiques néolibérales et du modèle agro-industriel mondialisé.

Au fils des ans, la lutte pour la souveraineté alimentaire a servi de catalyseur pour un formidable mouvement social inspirant et rassembleur. Le mouvement pour la souveraineté alimentaire a joué un rôle clé pour créer un rapport de force face aux acteur·rice·s dominants de l'agrobusiness mondial et pour développer des alternatives au système alimentaire industriel, telles que : l'agroécologie, l'agriculture soutenue par la communauté, les circuits-courts, etc.

L'année 2021 a également été choisie par le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, pour tenir un Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Reconnaissant les défis actuels, le Sommet est censé aboutir à des solutions visant à « *transformer les systèmes alimentaires mondiaux* ».

En effet, le système alimentaire industriel mondialisé est en pleine déroute :

- Malgré les engagements de la communauté internationale d'éradiquer la faim pour 2030, le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition est en hausse depuis 2015 : en 2021, 811 millions de personnes sont sous-alimentées et 2,3 milliards de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée (SOFI 2021).

- Le nombre de personnes en surpoids et les maladies chroniques liées à une mauvaise alimentation ne cessent d'augmenter. Le nombre de décès liés à une mauvaise alimentation est estimé chaque année à plus de 11 millions de personnes (Lancet 2019). Cela représente quatre fois plus que le nombre de personnes mortes des suites du Covid-19 en 2020.

- Le système alimentaire globalisé est responsable de 21 à 37 % des émissions de gaz à effet de serre (GIEC 2019).

- Et le système alimentaire industriel est le principal facteur de l'effondrement de la biodiversité (IPBES 2019) et favorise l'émergence et la diffusion des maladies zoonotiques comme le Covid-19 (PNUE 2020).

Face à ces constats alarmants, et à la mobilisation croissante de la société civile et des citoyen·ne·s, un consensus international émerge enfin sur la nécessité de transformer en profondeur les systèmes alimentaires. Même parmi les acteurs dominants de l'agrobusiness, peu d'acteurs osent encore remettre en question cette évidence.

Mais l'enjeu se situe maintenant au niveau des orientations qui devront guider cette transformation et des solutions à mettre en œuvre pour répondre au triple défi de la faim, de la malnutrition et des crises environnementale et climatique.

Dans un contexte qui lui est peu favorable, l'agrobusiness mondialisé est passé à l'offensive. Alors qu'elles sont les principales responsables de la situation actuelle, les grandes entreprises de l'agroalimentaire tentent aujourd'hui de montrer patte blanche. Elles communiquent en grande pompe sur leurs engagements de « neutralité en carbone » et avancent leurs solutions pour réformer et verdir les systèmes alimentaires : *(climate) smart agriculture*, digitalisation, biotechnologies, compensation carbone, nourriture enrichie en nutriments, etc.

Loin de viser une transformation radicale des systèmes alimentaires, ces fausses solutions visent surtout à maintenir et renforcer le contrôle de l'agrobusiness sur l'ensemble des maillons de la chaîne alimentaire et sur les profits juteux des marchés alimentaires.

Face à cet écran de fumée, le concept de souveraineté alimentaire, et les concepts interconnectés d'agroécologie, de droit à l'alimentation ou de bien commun sont plus pertinents que jamais pour engager une réelle transformation des systèmes alimentaires.

Mais après 25 ans de lutte, il nous semble aussi important pour les acteurs du mouvement, dont FIAN se revendique, de prendre un peu de recul et de perspective afin d'analyser les nouveaux enjeux et d'imaginer des pistes pour redynamiser et réinventer la lutte. C'est l'objectif de ce nouveau numéro du *Beet the system !*

***

Dans la première partie, nous avons voulu mettre en évidence quelques exemples des nouveaux enjeux et des nouvelles menaces qui pèsent sur les systèmes alimentaires et sur le monde paysan :

- Le premier article d'Almudena Garcia analyse les stratégies de l'agrobusiness pour renforcer son influence sur la gouvernance des systèmes alimentaires. L'article explique comment les acteurs de l'agrobusiness ont réussi à infiltrer l'organisation du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaire et à imposer leur narratif et leurs solutions.

- Le deuxième article, synthèse d'un rapport de FIAN international, détaille les dangers de ce qu'on appelle la « financiarisation » des terres et des ressources naturelles. Plusieurs exemples y illustrent en quoi nous pouvons désormais qualifier le capitalisme « dévoyé ».

- Le troisième article de Brigitte Gloire dénonce le nouveau *greenwashing* des entreprises au nom du climat. L'interprétation malhonnête du concept de « neutralité carbone » par les entreprises et certains gouvernements annonce une nouvelle ruée sur les terres mondiales aux dépens des populations rurales.

- Le collectif *Fabriek paysanne* nous alerte ensuite sur les dangers de la digitalisation et du *smart farming*. Les nouvelles technologies, présentées comme la nouvelle panacée par l'agrobusiness, risquent bien de devenir les nouveaux outils de l'asservissement du monde paysan. La *Fabriek paysanne* nous invite à reconquérir notre souveraineté technologique.

- Le cinquième article est une synthèse d'un rapport des Amis de la terre Europe. Il expose l'intense lobby que les acteurs de l'agrobusiness et des biotechnologies effectue auprès de l'UE pour changer la réglementation OGM. L'objectif de ce lobby est de sortir les nouveaux OGM (notamment les techniques d'édition du génome) du cadre réglementaire actuel, jugé trop contraignant.

- Enfin dans le dernier article de cette première partie, Hélène Seynaeve analyse la menace que représente la montée du popu-

lisme d'extrême droite en milieu rural. Face à la marginalisation et à la précarisation du monde paysan dans le contexte de la mondialisation néolibérale, de plus en plus d'agriculteur·rice·s se laissent séduire par les discours nationalistes et populistes. Une voie qui est pourtant sans issue pour les paysan·ne·s car elle ne s'attaque pas aux causes structurelles des dysfonctionnements des systèmes alimentaires. Les mouvements d'extrême droite ne proposent finalement que la continuité des politiques néolibérales, les habillant simplement d'un discours nationaliste et nativiste.

Dans la deuxième partie, nous partageons **quelques réflexions pour réenchanter le mouvement pour la souveraineté alimentaire.** Prenant acte des nouveaux enjeux et des nouvelles menaces, nous explorons quelques pistes pour redynamiser et réinventer la lutte. Au-delà de propositions techniques et politiques c'est plutôt à une réflexion introspective à laquelle nous nous livrons et à laquelle nous invitons nos lecteur·rice·s.

- Le premier article de Barbara Van Dijck et Saurabh Arora nous interrogent sur les concepts de technologie, innovation et progrès. Plutôt qu'une vision de la modernité et du progrès (technologique) fondée sur l'idée de contrôle et de domination (de l'humain sur la nature et de l'humain sur les autres humains), elles nous invitent à explorer une autre vision basée sur les concepts du *radical care* (prendre soin) et de la convivialité.

- Le deuxième article de Sabine Renteux, militante au Mouvement d'Action Paysanne (MAP), célèbre les 25 ans de la souveraineté alimentaire et effectue un rapide bilan de la lutte. Elle encourage ensuite les acteur·rice·s du mouvement à se rassembler, au-delà des initiatives individuelles et locales, pour changer le cadre des politiques néolibérales.

- Jean-Marc Louvin analyse le cadre conceptuel « des biens communs ». Après nous avoir rappelé le cadre conceptuel et politique des biens communs, il propose des pistes pour l'appliquer aux politiques alimentaires comme changement de paradigme des systèmes alimentaires mondialisés.

- Enfin, Manuel Eggen explore le rôle des droits humains dans la transformation des systèmes alimentaires. La réalisation des droits humains doit être au coeur des politiques alimentaires mondiales. Mais afin d'être un véritable outil d'émancipation sociale, il invite les activistes des droits humains à faire évoluer le cadre actuel pour l'affranchir de son héritage colonial, occidentalo-centré et déconnecté de la nature.

Avec ce nouveau numéro du *Beet the system !* nous espérons, humblement, contribuer à explorer de nouveaux horizons et imaginaires afin que le mouvement pour la souveraineté alimentaire continue à jouer un rôle de critique radicale et à être un acteur pour mettre en place des systèmes alimentaires répondant aux aspirations des peuples.

Bonne lecture !

1. Comment les entreprises s'emparent-elles du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires ?

Dévoiler les mécanismes du pouvoir des entreprises sur la gouvernance alimentaire mondiale

Par Almudena Garcia i Sastre,
chargée de plaidoyer européen chez FIAN Belgium

Alors que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires s'est tenu le 23 septembre 2021, se rapproche grandement, la phase préparatoire a révélé le rôle politique croissant du secteur privé dans l'ensemble du processus. L'analyse de ces stratégies met en lumière les nouveaux équilibres de pouvoir qui restructurent la gouvernance alimentaire mondiale. Le Sommet devient un véritable « laboratoire vivant » dans lequel le contrôle des entreprises revêt différentes formes pour exercer un pouvoir politique.

Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS), organisé par le Secrétaire général de l'ONU en 2021, est motivé par le besoin urgent de transformer les systèmes alimentaires, avec pour objectif la « faim zéro » et l'intégration de la durabilité. Toutefois, le développement et l'architecture de l'UNFSS remettent en question la vision d'une gouvernance mondiale publique et laisse place au contrôle du secteur privé. Un cadre analytique tridimensionnel[1] – *instrumental, structurel et discursif* – pour aborder le pouvoir des entreprises nous aide à décortiquer les mécanismes qui permettent le rôle politique croissant des entreprises dans l'élaboration des règles internationales qui régissent l'alimentation dans le monde.

1.1. LE POUVOIR INSTRUMENTAL : LE CONTRÔLE DIRECT DES ENTREPRISES

Premièrement, la dimension instrumentale du pouvoir des entreprises met en évidence une causalité fonctionnelle et linéaire de l'influence. L'agroindustrie s'est assuré une place de choix depuis les travaux préparatoires du Sommet grâce à la nomination d'associé·e·s clé·e·s occupant des rôles stratégiques dans la prise de décision, comme Dr Agnes Kalibata, David Navarro ou le professeur Joachim von Braum.

Dr Agnes Kalibata a été nommée Envoyée spéciale pour diriger le Sommet. Ancienne présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), Dr Kalibata est dès lors arrivée avec l'idée de transformer les systèmes alimentaires, à l'image de la promesse d'AGRA de sauver l'Afrique de la faim et de la pauvreté grâce à un modèle de production alimentaire à forte intensité d'intrants, axée sur la technologie.

L'organisation de M. Navarro, 4SD, est chargée de développer et de soutenir les dialogues du Sommet, qui comprennent des Dialogues du Sommet mondial, des Dialogues des États membres et des Dialogues indépendants. Ses liens avec les coalitions d'entreprises, dont AGRA est un co-partenaire, et son rôle de conseiller auprès du World Business Council for Sustainable Development confèrent une influence croissante au

1 Fuchs, D. and Clapp, J., 2009. Corporate power and global agrifood governance: Lessons learned. Corporate Power in Global Agrifood Governance. MIT Press, Cambridge.

secteur privé dans les propositions mises sur la table lors des dialogues.

Joachim von Braun[2], nommé président du groupe scientifique de l'UNFSS, est également membre du conseil d'administration d'AGRA et ancien directeur de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), qui reçoit des fonds de la Fondation Bill et Melinda Gates. En tant que scientifique en chef de l'UNFSS, il prône avec détermination la réforme de la gouvernance alimentaire en apportant une nouvelle approche scientifique dite efficace.

La désignation de ces trois personnalités ayant des liens étroits avec le secteur privé, et en particulier avec AGRA, ont été le premier signal d'une influence directe du pouvoir des entreprises sur le processus politique dans lequel s'inscrit le Sommet.

• ENCADRÉ •

AGRA ET SES FAUSSES PROMESSES

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)[1], a été lancée en 2006 sous la forme d'une organisation au capital d'un milliard de dollars US, financés par la Fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Rockefeller. Elle promouvait des mesures visant à révolutionner l'agriculture africaine sous la forme de programmes de subvention des intrants (FISP). Elle présentait alors l'objectif ambitieux de doubler les revenus et les rendements de 30 millions de petit·e·s exploitant·e·s agricoles d'ici à 2020, mais peu de preuves attestent de sa concrétisation.

Une étude indépendante[2] menée dans les treize pays bénéficiaires d'AGRA a révélé que loin d'améliorer la sécurité alimentaire dans la région, AGRA l'a aggravée au détriment des profits tirés de la faim. Elle indique que le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 30 % dans les pays ciblés.

Et la sécurité alimentaire s'est même détériorée en raison du déclin des cultures nutritives et résistantes, de l'acidification des sols par la monoculture et de l'endettement des petit·e·s producteur·rice·s alimentaires participant·e·s.

1 Alliance for a Green Revolution in Africa

2 Wise, T. (2021). AGRA Update: Withheld Internal Documents Reveal No Progress for Africa's Farmers. Washington, DC: Institute for Agriculture & Trade Policy. *https://www.iatp.org/blog/202102/agra-update-withheld-internal-documents-reveal-no-progress-africas-farmers*

2 Von Braun, J. and Kalkuhl , M. (2015). International Science and Policy Interaction for Improved Food and Nutrition Security: towardan International Panel on Food and Nutrition (IPFN). ZEF Working Paper 142. Center for Development Research, Bonn. *https://www.zef.de/uploads/tx_zefportal/Publications/WP142_final.pdf*

Source : Koen Dekeyser / Flickr

Malgré ses échecs visibles (voir Encadré), AGRA est présentée comme un exemple pour transposer les partenariats public-privé à l'échelle mondiale et étendre les tentacules de la Fondation Gates dans la gouvernance des systèmes alimentaires. La Fondation Gates sponsorise des solutions technologiques propriétaires (non libres) en tant que solutions gagnant-gagnant et promeut leur transfert du Nord au Sud via des changements de politiques nationales. Ces changements nécessitent l'approbation de subventions publiques et la protection des droits de propriété intellectuelle. Cependant, l'incursion d'AGRA dans l'UNFSS n'est pas le seul canal de contrôle direct des entreprises dans la gouvernance alimentaire mondiale.

Le partenariat entre l'ONU et le Forum économique mondial, ainsi que l'accord de la FAO avec CropLife International[3] en 2019, accordent un accès préférentiel aux multinationales aux organes des Nations unies, au détriment des acteurs d'intérêt public. La manière dont ces ingérences vont opérer, que ce soit par le biais de dons ou sous la forme de conseils d'experts, reste encore incertaine. Ce qui est certain, c'est que les collaborations entre les Nations unies et les entreprises révèlent comment une approche privée axée sur le profit imprègne ouvertement les décisions sur la transformation future des systèmes alimentaires, et affaiblit dangereusement le rôle des États dans la sauvegarde du droit à l'alimentation.

3 International Network for Economic, Social & Cultural Rights. Background Document - Corporate capture of the United Nations, Février 2021. *https://www.escr-net.org/news/2021/background-document-corporate-capture-united-nations*

1.2. POUVOIR STRUCTUREL : LE CONTRÔLE TACITE DES ENTREPRISES FAIT BASCULER LES STRUCTURES DE GOUVERNANCE LÉGITIMES

Au fur et à mesure que la mondialisation se consolide, les acteurs du secteur privé viennent régulièrement suppléer les acteurs traditionnels tels que les États et les organisations internationales dans les structures économiques et institutionnelles, pour prendre eux-mêmes les décisions de gouvernance. Les entreprises ont pris un rôle clé qui va au-delà d'un accès direct aux décideur·euse·s, qui leur permet de fixer l'agenda. Ils

ont progressivement gagné un siège autour de la table des négociations à laquelle sont rédigées les règles affectant leurs propres activités. Cette forme de pouvoir est structurelle car elle influe sur la partie « *input* » du processus politique, permettant ainsi aux entreprises d'augmenter leur contrôle sur la détermination de la portée des cadres réglementant leurs activités, ainsi que sur leur contenu.

Dans ce contexte, l'UNFSS promeut de nouvelles plateformes multipartites[4], dans le but de se démarquer de l'actuel Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Il ne tient pas compte des efforts internationaux déjà réalisés pour encadrer les systèmes alimentaires et définir des pistes de solutions, et ce, à trois égards. Premièrement, l'annonce de ce sommet n'a pas réellement émané de l'Assemblée générale des Nations unies ou du CSA, mais de l'initiative unilatérale du Secrétaire général des Nations unies. Compte tenu de la structure de gouvernance du CSA, beaucoup s'attendaient à ce que celui-ci soit le forum le mieux placé pour accueillir le prochain UNFSS 2021.

Deuxièmement, la structure du Sommet semble avoir été conçue pour imiter celle du CSA et tenter de le remplacer en tant qu'organe mondial reconnu pour guider l'élaboration des politiques alimentaires. L'UNFSS a été conçu avec une structure multipartite d'organes consultatifs politiques et scientifiques, combinée à des discussions thématiques sur les cinq voies d'action (accès, consommation, production, moyens de subsistance équitables et résilience). Néanmoins, la forme sous laquelle tous les résultats de ces dialogues alimenteront la feuille de route finale du sommet n'a pas encore été détaillée dans les documents de référence ni dans les derniers rapports de synthèse publiés en juillet.

La sélection des dirigeant·e·s, des expert·e·s et des participant·e·s a été faite de manière arbitraire et leurs rôles ne sont pas clairs, ce qui ne répond pas aux normes de transparence et aux mécanismes de responsabilité envers les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire.

Troisièmement, ce manque récurrent de transparence et l'érosion de la responsabilité sont ancrés dans l'approche multipartite que le Sommet soutient en matière de gouvernance alimentaire par le biais de ses dialogues multidimensionnels. Au cours des deux dernières décennies, les initiatives multipartites (MSI) se sont multipliées, avec pour objectif d'aborder des questions complexes de politique mondiale, soulevant de multiples préoccupations en matière de droits humains[5]. Qui est invité à participer à ces initiatives et quel rôle chacun·e peut jouer dans la prise de décision. Cela nécessite des critères définis démocratiquement. Cependant, les MSI conçues par le processus de l'UNFSS fonctionnent sur base volontaire et la participation dépend des ressources dont chacun·e dispose pour y prendre part, ce qui se révèle être un espace d'exclusion pour celles·eux qui ont moins de ressources humaines et financières.

Si l'on ne donne pas la priorité aux voix des détenteur·rice·s de droits touché·e·s par l'insécurité alimentaire et si l'on ne garantit pas leur participation aux décisions qui les concernent, les participant·e·s les plus puissant·e·s et les mieux doté·e·s en ressources risquent de dominer le débat sur la transformation des systèmes alimentaires.

En ouvrant la porte aux acteurs du secteur privé pour qu'ils participent à la définition des normes visant à défendre le droit à l'alimentation et la santé de la planète, l'UNFSS ignore les asymétries de pouvoir et les conflits d'intérêts. Les débats s'orienteront vers des propositions qui éviteront de porter atteinte à la rentabilité privée et d'aborder les questions politiques contestées responsables de la faim et de la pauvreté.

4 En anglais : multi-stakeholder

5 voir ce briefing sur les initiatives multipartites préparé par FIAN International : *https://fian.org/en/publication/article/briefing-note-on-multi-stakeholder-initiatives-msi-2507*

1.3. POUVOIR DISCURSIF : LES ENTREPRISES S'EMPARENT DES NARRATIFS ET CONTRÔLENT LA SCIENCE

Une troisième approche du pouvoir explore la dimension discursive du processus politique. Cette perspective analytique montre comment les décisions politiques peuvent répondre à des disputes narratives sur le cadrage des problèmes et des solutions selon certaines normes et valeurs.

Le processus de l'UNFSS révèle l'influence croissante du secteur privé sur la perception publique des problèmes liés à l'alimentation et propose des solutions qui privilégient les chaînes de valeur mondiales, l'innovation technologique et le profit au détriment des systèmes agroécologiques locaux, des droits humains et de l'intérêt public.

Si le concept de système alimentaire offre une grille d'analyse permettant de révéler les différents éléments qui le composent, de la production à la consommation en passant par la distribution, il ne fournit pas d'indications sur ce qui est nécessaire pour qu'un changement se produise. Le narratif des principales voix du Sommet sur la transformation du système alimentaire en une voie durable ne s'appuie pas sur une approche fondée sur le droit dans toutes ses phases préparatoires. Au lieu de cela, le discours promu au sein du Sommet se positionne en faveur d'une conception des systèmes alimentaires qui privilégie un type de connaissance, principalement la science expérimentale, et un type de politique, qui s'appuie sur des solutions reposant sur les lois du marché[6].

Cette inquiétude a été soulevée non seulement par la Réponse Autonome des Peuples à l'UNFSS[7] mais aussi par trois rapporteurs spéciaux des Nations unies. Ceux-ci ont ouvertement critiqué[8] le Sommet pour ne pas avoir placé le droit à l'alimentation au centre du débat et pour avoir omis l'agroécologie en tant que changement de paradigme permettant de réformer les systèmes alimentaires en vue d'une justice sociale et écologique. Michel Fakhri, actuel rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, dans son rapport pour la 46 ème session du Conseil des droits humains, a déploré que :

> *« Les premiers documents de préparation du Sommet reflètent le langage et le cadre du projet du Forum économique mondial sur la transformation des systèmes alimentaires. »*

Le groupe d'universitaires participant au suivi de l'UNFSS[9] a proposé une analyse de la manière dont le narratif du Sommet s'appuie sur une logique de manque de nourriture et de connaissances. Il crée un imaginaire de lacunes (lacunes factuelles, lacunes politiques, lacunes technologiques) devant être comblées par des expert·e·s scientifiques, en collaboration avec des entreprises. Ces collaborations sont ancrées dans un discours qui soutient les innovations technologiques axées sur le marché au détriment des connaissances traditionnelles acquises au fil des siècles pour nourrir la population mondiale.

Parallèlement, de nouveaux concepts sont créés, tels que les « nature-based solutions » (solutions fondées sur la nature) et la « climate-smart agriculture » (l'agriculture intelligente face au climat). Ces nouveaux cadres de pensée prônent des changements majeurs dans la valorisation de la nature pour offrir des solutions gagnant-gagnant et pour lesquelles une approche mécaniste de la science est nécessaire pour relever le double défi du changement climatique et de la sécurité alimentaire. À l'inverse, l'agroécologie est attaquée pour son (soi-disant) caractère idéologique et non scientifique.

6 Right to food: Report of the Special Rapporteur on the right to food, Michael Fakhri (A/HRC/46/33). *https://undocs.org/A/HRC/46/33*

7 Voir *https://www.csm4cfs.org/letter-csm-coordination-committee-cfs-chair/)*

8 Voir *https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27505&LangID=E*

9 Montenegro et al (2021). UN Food System Summit Plants Corporate Solutions and Plows Under People's Knowledge. A brief prepared by academics following the UN Food Systems Summitand committed to critical analysis and public education. *agroecologyresearchaction.org*

Dans cette optique, l'UNFSS encourage une conception étriquée de la science et ouvre la voie à la création d'une nouvelle Interface science-politique (ISP) destinée à remplacer l'actuel Groupe d'experts de haut niveau (HLPE)[10] du CSA. Une nouvelle ISP[11] est envisagée pour mieux s'aligner sur une compréhension unidimensionnelle des systèmes alimentaires et pour traiter l'alimentation comme une marchandise plutôt que comme un droit humain.

Source : Koen Dekeyser / Flickr

CONCLUSION

La phase préparatoire a témoigné du rôle politique croissant des entreprises dans l'ensemble du processus.

Les mécanismes employés ne se limitent plus au lobbying traditionnel qui permet de s'assurer d'avoir des allié·e·s proches aux postes stratégiques du Sommet. La nouveauté vient ici de l'institutionnalisation du pouvoir des entreprises par le biais du *multipartisme* et de la mainmise des narratifs de « transformation des systèmes alimentaires », influençant en amont le processus politique.

Les structures démocratiques de gouvernance mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition – le CSA et le HLPE – sont menacées et, avec elles, le savoir-faire des autochtones, des expérimentateur·rice·s, des agriculteur·rice·s et des femmes, qui sont pourtant plus que jamais nécessaires pour faire face à l'incertitude et cocréer des systèmes alimentaires justes et durables.

Il est urgent d'apporter une réponse efficace à la consolidation accrue du pouvoir du secteur privé en matière de systèmes alimentaires, et de ses répercussions insidieuses sur la sécurité alimentaire et la santé de la planète. Cette réponse ne peut venir que de la Réponse autonome des peuples à l'UNFSS, en tant que détenteur·rice·s légitimes de droits, qui exigent de l'Etat qu'il reprenne son rôle de seul responsable de la mise en œuvre du droit à l'alimentation.

Toute contre-stratégie doit donc faire obstacle simultanément aux trois facettes du pouvoir des entreprises qui progressent via l'UNFSS pour s'emparer de la gouvernance alimentaire mondiale. Sur le plan du pouvoir instrumental, les garde-fous en matière de conflits d'intérêts et les mécanismes de transparence doivent être appliqués. Au niveau du pouvoir structurel, les plateformes multipartites ne peuvent pas remplacer les espaces multilatéraux dotés de procédures claires concernant les asymétries de pouvoir et la définition des rôles et des obligations en fonction des droits. Enfin, et surtout, sur le terrain de la connaissance et de la science, il est nécessaire de construire des contre-narratifs qui délégitimisent les fausses solutions profitant à quelques-uns dans le processus de transformation des systèmes alimentaires et qui défendent l'intérêt public et les droits humains plutôt que le profit.

10 Le HLPE a un mandat clair, ancré dans le droit à l'alimentation, et est basé sur une approche consultative qui compile les contributions de multiples parties prenantes. Il s'agit de l'organe consultatif scientifique le plus reconnu et le plus respecté au niveau international, qui fournit une évaluation des preuves de la recherche guidant les politiques liées au système alimentaire.

11 Clapp et al. (2021). AN 'IPCC FOR FOOD'? How the UN Food Systems Summit is being used to advance a problematic new science-policy agenda. Briefing note 1 on the Governance of Food Systems, Juillet 2021. *http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/GovBrief.pdf*

2. Capitalisme dévoyé et financiarisation des terres et de la nature

Résumé du rapport[a] publié par FIAN International, Transnational Institute et Focus on the Global South en septembre 2020 adapté par Margot Vermeylen, journaliste

Aux quatre coins de la planète, les communautés rurales sont confrontées à une augmentation spectaculaire de la dépossession et de la destruction de leurs terres, rivières, pâturages, forêts, océans et maisons, alors même qu'ils constituent le fondement de nos communautés et de notre tissu social. En cause : le capitalisme dévoyé[1] . Cet article propose une description de ce phénomène et de son évolution, ainsi qu'une série d'exemples pour mieux le comprendre.

Pourquoi parlons-nous de capitalisme dévoyé, et qu'entendons-nous par cela ? D'abord, il convient de comprendre le **phénomène de financiarisation**, qui peut être globalement entendu comme la croissance du pouvoir et de l'influence de la finance mondiale. La financiarisation modifie fondamentalement la manière dont la valeur financière est créée et dont les profits sont générés : la richesse n'est plus créée par les revenus des secteurs réels – productifs – de l'économie (comme par exemple les secteurs industriel, agricole et des services), mais dans la sphère « virtuelle » des opérations financières, notamment grâce à la spéculation. En tant que telle, elle constitue une nouvelle manière d'organiser l'extraction capitaliste de la richesse. La financiarisation croissante de l'économie a pour conséquence, notamment, que l'alimentation et la terre sont de plus en plus considérées comme des actifs financiers, et non comme des biens communs et des droits humains [pour en savoir plus, voir article n°9 sur les biens communs].

FINANCIARISATION = CAPITALISME DÉVOYÉ

En raison de l'illégitimité des accaparements auxquels la finance mondiale soumet nos territoires et de ses conséquences destructrices sur nos communautés, et en raison du fait que les acteurs impliqués cherchent activement à dissimuler leurs opérations, nous proposons de parler de **capitalisme dévoyé**, c'est-à-dire un capitalisme tellement poussé dans ses limites qu'il outrepasse ses propres règles.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

La domination croissante de la finance mondiale sur nos vies ne surgit pas de nulle part ; elle est le résultat des politiques qui ont été élaborées lors des dernières décennies. C'est la déréglementation des marchés financiers, avant et après la crise financière mondiale de 2007-2008, qui a ouvert la voie pour donner au capital financier mondial le pouvoir qu'il détient aujourd'hui.

Tout (re)commence dans les années 70, qui marquent la fin du système monétaire de Bretton Woods. Ce système avait été mis en place après le krach boursier de Wall Street, en 1929, qui fut suivi d'une crise bancaire majeure et de la Grande Dépression. Il empêchait notamment les banques d'utiliser de l'argent public ou privé (à savoir les économies des gens)

a Le rapport complet peut être consulté sur le site de FIAN Belgique *http://www.fian.be/Le-capitalisme-devoye-et-la-financiarisation-des-terres-et-de-la-nature?lang=fr*

1 Définition selon le Larousse : qui est sans moralité, perverti. Définition selon le Robert : Qui est sorti du droit chemin, s'est dévoyé.

« Après des discussions avec des organisations de petits producteurs alimentaires et des mouvements sociaux, nous sommes arrivés à la conclusion que ce que l'on appelle souvent la "financiarisation" devrait plutôt être appelé "capitalisme dévoyé" parce que l'accaparement des territoires par la finance mondiale est illégitime et destructeur, et que les acteurs impliqués cherchent activement à dissimuler leurs opérations. »

Philip Seufert, FIAN International

pour réaliser des investissements spéculatifs et ne les y autorisaient à le faire qu'avec leur propre argent. Pour faire simple, interdiction donc, pour les banques commerciales de « jouer » avec l'argent sur les comptes de leurs clients. Et, toute personne, ou entité, qui désirait utiliser son capital à des fins spéculatives devait s'adresser à des banques dites d'investissement. Ce système donna lieu à une période de relative stabilité financière.

LES PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DE LA FINANCIARISATION SONT LES ÉLITES REPRÉSENTANT LES 1% DE RICHES MONDIAUX

Mais, afin de permettre aux acteurs commerciaux d'engranger de plus grands bénéfices, les États-Unis, suivis de près par le Royaume-Uni, commencèrent à démanteler ce système. Plusieurs nouvelles lois suivirent, qui abrogèrent la séparation des banques commerciales et des banques d'investissement, et ouvrirent la voie à de nouvelles possibilités de spéculation financière. Ce fût également le début de la privatisation des retraites aux Etats-Unis et en Europe, créant ainsi une nouvelle réserve importante de capitaux d'investissement, qui doivent être investis quelque part. Ce pool croissant de capital-investissement s'élève aujourd'hui à 47 000 milliards de dollars.

2007-2008 : CONSÉQUENCE PUIS CAUSE DE LA FINANCIARISATION CROISSANTE

La crise financière de 2007-2008, qui généra une importante crise économique mondiale, fut le résultat du processus de financiarisation et contribua à l'exacerber. Déclenchée par la spéculation sur les marchés du logement et de l'immobilier aux États-Unis et en Europe, plusieurs banques et autres acteurs financiers ayant pris part à cette spéculation firent faillite lorsque la bulle éclata et que les prix de l'immobilier s'effondrèrent. Cependant, contrairement à ce que l'on pourrait penser, **ceci ne poussa pas les États à prendre les problèmes sous-jacents à bras le corps, mais augmenta le pouvoir du capital financier.** Tout d'abord, car plusieurs États se mirent à renflouer des banques et d'autres acteurs financiers – et leurs actionnaires – afin de stopper la contagion sur les marchés financiers. Ensuite, la chute des prix de l'immobilier survenue à la suite de la crise poussa les acteurs financiers à rechercher de nouveaux domaines où investir et spéculer, comme les terres agricoles (voir exemples plus loin).

C'est ainsi que l'idéologie économique ayant provoqué la crise demeure intacte et incontestée. Aujourd'hui, la finance mondiale a fait son grand retour : les bénéfices, les dividendes, les rémunérations et les primes propres au monde de la finance ont regagné les niveaux observés par le passé. Les marchés financiers ont atteint de nouveaux sommets record et la prise de risque a de nouveau augmenté. Dans un même temps, les projets de nouvelle règlementation de la finance se sont retrouvés enlisés dans des négociations politiques sans fin. Ce regain de la financiarisation de l'économie s'est accompagné d'une augmentation de l'exploitation et de la dépossession des communautés et des individus.

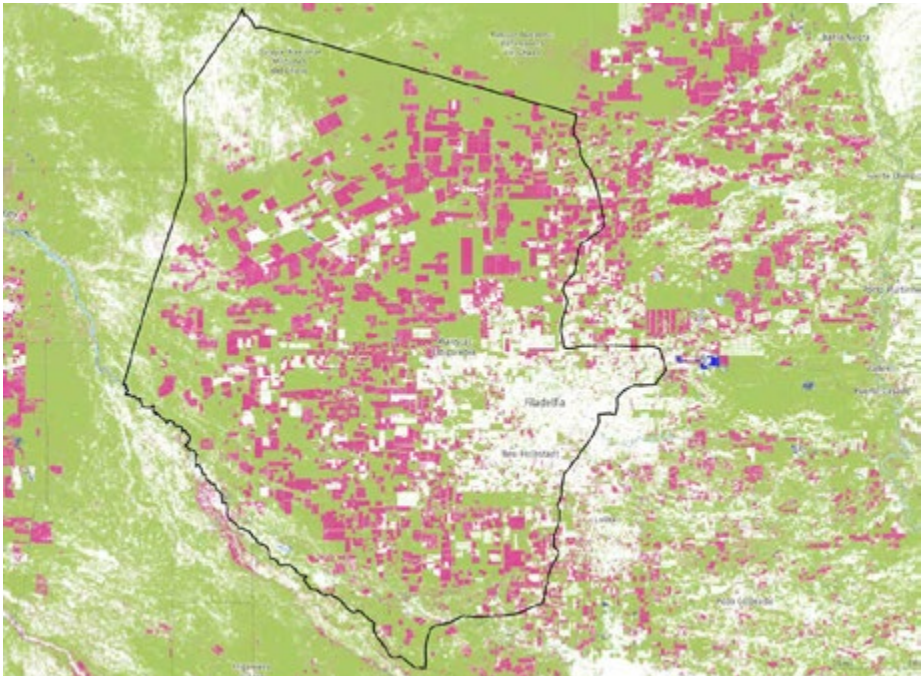
PANORAMA DES DIFFÉRENTES FORMES QUE PREND LE CAPITALISME DÉVOYÉ

Le capitalisme dévoyé se manifeste sous diverses formes dans les terroirs des communautés et des populations.

1. LES TERRES ET L'AGROINDUSTRIE

L'implication d'importantes sommes d'argent dans l'agriculture n'a rien de nouveau. Les grands propriétaires fonciers sont les principaux acteurs encourageant l'expansion de l'agro-industrie et des plantations en monoculture ; ils sont aussi les premiers à en bénéficier. La nécessité constante de recourir à des machines et à des intrants onéreux (engrais, produits agrochimiques, semences commerciales et OGM, entre autres), couplée à la ruée vers une production toujours plus importante de matières premières agricoles, a forcé les entreprises de l'agroindustrie à contracter des prêts et des crédits auprès d'établissements bancaires et d'autres investisseurs financiers. Ainsi, l'influence et le pouvoir des acteurs financiers sur la production agricole industrielle lors des dernières décennies s'en sont trouvés consolidés.

Néanmoins, plus récemment, l'intensité, l'échelle, la vitesse et l'ampleur de l'implication du capitalisme financier dans l'agroindustrie ont changé de façon substantielle et alarmante. Les terres sont de plus en plus considérées par la finance mondiale comme une « catégorie d'actif » et un négoce à part entière. Les **exemples suivants** font la lumière sur la manière dont tout ceci a intensifié la dépossession des personnes vivant en milieu rural et des communautés de leurs territoires.



Infographie 1 • Déforestation et expansion de l'agriculture industrielle à grande échelle dans la région paraguayenne du Gran Chaco, 2006-2016
Source : FIAN International, Transnational Institute, Focus on the Global South "Le capitalisme dévoyé et la financiarisation des terres et de la nature", RAPPORT | SEPTEMBRE 2020

L'agroindustrie et les acteurs financiers prennent le contrôle de la moitié du Paraguay...

Le Paraguay a connu une transformation complète en l'espace de seulement dix ans, victime de déforestation et de l'expansion de l'agriculture industrielle à grande échelle, notamment dans la région dénommée Gran Chaco (la partie occidentale du pays). Nombre des entreprises ayant récemment pénétré la région pour y développer l'agriculture industrielle sont des acteurs financiers. L'entreprise luxembourgeoise PAYCO S.A., par exemple, détient 144 000 hectares de terres dans le pays. Ses actionnaires sont EuroAmerican Finance S.A., basée au Luxembourg (85 %), et la DEG, une filiale de la banque publique allemande d'investissement et de développement (15 %).

… et alimentent la déforestation en Amazonie.

En juillet et août 2019, la destruction continue de la forêt amazonienne s'est transformée en incendies violents et sans précédent qui ont détruit de vastes parties de cet écosystème crucial, et détruit des moyens de subsistance. Il est prouvé que plusieurs incendies ont été déclenchés de manière planifiée et coordonnée par des accapareurs de terres et de grands propriétaires terriens aux abords de la route BR163, le 10 août 2019[2]. Cette autoroute a été construite principalement pour permettre aux entreprises agroalimentaires de transporter du soja et des céréales vers le terminal maritime de Miritituba, situé au plus profond de l'Amazonie dans l'État brésilien du Pará, d'où elles sont ensuite expédiées vers des ports du monde entier.

Le terminal maritime de Miritituba est géré par Hidrovias do Brasil, une société qui appartient en grande partie à Blackstone, l'une des plus grandes sociétés financières du monde : celle-ci détient directement près de 10 % des actions de Hidrovias do Brasil, et possède aussi indirectement, via sa filiale Pátria Investimentos, 55,8 % de Hidrovias do Brasil. Le développement de la route elle-même a provoqué la déforestation, mais, plus important encore, elle joue un rôle important dans la transformation de l'Amazonie en plantations de monoculture. Ce n'est pas un hasard que la déforestation dans la région autour du BR163 ait augmenté chaque année depuis 2004, alors même que la déforestation en Amazonie dans son ensemble a diminué.

Ailleurs au Brésil, les communautés traditionnelles de l'état brésilien de Piauí sont expulsées de leurs terres, de leurs forêts et de leurs rivières pour faire place à la progression des monocultures de soja. La déforestation, la contamination des sols et des eaux par les produits agrochimiques, la destruction des moyens d'existence, les bouleversements au niveau de la communauté, ainsi que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle rendent la vie de la population impossible. En outre, la violence perpétrée à l'encontre des communautés par des groupes armés liés à des entreprises de l'agroindustrie est en hausse. La population locale est souvent forcée à migrer vers les bidonvilles (favelas) des grandes villes brésiliennes.

L'accaparement constant des terres et la destruction permanente des écosystèmes sont rendus possibles par les grandes quantités d'argent injectées par **des fonds de pension des États-Unis, du Canada et d'Europe.** En effet, des entreprises du secteur agroindustriel local et national ont formé des coentreprises avec des acteurs financiers transnationaux. Ces acteurs, qui financent la production de produits de base agricoles par l'agroindustrie depuis plusieurs années, ont récemment pris les terres pour principale cible. C'est ainsi qu'ont émergé de nouvelles compagnies spécialisées dans la spéculation foncière. Le plus grand fonds de pension américain, la TIAA, par exemple, a lancé deux fonds de terres agricoles depuis 2012[3], pour un montant total de 5 milliards de dollars. Grâce à ces fonds, TIAA a acquis et gère près de 200 000 hectares de terres au Brésil, dont la moitié est située dans Piauí et les États voisins. La majorité des investisseurs dans ces fonds sont des investisseurs institutionnels, en particulier des fonds de pension des États-Unis, du Canada, de la Corée, de la Suède, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, du Luxembourg et des Pays-Bas. De nombreuses exploitations agricoles appartenant à la TIAA au Brésil ont été achetées par une société appelée Radar Imobiliária Agrícola, qui a été créée par une entreprise commune entre la TIAA et la plus grande société sucrière du Brésil, Cosan. Ces évolutions ont renforcé davantage encore la violence dont sont victimes les communautés rurales.

2 Voir, par example, de Freitas Paes, Caio, "Matopiba concentra mais da metade das queimadas no Cerrado." In: De Olho dos Ruralistas, 16 septembre 2019. *https://deolhonosruralistas.com.br/2019/09/16/matopiba-concentra-mais-da-metade-das-queimadas-no-cerrado/*

3 Appelés TIAA-CREF Global Agriculture LLC I et II (TCGA I+II)

• ENCADRÉ •

LA TERRE COMME NOUVELLE « CATÉGORIE D'ACTIF »

La crise financière et économique qui a ébranlé le monde en 2008 a accentué le rôle que joue le capital financier sur les marchés des terres agricoles, à travers la planète. La spéculation foncière a contribué à garantir la circulation du capital financier dans un contexte d'instabilité économique internationale. Cette tendance est consolidée par les fonds d'investissement recherchant de nouveaux actifs sur lesquels spéculer. Les terres agricoles du Brésil et de nombreux autres pays sont donc devenues la cible du capital spéculatif, notamment après l'effondrement du marché de l'immobilier aux États-Unis et en Europe.

Et en Europe aussi : l'exemple de la concentration foncière en Allemagne

Bénéficiant des politiques du gouvernement pour privatiser et vendre les terres que détenait l'État en Allemagne de l'Est, la société d'investissement KTG Agrar constituait l'un des principaux propriétaires fonciers d'Allemagne suite à la réunification de 1990. En 2016, KTG Agrar fit faillite, dévoilant un réseau de près de 100 filiales. Peu après, les agriculteur·rice·s locaux·ales exigèrent que les terrains de la société soient redistribués aux jeunes agriculteur·rice·s et aux personnes pratiquant la petite agriculture, et organisèrent une occupation des terres ainsi que des mobilisations. Il·elle·s demandèrent aux autorités d'appliquer les mesurespréventives contenues dans la loi foncière allemande, en vertu desquelles les autorités locales peuvent rejeter ou restreindre les transactions foncières. Néanmoins, KTG Agrar parvint à vendre rapidement la plupart de ses terres à deux investisseurs : Munich Re, la première compagnie d'assurance au monde, et Gustav Zech Stiftung, une fondation privée domiciliée dans le paradis fiscal du Liechtenstein. L'entreprise a ainsi contourné les règlementations existantes en rachetant les filiales qui détenaient les terres, au lieu de racheter les terres. Cette manœuvre a empêché toute possibilité que les organismes publics locaux régulent ces transactions foncières.

2. LA FINANCIARISATION DES OCÉANS

L'aquaculture intensive en Turquie

Traditionnellement axée sur la pêche de capture, la croissance de l'aquaculture en Turquie a débuté dans les années 90 et le volume de l'aquaculture intensive a plus que quadruplé entre 2000 et 2016 (pour représenter aujourd'hui 33 % du volume total de la production de produits de la mer). Aujourd'hui, la Turquie est le premier producteur de bar et de dorade d'élevage de tous les pays méditerranéens européens, et exporte 75 % de sa production en direction de l'UE. L'augmentation de la production s'est accompagnée d'une expansion spatiale de l'aquaculture et d'une intensification de la production. Ces dernières années ont connu un processus d'intégration entraînant la prise de contrôle d'une poignée d'acteurs sur l'intégralité de la chaîne de valeur, encouragé par des subventions, des changements au niveau de la législation et les cadres institutionnels.

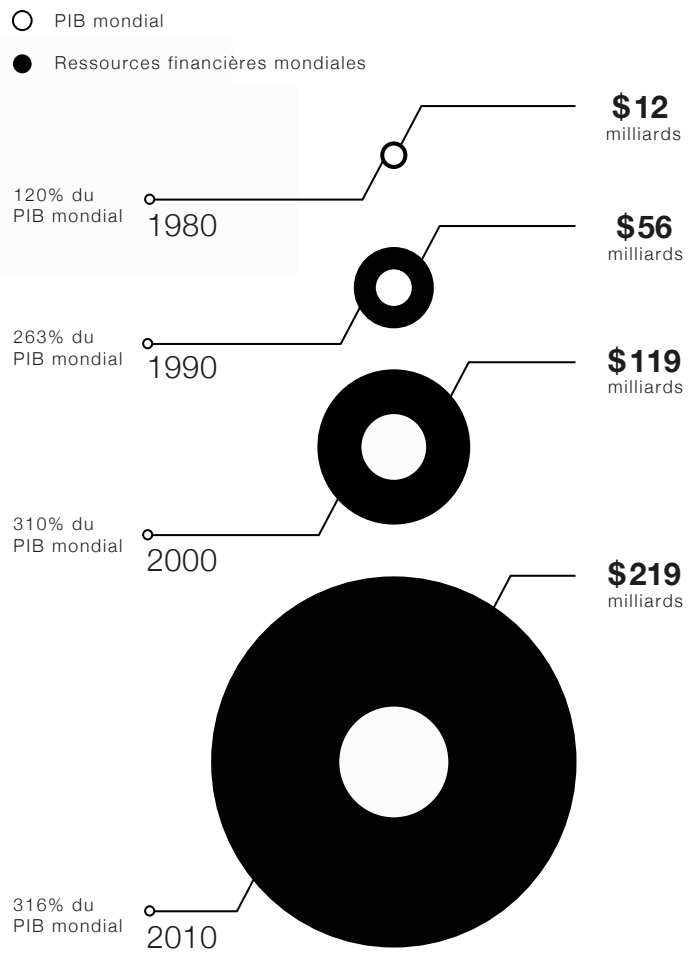
L'essor de l'aquaculture a accentué les pressions exercées sur les communautés d'artisans-pêcheurs et menace à plusieurs titres leurs moyens d'existence. L'aquaculture conduit à l'enclosure des espaces marins, qui se voient alloués aux intérêts privés. La pisciculture a également des effets négatifs sur les écosystèmes marins, du fait qu'elle modifie les caractéristiques physiques et

chimiques de l'eau de mer, et provoque une pollution. Par ailleurs, l'aquaculture a entraîné un développement de la pêche de capture ciblant les espèces de petits poissons nécessaires à la production d'aliments pour poissons. Les rares emplois créés sont de mauvaise qualité, et des problèmes portant sur le respect du droit du travail ont été signalés sur plusieurs fermes.

Lorsqu'une société cotée à Wall Street rachète des quotas de pêche aux USA

En décembre 2018, la société de capital-investissement newyorkaise Bregal Partners annonça qu'elle comptait racheter une société d'approvisionnement exploitant cinq des plus importants bateaux de pêche opérant dans l'État américain du Maine. Mais Bregal Partners ne se contenta pas de racheter une entreprise ou des bateaux, elle racheta aussi des quotas de pêche octroyant à la société les « droits » de propriété privée permettant de capturer d'importantes quantités de poisson. Les quotas de pêche, ou systèmes de partage des prises, ont été introduits dans le but de combattre la surpêche. Cependant, du fait qu'elles répondent à un mécanisme axé sur le marché permettant de vendre et d'échanger des quotas comme s'il s'agissait d'une propriété privée, les politiques de partage des prises ont entraîné une concentration des pêcheries.

Ressources financières mondiale



Ceci signifie qu'un nombre toujours plus restreint d'entreprises détient une part grandissante des quotas de pêche.

Parallèlement, il est controversé si ces politiques aient réellement mis fin à la surpêche. Ces vingt dernières années, les artisans-pêcheurs, hommes et femmes, se sont organisé·e·s pour lutter contre ces politiques de partage des prises et plaidé en faveur de mesures préventives permettant de protéger les pêcheurs des communautés. Ces groupes ont tiré la sonnette d'alarme sur le fait que ces politiques dépouilleraient les pêcheurs indépendants de tout accès, au profit des investisseurs extérieurs, entraînant d'importantes répercussions sociales, économiques et environnementales. En effet, aujourd'hui, les artisans-pêcheurs sont souvent obligés d'acheter ou de louer des droits de pêche aux sociétés (financières) qui les détiennent. Les organisations d'artisans-pêcheurs ont proposé une série d'alternatives visant à reconquérir les communs des océans comme l'une de nos dernières sources publiques de nourriture. Les responsables de l'élaboration des politiques, cependant, ont largement ignoré les voix des communautés de pêcheurs, ce qui a généré une concentration accrue.

CONCLUSION ET MESSAGES CLÉS

- La finance mondiale pénètre dans nos territoires de diverses manières. Les acteurs financiers ont créé différentes formes directes (ex. : commerce des terres, exploitation des mers, etc.) et indirectes (ex. : conservation, marchés de carbone, etc.) d'extraction des richesses par le biais du contrôle des biens naturels et des biens communs.

- Le capital financier mondial essaie d'imposer sa logique d'accumulation sur la manière dont les individus – les personnes pratiquant l'agriculture, les communautés de pêcheurs, les peuples autochtones, les populations rurales et urbaines – interagissent avec la nature.

- Ceci implique des changements radicaux dans la relation entre les individus et leurs territoires. La concentration de la richesse et des biens naturels entre les mains d'une poignée d'entreprises et d'« investisseurs » devient un enjeu problématique d'envergure mondiale.

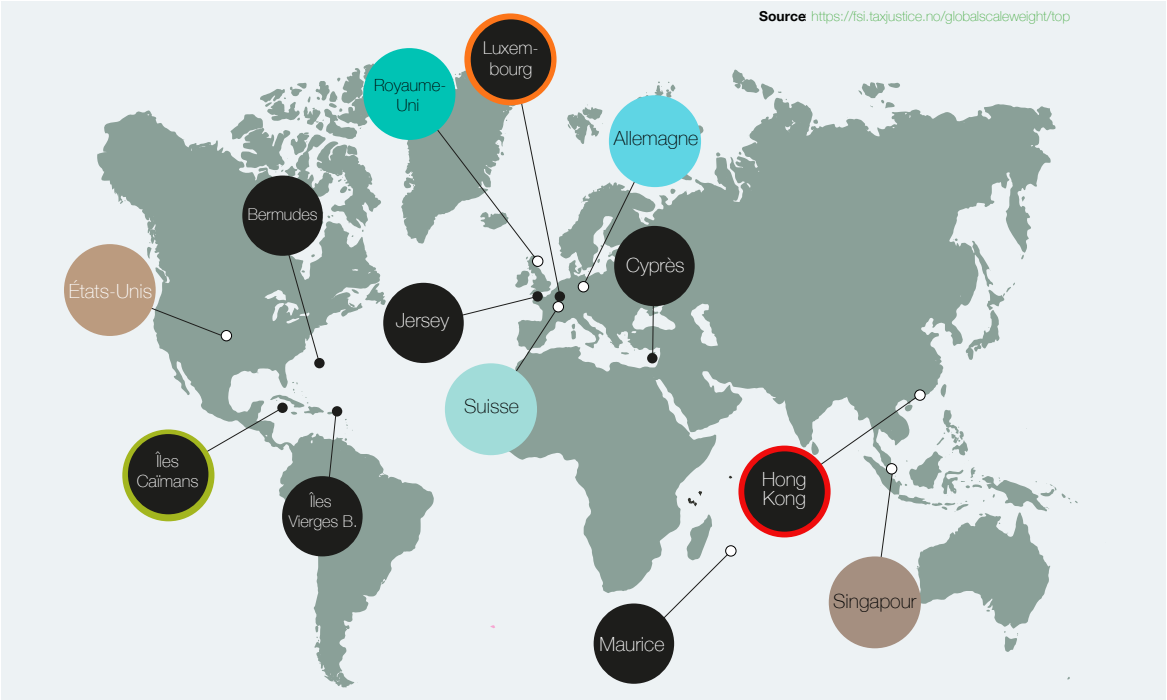
- Les différentes formes d'accumulation et d'extraction des richesses par le capital financier mondial vont de pair avec l'augmentation de la violence employée pour la dépossession des ressources naturelles et la répression de la résistance à son encontre.

Avec le capitalisme dévoyé, nous sommes confronté·e·s à des menaces et des problèmes anciens mais aussi nouveaux, qui menacent fondamentalement notre vision, nos droits et nos modes de vie. En tirant parti de nos luttes passées, travaillons sur les meilleures manières de défendre et d'affirmer nos droits et notre dignité.

La géographie du pouvoir financier

Les plus grands centres financiers du monde
(Sur la base de sa part du marché mondial des services financiers offshore) [58]

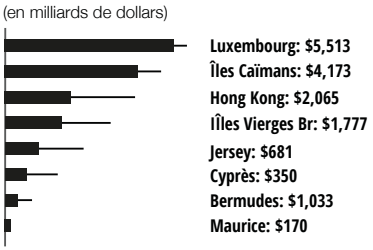
États-Unis	Royaume-Uni	Allemagne	Suisse	Luxembourg	Singapour	Îles Caïmans	Hong Kong
21.4%	15.9%	4.7%	4.1%	12.4%	5.2%	4.6%	4.4%



Les anciens les paradis fiscaux
à travers le monde

On estime qu'entre 21 et 32 milliards de dollars sera stocké dans des centres financiers extraterritorial (données 2010.)

Les pertes fiscales globales sur ces revenus et la perte de richesse est calculée pour 500 milliards de dollars chaque année.



CFO sont des paradis fiscaux qui attirent et retiennent les capitaux étrangers

Source : https://longreads.tni.org/stateofpower/geography-of-financial-power

3. Neutralité carbone : greenwashing et fausses solutions liées aux terres

Par Brigitte Gloire,
militante pour le climat et membre du conseil d'administration de FIAN Belgique

Depuis l'Accord de Paris, les concepts de « neutralité carbone » et « zéro émission nette »[1] sont devenus les nouveaux crédos de la lutte contre le dérèglement climatique. L'interprétation malhonnête de ces concepts a ouvert une nouvelle course au greenwashing et à l'accaparement des terres au nom du climat.

DE LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS À LA NEUTRALITÉ CARBONE

Avant l'Accord de Paris, lors des nombreuses Conférences des parties (COP) organisées dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), des décisions ont été prises pour limiter le réchauffement climatique. Des pourcentages de réductions ont été énoncés, en particulier pour les pays riches[2]. En 2009, à Copenhague, l'Union Européenne (UE), par exemple, s'alignait sur une trajectoire visant de 80 à 95 % de réductions de gaz à effet de serre (GES) en 2050. À défaut d'être ambitieuse, la voie pour réduire les émissions était plus ou moins claire. Il fallait surtout ne plus exploiter les énergies fossiles, stopper le déboisement, décarboner nos modes de production et de consommation et tendre, le plus rapidement possible, vers *zéro émission* de GES.

Lors de la COP21 à Paris, l'accord a globalement relevé le niveau d'ambition, en engageant les Etats à contenir le réchauffement climatique en deçà de 2 °C, et à tendre le plus possible vers 1,5 °C. Mais l'article 4 de l'accord a introduit une nuance importante : il ne suggère pas de pourcentage de réductions mais plutôt *« de parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre au cours de la deuxième moitié du siècle (...) ».*

Alors qu'avant 2015, l'accent était clairement en faveur de réductions des émissions, désormais le mot « équilibre » de l'Accord de Paris a surtout été interprété comme une équation. Une équation dont le résultat doit être zéro mais dont les termes n'ont – malheureusement – été ni clairement définis, ni clairement quantifiés. Le concept de « zéro net » s'est transformé en celui de « neutralité carbone » et cet objectif s'est invité, chaque jour davantage, dans les engagements climatiques des États, des entreprises et même de certaines ONG.

LA NEUTRALITÉ CARBONE, LE NOUVEAU CHEVAL DE TROIE DES POLLUEURS

Parmi les maux du climat, le mauvais usage des mots arrive en bonne place. Après la croissance verte, l'agriculture intelligente pour le climat *(climate-smart agriculture)* et les investissements climat, l'objectif « neutralité carbone » est devenu la dernière fausse solution en vogue, et le plus bel enfumage jamais rencontré dans la dramaturgie du climat.

Dans le cadre des négociations climatiques préalables à l'accord de Paris, la notion d'équilibre entre émissions

1 Sur la difference entre les deux notions, voir : *https://positiveworkplace.fr/neutralite-carbone-et-zero-emission-nette-quelle-difference/*

2 Pays référencés dans l'annexe 1 du protocole de Kyoto

et absorptions concernait essentiellement les émissions résiduelles, c'est-à-dire des émissions qu'il est difficile d'éradiquer complètement. L'agriculture est le principal secteur concerné par ces émissions résiduelles. Il s'agit, par exemple, des émissions de méthane issues des élevages de ruminants ou de l'irrigation des rizières. Ces émissions peuvent être réduites mais pas totalement éliminées, contrairement à la consommation d'énergie fossile qui peut être totalement remplacée par des sources non émettrices de CO2. Les émissions résiduelles devaient donc être compensées via des absorptions anthropiques au milieu du siècle (voir encadré 1).

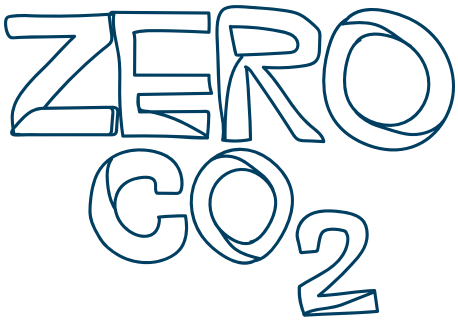
Mais l'Accord de Paris n'a pas précisé ces notions d'équilibre et de neutralité. Est-ce que la « neutralité carbone » signifie 10 % d'émissions (résiduelles) moins 10 % d'absorptions ? Ou 100 % des émissions (actuelles) moins 100 % d'absorptions ? Sans réponse claire à ces questions et sans réglementation solide, l'Accord de Paris a déroulé le tapis rouge aux pollueurs.

Pour un grand nombre d'entreprises, et bien que les règles des labels « bilans carbone » ne leurs permettent pas, en théorie, d'utiliser des crédits carbone pour annuler leurs émissions, continuer à extraire et brûler des énergies fossiles est redevenu permis, puisque les puits seront là pour absorber le CO_2 et neutraliser la pollution.

DES MÉCANISMES NÉOCOLONIALISTES ET INEFFICACES

On aurait pu croire, pourtant, que l'heure des mécanismes de compensation carbone était révolue. Déjà en 1997, lors de discussions liées au protocole de Kyoto, beaucoup de voix s'étaient élevées contre la mise en place de mécanismes dits « de flexibilité », tels que le Mécanisme pour le Développement Propre (MDP), qui permet aux pays riches de financer des projets de réduction des émissions dans un pays en développement en échange de droits d'émissions supplémentaires. Ce mécanisme était dénoncé, dès le début, par les mouvements sociaux comme une pratique néocolonialiste, visant la marchandisation d'un bien commun (l'atmosphère) [pour en savoir plus, voir article n°9 sur les biens communs], et conférant des « droits de polluer » aux pays développés. En outre, depuis lors, plusieurs études ont révélé l'inefficacité de ce mécanisme, en démontrant par exemple que 85 % des projets de compensation utilisés par l'UE dans le cadre du MDP n'avaient pas permis de réduire les émissions[3].

Alors que ces mécanismes de compensation recevaient encore le soutien de quelques ONG environnementales « conservationnistes » au début, il existe aujourd'hui une quasi-unanimité de la société civile à leur encontre. En 2015, CarbonMarketWatch écrivait[4] qu'il n'y avait désormais plus de places pour les compensations dans la nouvelle configuration de l'Accord de Paris. Le réseau international Climate Action Network (CAN) recommande[5] clairement de véritables réductions, rapides et à la source, plutôt que le recours aux compensations.



3 Communiqué Transport & Environment, « 85% of offsets failed to reduce emissions, says EU study », 17 mai 2017. *https://www.transportenvironment.org/news/85-offsets-failed-reduce-emissions-says-eu-study* et Rapport UE oko institut (2016) : *https://ec.europa.eu/clima/sites/clima/files/ets/docs/clean_dev_mechanism_en.pdf*

4 CMW : *https://carbonmarketwatch.org/2017/04/18/press-statement/*

5 Recommandation à retrouver dans son document de positionnement de septembre 2020 sur les trajectoires 2050. *https://climatenetwork.org/resource/can-position-high-level-principles-and-recommendations-for-transformative-pathways-towards-real-zero-emissions-september-2020/*

Mais la consécration du concept de « neutralité carbone » dans les discussions climatiques et dans les médias, a rouvert une brèche dans laquelle se sont engouffrés de nombreuses entreprises et gouvernements.

NOUVELLE RUÉE SUR LES TERRES MONDIALES

La flambée des projets de compensation carbone annonce une nouvelle ruée sur les terres mondiales. En effet, pour absorber les émissions, on peut soit se baser sur des solutions technologiques, soit sur des solutions basées sur la nature (*Nature Based Solutions*) (voir encadré 1). Mais, les solutions technologiques restant largement non éprouvées et dangereuses, le principal moyen pour éliminer le carbone de l'atmosphère repose sur les solutions biologiques liées aux terres.

• ENCADRÉ 1 •

LES MÉTHODES DE SÉQUESTRATION DU CARBONE

Les méthodes pour séquestrer le carbone (CDR en anglais pour Carbon Dioxyde Removal) peuvent être de 3 types :

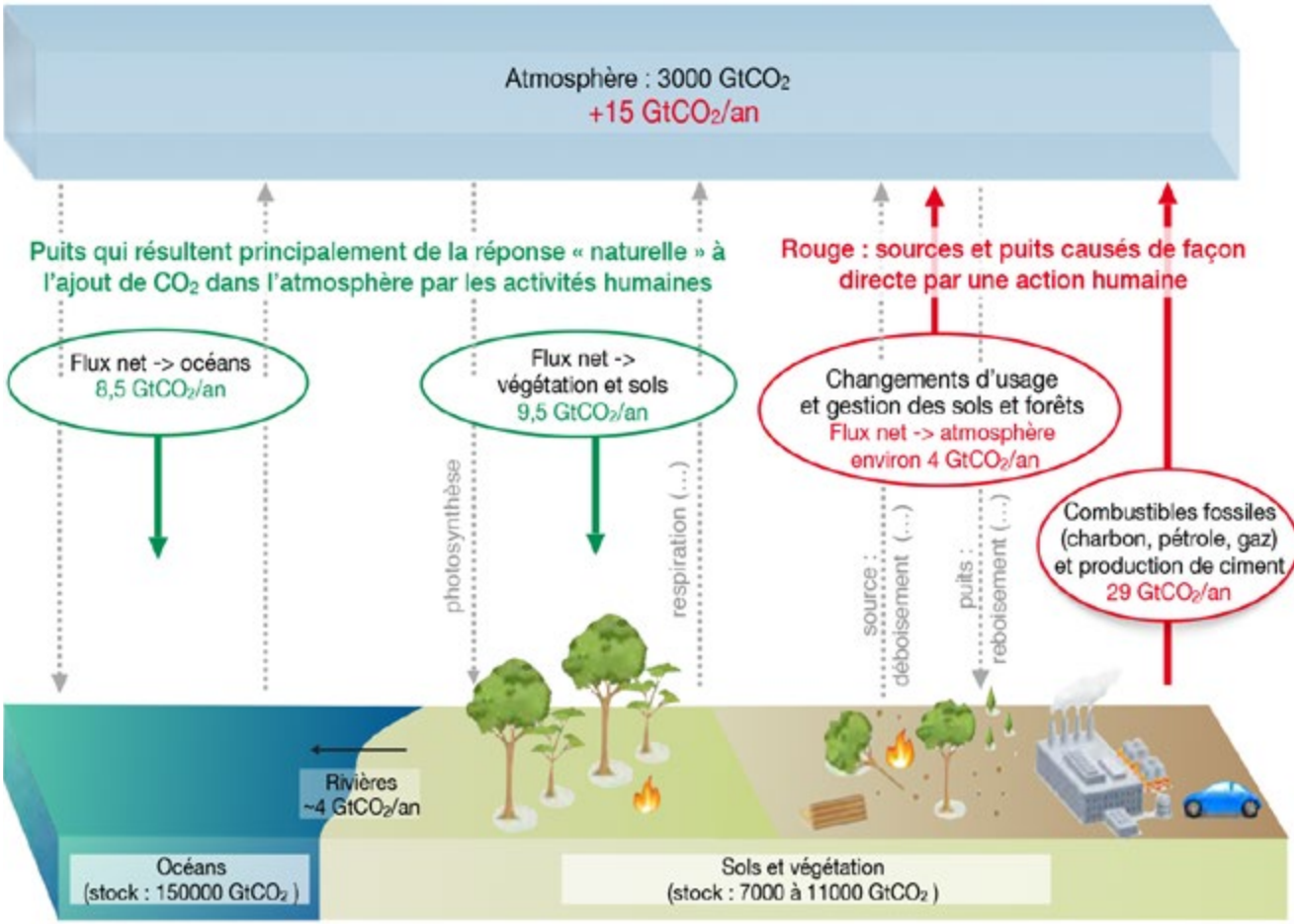
> **Soit technologique**, via la géo-ingénierie carbone (comme le captage et stockage du carbone – CSC), qui regroupe différents procédés industriels visant la captation du CO_2 après la combustion d'énergies fossiles, sa séquestration et son stockage dans des sites géologiques. La plupart de ces technologies, extrêmement onéreuses, ne sont toutefois pas éprouvées à l'heure actuelle et comportent de nombreux risques, si elles devaient être appliquées à grande échelle.

> **Soit biologique et naturelle via la photosynthèse** (souvent appelées solutions basées sur la nature – Nature Based Solutions en anglais). Il peut s'agir de bonnes pratiques écologiques et sociales[a], comme la restauration, l'extension et la bonne gestion des écosystèmes forestiers naturels ou le renforcement de pratiques agroécologiques, en particulier l'agroforesterie. Mais aussi, de pratiques non durables comme des monocultures forestières à large échelle, qui comportent des risques pour la biodiversité et les droits des communautés locales.

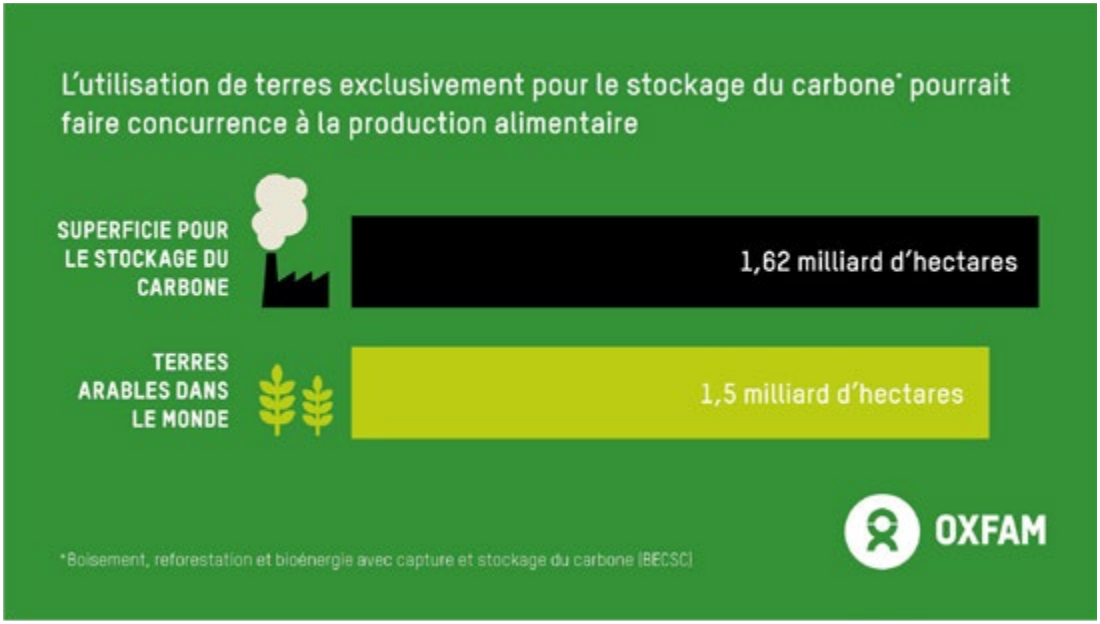
> Soit combinant les deux, comme la **production de bioénergie associée au captage et stockage du carbone** (BECCS, selon l'acronyme anglais). Cette technique vise la plantation à large échelle de plantes à croissance rapide, qui seront ensuite brûlées dans des centrales pour produire de l'électricité, tandis que les émissions de carbones en résultant seront captées et stockées sous terre.

a CLARA (2018), « Les pistes inexplorées pour ne pas dépasser les 1,5°C : Le rôle du secteur des terres au cœur d'une action climatique ambitieuse ». *https://static1.squarespace.com/static/5b22a4b170e802e32273e68c/t/5bc3cc1124a-694540284f5ae/1539558423452/MissingPathwaysCLARAexecsummFR_2018.pdf*

Principaux flux & stocks de carbone



Infographie 1 • Principaux flux et stocks de carbone
Source : Plateforme wallonne pour le GIEC (2019)



Infographie 2 • Quelle superficie le stockage du carbone requiert-il ?
Source : Oxfam 2021

S'il est bien sûr essentiel de promouvoir des solutions biologiques de séquestration de carbone (comme la protection, la restauration et l'extension des écosystèmes forestiers naturels ou les pratiques agroécologiques), leur potentiel de captation demeure limité par rapport au niveau des émissions actuelles[6].

Une augmentation inconsidérée de ce potentiel nécessiterait de larges quantités de terres pour planter des monocultures forestières. Cette nouvelle ruée sur les terres provoquera des conflits fonciers avec les communautés locales et aura des conséquences sur la sécurité alimentaire mondiale.

DES COMPENSATIONS ÉQUIVALENTES À L'ENTIÈRETÉ DES TERRES CULTIVÉES

L'ampleur du phénomène pourrait être dramatique. Dans un rapport d'août 2021, Oxfam estime que la superficie totale de terres requise pour stocker le carbone pourrait être cinq fois supérieure à la superficie de l'Inde, soit l'équivalent de la totalité des terres cultivées sur la planète (1,62 milliard d'hectares)[7]. À titre d'exemple, Oxfam a analysé les

6 Une coalition d'ONGs, rassemblées au sein de l'Alliance CLARA, estime qu'une action ambitieuse basée sur les meilleures pratiques de gestion des terres a un potentiel de mitigation d'environ 15 GT CO2 eq. par an en 2050 par rapport à un scénario « Business as usual ». CLARA (2018), op.cit.

7 Oxfam international (2021) « Pas si net : les conséquences des objectifs climatiques « zéro émission nette » sur l'équité foncière et alimentaire ». *https://www.oxfam.org/fr/publications/pas-si-net-les-consequences-des-objectifs-climatiques-zero-emission-nette-sur-lequite*

• ENCADRÉ 2 •

FOLU : LES NOUVEAUX HABITS DE YARAET UNILEVER

La FOLU (Food and Land Use Coalition) est l'un des lobbies les plus sophistiqués et les plus secrets des entreprises du secteur de l'alimentation et de l'agro-industrie. Elle a été lancée en 2017 par la société norvégienne d'engrais Yara et le géant anglo-néerlandais des aliments transformés Unilever, deux des pires pollueurs climatiques du secteur alimentaire et agricole. Avec le soutien du gouvernement norvégien, Yara a engagé une société privée, Systemiq, dirigée par d'anciens dirigeants de McKinsey pour réunir une coalition d'entreprises, d'ONG financées par des entreprises et d'associations patronales.

Aujourd'hui, la FOLU, ainsi que les individus et les groupes qui la composent, sont omniprésents dans les forums internationaux traitant du climat et de l'alimentation, où ils sont devenus de grands promoteurs des solutions fondées sur la nature et du marché volontaire du marché carbone.

objectifs zéro émission nette des quatre plus grandes entreprises productrices de pétrole et de gaz (Shell, BP, TotalEnergies et Eni). À eux seuls, leurs plans pourraient nécessiter une superficie deux fois supérieure à celle du Royaume-Uni en 2050. Oxfam conclut : *« Il est mathématiquement impossible de planter suffisamment d'arbres pour atteindre les objectifs zéro émission nette cumulés annoncés par les gouvernements et les entreprises, car il n'y a tout simplement pas assez de terres. »*

Par ailleurs, selon certaines estimations, le boisement à grande échelle pourrait entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires d'environ 80 % d'ici 2050, ce qui pousserait des millions de personnes supplémentaires issues des communautés marginalisées à souffrir de la faim[8].

Un autre rapport de l'ONG GRAIN[9] qualifie le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » comme des « escroqueries meurtrières ». Le rapport épingle plusieurs feuilles de route, plans et scénarios du « zéro net » de plusieurs grandes entreprises du secteur de l'agroalimentaire. Il montre que ces plans visent principalement à maintenir la croissance des activités des entreprises et à compenser leurs émissions en rémunérant d'autres pour extraire le carbone de l'atmosphère. *« Ces plans ne sont pas scientifiquement fondés et font peser la majeure partie du fardeau et des risques sur les communautés des pays du Sud, dont les terres seront ciblées pour ces programmes de compensation. »*

8 Ibidem.

9 GRAIN (2021), « Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières ». *https://grain.org/fr/article/6636-greenwashing-des-entreprises-le-zero-net-et-les-solutions-fondees-sur-la-nature-sont-des-escroqueries-meurtrieres*

LOBBYING DES ENTREPRISES

Le rapport de GRAIN, ainsi qu'un autre rapport d'une coalition d'ONG intitulé *« La grosse arnaque »*[10] détaillent également les manœuvres de lobbying de l'agrobusiness pour promouvoir les solutions basées sur la nature et le marché volontaire du carbone auprès des États et des instances onusiennes (voir encadré 2).

Les grands acteurs financiers s'intéressent également à ce nouveau marché prometteur. L'Agence internationale pour l'échange de droits d'émissions (IETA) et les acteurs boursiers dont le Chigago Market Exchange (CME) font actuellement un lobbying intense[11] auprès des États pour exposer l'énorme attente et l'intérêt des multinationales et du monde financier dans le marché volontaire des crédits d'émissions[12].

Le groupe CME a d'ailleurs déjà annoncé un second produit sur le marché volontaire du carbone : les N-GEO™, des compensations d'émissions basées sur la nature, générées via des projets liés aux terres (agriculture, foresterie et autres usages des terres, AFOLU en anglais). En Belgique, la FEVIA, le lobby de l'industrie alimentaire, plaide auprès des autorités pour la mise en place d'un référentiel, afin de permettre le développement du marché volontaire du carbone dans le pays[13].

CONCLUSION

Six ans après l'Accord de Paris, la crise climatique est plus préoccupante que jamais. Le dernier rapport du GIEC, publié en août 2021, estime que le réchauffement planétaire s'accélère plus vite que prévu. Le rapport souligne *« qu'à moins de réductions immédiates, rapides et massives des émissions de gaz à effet de serre, la limitation du réchauffement aux alentours de 1,5 °C, ou même à 2 °C, sera hors de portée »*[14].

Face à l'urgence climatique, l'interprétation malhonnête du concept de neutralité carbone par les entreprises et certains gouvernements apparaît comme une nouvelle manœuvre dilatoire. *« The elephant in the room »* des conférences climatiques est le poids grandissant d'acteurs économiques et financiers sur les négociations [sur la mainmise du secteur privé sur la gouvernance alimentaire mondiale, notamment l'UNFSS, voir article n°1].

Dérégulations et engagements volontaires non contraignants, promotion de la croissance et du commerce international sont partout promus par le secteur privé avec la bénédiction des États [sur la dérégulation des OGM, voir article n°5]. Et, tant qu'une nouvelle gouvernance ne placera pas les

10 Amis de la terre et al. (2021), « La Grosse Arnaque: Comment les grands pollueurs mettent en avant un agenda "zéro émission nette" pour retarder, tromper et nier l'action climatique. » *https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque_FR.pdf*

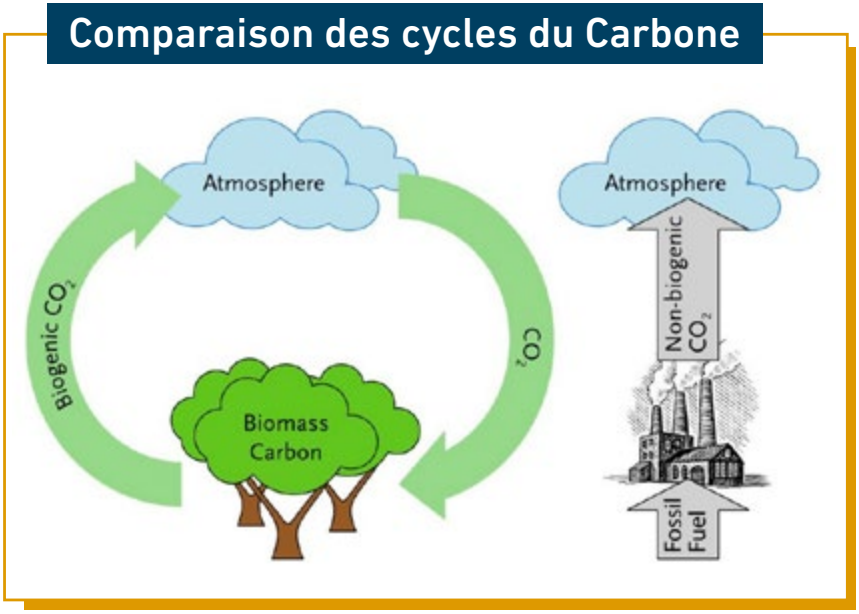
11 Communiqué IATP, « Voluntary CO_2 emissions offset trading: The CFTC must examine risks of deceptive emissions reduction reporting », 28 juillet 2021. *https://www.iatp.org/voluntary-co2-emissions-offset-trading-cftc*

12 Il existe un marché contraignant lié à l'obligation à laquelle un pays est contraint de se conformer et de réduire ses émissions vis à vis de la CCNUCC ou d'autres institutions Onusiennes (ex KP et NDC). Les marchés du carbone de l'ONU sont les principaux « marchés réglementés », c'est-à-dire qu'ils ont été institués afin de permettre à leurs participants d'atteindre des objectifs contraignants établis par des gouvernements. Il existe aussi un marché volontaire (non réglementé) entre acteurs qui s'auto certifient et conviennent ensemble de s'échanger des crédits, le plus souvent comme outil de responsabilité sociale des entreprises ou d'amélioration de leur image. *https://carbonmarketwatch.org/wp-content/uploads/2020/07/CMW-FRENCH-CARBON-MARKETS-101-THE-ULTIMATE-GUIDE-TO-MARKET-BASED-CLIMATE-MECHANISMS-FINAL-2020-WEB.pdf*

13 Communiqué FEVIA, « Bientôt une compensation des émissions de CO2 en Belgique ? », 30 juin 2021. *https://www.fevia.be/fr/actualites/bientot-une-compensation-des-emissions-de-co2-en-belgique*

14 Communiqué GIEC, « Changement climatique généralisé et rapide, d'intensité croissante – GIEC », 9 août 2021. *https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr.pdf*

droits humains et sociaux, l'équité, l'interdiction des modes de production et de consommation non soutenables – y compris la spéculation bancaire [sur la spéculation bancaire et le capitalisme dévoyé, voir article n°2] – et l'arrêt du productivisme et de la surconsommation, au rang des priorités, il faudra malheureusement s'accommoder de voir les pyromanes se muer en pompiers pour continuer de brûler la planète en toute impunité.



Infographie 3 • Comparaison des cycles du Carbone
Source : IEA Bioenergy Technology Collaboration Programme

La combustion des énergies fossiles, extraites de réservoirs passifs (gisements) ne peut entrer dans la même équation que les absorptions associées à l'usage et à la gestion des sols et des forêts, liées aux principaux flux et stocks naturels du carbone (réservoirs actifs).

4. Les machines intelligentes nous volent la terre

Digitalisation et smart farming

Coécrit par les membres de Fabriek Paysanne, coordonné par Olivier Vermeulen

Dans cet article, les membres de Fabriek Paysanne partagent leurs réflexions à propos des nouvelles technologies « intelligentes » promues dans le monde agricole et des raisons qui ont poussé leur collectif à s'inscrire dans la lutte paysanne à travers le prisme de la souveraineté technologique. L'article commence par expliquer ce qu'est l'agriculture intelligente et pourquoi ces promoteurs veulent la développer, pour ensuite aborder les dangers liés à ce type d'agriculture et les alternatives.

VOUS AVEZ DIT *« SMART FARMING »* ?

L'élément central de l'agriculture intelligente est d'insérer, dans les pratiques agricoles, des technologies de l'information et de la communication (TIC). Les TIC permettent d'avoir une production agricole contrôlée à partir de bases de données reprenant un maximum d'informations nécessaires pour l'organisation de la production.

Concrètement, cela signifie de connecter entre eux, via un réseau informatique (wifi, programmes de gestion d'entreprises, le web, etc.), les tracteurs et autres machines agricoles, ainsi que le champ, les plantes et même les animaux. Pour ce faire, l'agriculture intelligente peut compter sur :

- des capteurs et actionneurs multiples installés sur les machines agricoles (ainsi que sur les animaux ou sur les côtés du champ) ;
- des microprocesseurs pour calculer et définir les réactions des machines ;
- des bandes de communication à haut débit pour que l'information circule rapidement ;
- le « cloud », c'est-à-dire une base de données sur internet, pour stocker toutes les données ;
- des programmes d'analyse des grosses bases de données, le « Big data analytics ».

POURQUOI AVONS-NOUS BESOIN D'UNE AGRICULTURE INTELLIGENTE ?

Selon les acteurs qui promeuvent l'agriculture intelligente, celle-ci permettra de créer une agriculture plus précise, efficace, durable, ergonomique, et sécurisée.

En effet, le travail réalisé par les machines-robots ne doit plus être effectué par un·e humain·e et permet donc, *a priori*, d'alléger la pénibilité du travail humain. De plus, la connaissance détaillée de chaque parcelle de terre (rayonnement solaire perçu, apport en nutriment, précipitations, exportations, présence de pathogènes…), ainsi que de chaque plante au sein de chacune de ces parcelles ou de chaque vache sur le champ, permet de cibler directement et de manière précise les interventions à mener sur le vivant.

Les réseaux des machinistes mondiaux et leurs lobbies créent, « pour nous », l'agriculture de demain, car tout ceci permettrait de répondre aux défis suivants : neutralité climatique d'ici 2050 [sur la neutralité carbone,

Source : Fabriek Paysanne

voir article n°3], nouvelle croissance et emplois, zéro pollution, environnement durable et propre, nourriture de haute qualité, transition juste, meilleure qualité de vie pour la population, biodiversité… Tout cela se passe bien évidemment dans le cadre du nouveau *Green Deal* de l'Union européenne (UE) et d'une Politique Agricole Commune (PAC) modernisée avec le programme « de la fourche à la table » (*Farm to fork Strategy*)[1].

QUI PROMEUT CETTE NOUVELLE AGRICULTURE ?

Machinistes agricoles et agrobusiness

L'agriculture intelligente est tout d'abord promue par les machinistes agricoles (John Deere, New Holland, Claas, AGCO, Horsch, Case, Kuhn, Naïo Technologies etc.) et leurs lobbies (CEMA, Agoria, Axema, Fedecom, VDMA). Comme l'on peut retrouver sur le site du Comité européen des groupements de constructeurs du machinisme agricole (CEMA), leurs objectifs sont d'augmenter la productivité et de faire des bénéfices économiques, tout en assurant une plus grande durabilité et protection de l'environnement. Beau programme.

En plus des machinistes agricoles, c'est toute la constellation de l'agrobusiness (des producteurs de fertilisants et pesticides jusqu'aux banques qui les financent) et de la politique européenne qui soutient ces solutions techno-industrielles. Voici quelques-uns des 30 interlocuteurs (dont une seule interlocutrice) du sommet virtuel 2021 du CEMA : Fertilizers Europe, Pulverizadores Fede, CropLife Europe, Agricultural

1 Tous ces objectifs sont également cités dans la vidéo introductive du CEMA Virtual Summit 2021.

Industry Electronics Foundation (AEF), Future Farming Magazine, Rabobank, … Ceux-ci sont même accompagnés de groupuscules technophiles comme le Centre de recherche allemand sur l'intelligence artificielle (DFKI, en allemand) ou la Joint european disruptive initiative (JEDI)[2].

LES AGRICULTEUR·RICE·S ?

Qu'en pensent les personnes concernées ? Les agriculteurs et agricultrices ? Difficile d'avoir un avis unanime vu l'hétérogénéité de ce groupe. L'arrivée de nouvelles technologies peut faciliter le travail à effectuer, mais l'achat de machines coûteuses via des emprunts financiers crée une pression indésirable sur la production agricole. Les ouvrier·ère·s agricoles préfèrent garder leurs emplois que d'être remplacé·e·s par des machines-robots, les patron·ne·s d'entreprises agricoles quant à elle·eux peuvent espérer (après avoir remboursé leurs emprunts) augmenter les bénéfices en devenant encore plus performants sur le marché des produits alimentaires. La crainte étant effectivement que le marché force tou·te·s les agriculteur·rice·s à participer à cette nouvelle agriculture dite intelligente, sous risque de tomber hors du jeu s'il·elle·s ne participent pas.

Il est difficile de prédire exactement les effets que l'agriculture intelligente aura sur l'ensemble du secteur agricole, mais nous pouvons terminer cette introduction avec les mots du président du CEMA, Thierry Krier, dans son discours de conclusion de leur sommet virtuel du 14 avril dernier : *« Nous avons confirmé que nous ne pourrons atteindre nos objectifs que si nos producteur·rice·s agricoles de tous types et de toutes tailles restent compétitifs et ont la capacité d'investir dans des machines et des solutions agricoles de pointe pour permettre une agriculture de précision et récolter tout le potentiel des technologies numériques et de l'utilisation des données. »*[3]

ON DÉCOUPE TOUT POUR MIEUX CONTRÔLER

À la base de l'agriculture intelligente se trouve une vision très rationnelle et mécanique de la réalité. La vie est perçue comme un ensemble d'éléments séparés les uns des autres. Tout peut être découpé, analysé, presque disséqué. Héritière d'une société où les pensées cartésiennes dominent les sciences, l'agriculture intelligente présuppose qu'il est possible de contrôler la nature et que toutes les interactions du vivant avec son environnement peuvent être mesurées, calculées, anticipées. Le rêve ultime serait d'avoir une modélisation mathématique spatio-temporelle, qui met en interaction toutes les cellules qui composent les brins de blé dans un champ, la vitesse et la direction du vent, la quantité de pluie qui tombe sur le champ et encore toutes les entrées et sorties de nutriments et de pathogènes sur le champ de blé.

Concrètement, les visionnaires de l'agriculture intelligente ne réfléchissent pas à comment les plantes, les animaux, les agriculteur·rice·s interagissent dans et avec leur environnement. Selon eux, une plante a besoin d'une certaine quantité de nutriments pour pousser et la qualité du sol qui permet à la plante de pousser n'est pas une priorité dans leur modélisation. Que le sol soit mort ou vivant, cela n'a pas d'importance.

Ce regard sur le vivant, couplé à la société capitaliste dans laquelle nous vivons, est porté par des personnes qui perçoivent l'autre, vivant ou non, comme un élément exploitable, un ingrédient pour satisfaire son propre enrichissement [sur le capitalisme dévoyé, voir article n°2].

L'objectif n'est pas, et n'a jamais été, de prendre soin de la nature et des humains ou de « protéger l'environnement » comme le prétend le CEMA. Il ne s'agit que de belles paroles pour justifier le réel objectif : amasser toujours plus de bénéfices et croître

2 JEDI est un groupement techno-scientifique européen promouvant les nouvelles technologies par des «Technology Grands Challenges» afin d'impulser l'avènement du Next Big Thing. Ces Icare modernes semblent prêts à brûler les ailes de l'ensemble de la population.

3 Traduction libre depuis l'anglais. Nous vous conseillons vivement de regarder la vidéo "Best Of" du #CEMASummit2021 qui présente magnifiquement bien l'absurdité du spectacle que nous offre l'agrobusiness et ses complices. Voici le lien pour la retrouver : *www.youtube.com/watch?v=HYGJqI1zuG0*

Source : Fabriek Paysanne

encore économiquement, même si cela va complètement à l'encontre du monde et d'une société solidaire pour tou·te·s.

L'agriculture intelligente est une invention promue par des personnes qui passent leur vie dans des bureaux, qui n'ont jamais touché la terre et qui pensent qu'il est possible de créer une ferme sans travail physique. Une ferme où tout serait robotisé et où le·la gestionnaire agricole (peut-on encore l'appeler agriculteur·rice ?) contrôlerait sa production à travers son smartphone ou sa tablette, sans devoir mettre les mains dans la terre, sans devoir porter un seau d'eau pour laver les nombreuses machines qui s'occupent de distribuer le fourrage aux animaux.

Osons le dire, le rêve des fermes intelligentes est un mensonge, un leurre. Un discours vide et dangereux pour maintenir le monde agricole sous la domination économique des machinistes agricoles et de l'agrobusiness qui s'enrichissent sur le travail des agriculteur·rices.

CONCRÈTEMENT, QUE VA CRÉER L'AGRICULTURE INTELLIGENTE ?

1. DU TRAVAIL PRÉCAIRE

À la ferme : le maintien de l'asservissement

Contrairement à ce que prétend l'agriculture intelligente, ses nouvelles technologies ne vont pas libérer les agriculteur·rices de leur travail et transformer leur quotidien en un jeu vidéo ludique et émancipateur. En effet, si la production est facilitée par de nouvelles machines, l'économie de marché maintiendra la pression sur les producteur·rices en les forçant à produire toujours davantage pour rester concurrentiel·le·s les un·e·s face aux autres. Pour diminuer la pression sur les agriculteur·rice·s, il est nécessaire de créer un cadre politique et économique où leurs droits de vivre dignement est assuré par une suppression du marché concurrentiel qui les écrase sans remords.

De plus, ces technologies intelligentes remplaceront petit à petit les ouvrier·ère·s agricoles qui se verront contraint·e·s de rejoindre le rang des travailleur·se·s sans emploi et de suivre des formations pour espérer trouver leur place dans cette nouvelle économie de la digitalisation numérique[4].

Finalement, de manière assez insidieuse, ces technologies intelligentes transforment la nature même du métier d'agriculteur·rice. Ces technologies les éloignent encore davantage de la terre et de l'échange qu'il·elle·s ont avec leurs plantes et animaux. Réduit·e·s au rang de contrôleur·se·s de capteurs et de senseurs, contraint·e·s à rester derrière leurs écrans pour suivre l'évolution de la production, les agriculteur·rice·s se font déposséder de l'essence même de leur travail. Fini la débrouillardise et la recherche de solutions pour s'adapter à l'environnement dans lequel l'agriculteur·rice se meut librement, conscient·e des effets qu'a son travail manuel sur celui-ci[5].

À l'usine : l'exportation de l'exploitation

Les technologies intelligentes donnent l'illusion que le travail pénible n'existe plus, que la robotisation est possible à tous les niveaux, que nous ne devons plus subir l'exploitation par le travail. Elles oublient souvent de mentionner les conditions de travail, très précaire, même suicidaires, que subissent les ouvrier·ère·s qui

4 L'étude scientifique Precision agriculture and the future of farming in Europe réalisée par le Service de Recherche du Parlement européen est très clair sur le sujet : "PA requires new skills to be learned" *https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/40fe549e-cb49-11e7-a5d5-01aa75ed71a1*

5 Pour approfondir cette transformation que subit l'essence même du travail nous vous conseillons le livre Métamorphoses du travail d' André Gorz. Il y présente à merveille les mécanismes mis en place par la machinerie capitaliste pour déposséder les travailleur·ses de leurs outils de travail.

produisent ces technologies « intelligentes ». Yang, Jenny Chan et Xu Lizhi retracent dans *La Machine est ton seigneur et ton maître* quel est le quotidien des travailleur·se·s de Foxconn, les usines chinoises qui produisent les micropuces et autres éléments se trouvant à la base de nos ordinateurs, smartphones, drones et autres TIC. Leur quotidien, c'est l'esclavage économique et l'exploitation outrancière.

2. DÉPENDANCE

Comme l'assume Thierry Krier, président du CEMA, dans son discours de clôture du CEMA Summit2021, l'objectif des machinistes agricoles est que tou·te·s les agriculteur·rices, de tous les types et de toutes les tailles, investissent dans de nouvelles machines agricoles de pointe. C'est clair et transparent : leur objectif est que l'ensemble du monde agricole soit dépendant de leurs machines. Qu'ils puissent contrôler toute la production agricole, à travers un asservissement des agriculteur·rice·s aux machines produites par les multinationales de l'agrobusiness.

Comme l'expliquent très bien Ulrich Adam (secrétaire général du CEMA) et Gilles Dryancour (président du CEMA) dans leur vidéo *« Can you repair a modern tractor ? »*[6], l'objectif n'est absolument pas d'offrir une autonomie aux agriculteur·rice·s. Au contraire, l'objectif des machinistes agricoles est de pister l'ensemble des actions réalisées sur les machines agricoles, afin de pouvoir contrôler les machines et ainsi d'avoir une emprise sur les agriculteur·rice·s qui ne peuvent plus réaliser elles·eux-mêmes les réparations et la maintenance de leurs machines. D'ailleurs, selon Gilles Dryancour, les machines n'appartiennent pas aux agriculteur·rice·s, mais bien aux machinistes, reprenons ses paroles : *« Si nous ne pouvons pas identifier les personnes, cela veut dire que nous ne savons pas qui assure la maintenance de nos équipements et qui a fait les derniers changements dans le tracteur. »* L'agriculteur·rice n'a donc selon lui aucune capacité d'autonomie et n'est qu'un élément impersonnel dans la grande machine agricole qu'il pilote depuis ses bureaux parmi les grands lobbies européens à Bruxelles.

À cette dépendance structurelle s'ajoute, comme déjà évoqué plus haut, la dépendance financière aux banques. Cette dépendance financière est intrinsèquement liée à l'investissement (disons plutôt l'endettement) nécessaire pour acquérir ces nouvelles technologies de pointe. Notons qu'aujourd'hui le taux de suicides parmi les agriculteur·rice·s en Europe n'arrête pas de grimper, notamment à cause de la précarité économique dans laquelle il·elle·s se trouvent suite à cette exigence d'investir toujours plus et d'assumer des dettes sans cesse renouvelées.

Finalement, trouvons-nous qu'il est sain que la production de notre nourriture soit dépendante d'internet ? Sommes-nous conscient·e·s que si, pour des raisons quelconques, nous devions diminuer l'utilisation d'internet et des réseaux informatiques, notre production alimentaire, qui se trouve à la base de notre vie à tou·te·s, en serait complètement dépendante et qu'elle aura encore plus de mal à s'adapter à ce changement ? Peut-on réellement appeler cela une agriculture durable ? Résiliente ?

SANS SURPRISE, GREENWASHING À 100 %

Il n'est pas compliqué de comprendre que ces nouvelles technologies ne vont pas permettre de répondre aux crises environnementale et climatique auxquelles nous faisons face actuellement. La dépendance aux énergies fossiles n'est absolument pas amoindrie, elle est même augmentée par cette nouvelle dépendance de l'agriculture à ces technologies dites intelligentes, mais tout aussi consommatrices d'énergie pour assurer la production et le transport des machines, pour faire tourner les serveurs digitaux etc.

6 Vidéo postée en 2014 par CEMA Agri : *www.youtube.com/watch?v=1QzAxfwM9q4*

COMMENT RÉSISTER, QUOI CONSTRUIRE?

Alors, face à un danger d'une telle ampleur, que faire ? Comment agir ? Ou mettre notre énergie ? Tant de questions que de nombreux·ses activistes se posent depuis des générations, et ce n'est pas fini...

Voici les mots du quatrième de couverture du livre Reprendre la terre aux machines publié par l'Atelier Paysan en avril 2021 : *« L'appel à la responsabilité individuelle, ce "chacun doit faire sa part", ne mettra jamais fin au modèle alimentaire industriel et marchand. Celui-ci est une machine à produire artificiellement au moindre coût, une machine à confisquer les savoirs et savoir-faire, à enrichir les industries technologiques, à déshumaniser. »*

Dans la même philosophie que l'Atelier Paysan, nous affirmons qu'il est aujourd'hui indispensable de créer une alternative forte et réaliste à la machinisation de la production agricole. Cette alternative doit être paysanne, autonome, anti-capitaliste et inscrire dans ses racines, dans sa nature, dans sa culture, la lutte contre l'agrobusiness et son monde.

Nous pouvons encore continuer de parler et d'écrire pendant des années de ce qu'il faudrait faire pour trouver la solution, la stratégie, la parole assez incisive pour dénoncer les croque-morts du monde agricole. Cela ne changera rien si nous n'agissons pas dans le concret, dans le vivant, dans la matière.

Reprenons la terre aux machines, plongeons nos mains dans la terre, fabriquons des banderoles pour dénoncer et bloquer les ministères de l'agriculture et les nombreuses conférences européennes qui promeuvent cette agriculture intelligente. Continuons de construire l'alternative dans nos champs et nos forêts, mais prenons également nos vieux tracteurs pour aller dans la ville montrer que nous croyons à la vie paysanne, que nous sommes prêt·e·s à nous battre pour avoir le droit de vivre, le droit d'exister. Même simplement.

LA SOUVERAINETÉ TECHNOLOGIQUE

Comme vous l'aurez compris à travers cet article, les technologies que nous utilisons façonnent le monde qui nous entoure, tout comme elles nous façonnent nous-mêmes dans nos habitudes et nos réflexes. Continuons de lutter pour notre souveraineté technologique, rejoignons les luttes paysannes, Via Campesina, le Mouvement d'Action Paysanne [sur le mouvement de la souveraineté alimentaire, voir article n°8], créons des lieux d'échange et de rencontre entre nous, paysans et paysannes. Continuons de nous libérer de la mainmise des machines et du capital sur nos vies, machines et capital qui se nourrissent l'un de l'autre et forment un duo dévastateur pour chacune et chacun de nous. Créons nos outils, outils conviviaux comme dirait Illich [sur le « care » et l'espoir de convivialité, voir article n°7]. Créons nos réseaux internationaux en allant à la rencontre d'autres paysan·ne·s, comme la délégation d'une centaine de Zapatistes qui traverse l'Europe durant cette année 2021. Battons-nous pour notre autonomie.

La souveraineté technologique suppose autonomie de décision, maîtrise des outils, respect de la nature et attention au développement local. Nous terminerons avec les mots de Michèle Roux, paysanne en Dordogne :
« Le progrès n'est pas là où l'on nous a toujours fait croire qu'il était : il n'est pas dans la désertification des campagnes qui accompagne le "tout technologique", il est dans le maintien de paysannes et de paysans nombreux sur tous les territoires, dans la redécouverte des savoir-faire, dans le plaisir éprouvé à construire l'outil dont on a réellement besoin, dans la mise en commun sur un territoire d'outils adaptés. L'important, ce n'est pas la machine, c'est l'humain qui aime son métier de paysan·ne – maître de ses choix et de ses outils – et qui en tire un revenu décent. »[7]

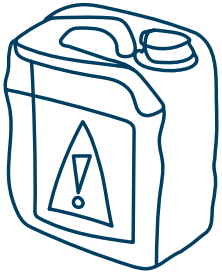
7 Paroles reprises de l'article L'autonomie technologique pour l'agriculture paysanne publié en mai 2020 dans "Campagnes Solidaires", le mensuel de la Confédération Paysanne (France). *www.viacampesina.org/fr/lautonomie-technologique-pour-lagriculture-paysanne/*

Source : Fabriek Paysanne

5. Feu vert pour de nouveaux OGM ?

Par Friends of the Earth Europe,
rédigé par Helen Burley, Paul Hallows and Mute Schimpf

En avril 2021, la Commission européenne a publié une étude sur les nouveaux organismes génétiquement modifiés (OGM). Dans cette étude, la Commission estime que la législation actuelle sur les OGM, datant de 2001, n'est pas adaptée aux nouvelles techniques d'édition du génome et à leurs produits, et propose, en conséquence, une révision de la directive pour lever les contraintes à leur développement. Mais, pour la société civile, les résultats de cette étude sont biaisés. Ci-dessous, nous publions un rapport de *Friends of the Earth* intitulé « Feu vert pour de nouveaux OGM ? », qui expose l'énorme influence des lobbies des biotechnologies sur les résultats de l'étude de la Commission. Ce rapport a été initialement publié en septembre 2020.



Mute Schimpf, responsable de la campagne alimentation et agriculture de **FRIENDS OF THE EARTH EUROPE**

« La stratégie "de la ferme à la table" promet une approche durable du système alimentaire. Pourtant, toute notion de protection de l'environnement a été balayée d'un revers de main lors de la dernière consultation sur la future législation relative aux OGM. La Commission européenne semble ignorer ses propres lignes directrices qui garantissent un processus juste et équilibré. Au contraire, la consultation a été tenue de manière opaque, dominée par l'industrie, et les questions essentielles relatives à la protection de l'environnement et au choix des consommateur·rice·s ont été ignorées.

La Commission européenne se doit de rectifier cette erreur en publiant les contributions à l'étude comme elle le ferait habituellement, et doit reconnaître que l'étude est biaisée dans sa portée et sa configuration, et qu'elle ne peut donc pas être utilisée pour justifier une quelconque modification des lois sur la sécurité des OGM. »

Les entreprises de biotechnologie utilisent le « Green Deal » européen et la stratégie « de la ferme à la table »[1] pour promouvoir les dernières formes d'organismes génétiquement modifiés (OGM), et la Commission européenne semble n'y voir que du feu. Une récente consultation sur la future législation visant à protéger les consommateur·rice·s et l'environnement des nouvelles formes d'OGM a omis d'aborder les questions clés sur les risques qu'ils représentent et a laissé l'industrie dominer les débats.

La conséquence pourrait être que les OGM soient autorisés en Europe sans protection adéquate quant à la santé humaine ou l'environnement, et que des OGM non étiquetés comme tels apparaissent dans les rayons des supermarchés. De plus, les promesses faites dans le cadre de la stratégie « de la ferme à la table » de réduire l'utilisation des pesticides et d'adopter des pratiques agricoles plus durables seraient réduites à néant.

1 « Farm to fork strategy » en anglais. European Commission - Farm-to-Fork-Strategy *https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal/actions-being-taken-eu/farm-fork_en*

QUEL EST LE PROBLÈME ?

La stratégie « de la ferme à l'assiette » de l'Union européenne promet des systèmes alimentaires équitables, sains et respectueux de l'environnement, et s'engage à réduire de moitié l'utilisation des pesticides et à augmenter considérablement la superficie des terres agricoles biologiques (jusqu'à 25 %) d'ici à 2030. Un système alimentaire plus sain et plus durable est également un élément essentiel du « *Green Deal* » européen.

Pourtant, malgré ces engagements, la stratégie « de la ferme à l'assiette » a ouvert la voie à une dépendance accrue à l'égard des cultures génétiquement modifiées, ce qui entraînerait une augmentation de l'utilisation des pesticides et mettrait en péril le secteur biologique. À la suite d'une longue campagne menée par l'industrie semencière et d'autres acteurs, qui a présenté de façon trompeuse les cultures génétiquement modifiées comme une solution au changement climatique, le département de la santé de la Commission européenne (DG Santé) cherche à exclure les OGM des contrôles de transparence et de sécurité.

Les entreprises de biotechnologie souhaitent que les OGM soient moins réglementés et tentent de dépeindre[2] les nouvelles techniques d'OGM, telles que l'édition de gènes et le CRISPR-Cas9[3], comme n'étant pas différentes des méthodes traditionnelles de sélection des plantes – alors même que ces techniques impliquent l'édition de l'ADN des plantes.

2 Embracing Nature, Corporate Europe Oservatory, 2018, *https://corporateeurope.org/en/food-and-agriculture/2018/05/embracingnature*

En 2018, leur campagne en faveur d'une réglementation moins stricte a subi un revers lorsque la Cour de justice de l'Union européenne (CJCE) a jugé[4] que la législation européenne existante en matière de sécurité des OGM s'applique à la nouvelle génération d'OGM. La Cour a indiqué que les nouveaux OGM ne pouvaient pas être exclus des règles de sécurité et d'étiquetage de l'UE et a souligné que les risques potentiels posés par ces nouveaux OGM « *pourraient se révéler similaires à ceux qui résultent de la production et de la dissémination d'un OGM par transgénèse* ». Selon la loi actuelle, la protection de la santé humaine et de l'environnement stipule qu'il faut veiller à contrôler les risques liés à la dissémination volontaire d'OGM.

3 CRISPR, acronyme de Clustered Regularly Interspaced Short Palindromic Repeats, soit en français courtes répétitions en palindrome regroupées et régulièrement espacées, désigne un ensemble de molécules qui permettent de modifier l'ADN de plantes et d'animaux avec une grande précision.
Voir : *https://www.futura-sciences.com/sante/definitions/genetique-crispr-14962/*

4 Ruling of the European Court of Justice, 25 July 2018, Case C-528/16 *https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2018-07/cp180111en.pdf*

L'arrêt de la CJCE signifie que la nouvelle génération de cultures et de semences génétiquement modifiées doit faire l'objet de contrôles de sécurité, d'une procédure d'autorisation et d'un étiquetage avant de pouvoir être mise sur le marché. Les agriculteur·rice·s, les entreprises semencières et les entreprises de transformation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux doivent respecter strictement les exigences de l'UE en matière de traçabilité et d'étiquetage des semences génétiquement modifiées, afin qu'il soit possible de savoir si un produit est génétiquement modifié ou s'il contient des ingrédients génétiquement modifiés[5].

Néanmoins, la Commission a ensuite délégué aux États membres une grande partie de la mise en œuvre de la réglementation et s'est retirée de la coordination des aspects techniques relatifs aux méthodes de contrôle de la présence de contaminants dans les importations[6]. Et, suite aux retards de la Commission, certains États membres, inquiets, ont réclamé une étude sur les aspects pratiques de la mise en œuvre de la réglementation[7].

La mise en place de l'étude a suscité de vives inquiétudes quant à la mainmise de l'industrie sur le processus après qu'une consultation des parties prenantes, dirigée par la Direction générale Santé et sécurité alimentaire de la Commission (DG Santé), ait ignoré les propres lignes directrices de la Commission. Ce faisant, elle a permis aux représentants de l'industrie de dominer les réponses, et a formulé les questions de manière à ce que les questions clés relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement ne soient pas à l'ordre du jour.

Les résultats de la consultation – dont la publication est prévue en avril 2021 – détermineront dans une large mesure si l'arrêt de la CJCE sera appliqué ou si, au contraire, la législation sur la sécurité des OGM sera affaiblie par l'octroi d'exemptions pour les nouveaux OGM. *(NDLR : l'étude a effectivement été publiée le 29 avril 2021 et les craintes de la société civile ont été confirmées[8]).*

COMMENT LA CONSULTATION A ÉTÉ MISE EN PLACE POUR PRIVILÉGIER LES INTÉRÊTS DU SECTEUR DE LA BIOTECHNOLOGIE.

La DG Santé de la Commission européenne a ignoré ses propres lignes directrices[9] dans trois domaines fondamentaux, ce qui a permis une surreprésentation des intérêts du secteur des biotechnologies et de l'agro-industrie dans son ensemble, et a entravé jusqu'à présent un examen public normal de ce qui a été soumis. Voici une présentation de ces trois domaines – participation des parties prenantes, champ des questions de la consultation et transparence –, les extraits pertinents des lignes directrices de la Commission sur les consultations des parties prenantes et comment cela s'est déroulé en pratique.

5 *https://ec.europa.eu/food/plant/gmo/traceability_labelling_en*

6 *https://friendsoftheearth.eu/news/public-exposed-to-illegal-gm-food-due-to-lack-of-import-tests/*

7 Council Decision (EU) 2019/1904 on the study on new genomic techniques, *https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32019D1904&from=EN*

8 Voir la réponse de la société civile suite à la publication de l'étude: *https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2021/09/Response-to-EU-Commission-on-GMO-deregulation-plans.pdf*

9 European Commission – Guidelines on Better Regulation (stakeholder consultation guidelines pp 67-87), states: ' The basic rule is to consult broadly and transparently among stakeholders who might be concerned by the initiative, seeking the whole spectrum of views in order to avoid bias or skewed conclusions («capture») promoted by specific constituencies.' p 76 *https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/better-regulation-guidelines.pdf*

PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES

Ce que disent les lignes directrices de la Commission :

La règle première consiste à consulter de manière large et transparente les parties prenantes susceptibles d'être concernées par l'initiative, en recherchant l'ensemble des points de vue afin d'éviter tout parti pris ou toute conclusion biaisée (« capture ») promue par des groupes d'intérêt spécifiques.

Les standards minimums définissent trois types de parties prenantes, c'est-à-dire celles :

- Affectées par l'initiative
- Qui devront la mettre en œuvre
- Qui ont un intérêt manifeste pour l'initiative.

Les lignes directrices pour les consultations ciblées comme celle-ci disent : *« Il convient d'éviter de donner un accès privilégié à certaines parties prenantes ».*

Comment ça s'est déroulé :

Les parties prenantes de la consultation fermée choisies par la Commission européenne ne comprenaient que 14 % de parties prenantes issues de groupes de la société civile – tandis que 74 % provenaient de l'industrie. Nombre d'entre elles ont un intérêt avéré à exempter les nouveaux OGM des lois sur la sécurité[10]. Plusieurs entreprises de biotechnologie étaient représentées à plusieurs reprises, à la fois individuellement et dans le cadre d'organisations fédératrices.

Par exemple, Bayer/BASF est membre d'EuropaBio[11], du Bio-based Industries Consortium (BIC)[12], de l'Association européenne de protection des cultures[13], d'Euroseeds[14] et d'European Biopharmaceutical Enterprishowes (EBE)[15]. Syngenta, elle, est membre d'EuropaBio, de l'Association européenne de protection des cultures et d'Euroseeds, et le négociant en céréales Cargill[16] est représenté par au moins neuf organismes industriels.

A contrario, les petits réseaux de semences qui, comme l'industrie biotechnologique, fournissent des semences, mais qui eux n'ont pas d'intérêt financier dans la déréglementation des nouveaux OGM, ont été initialement exclus de la consultation.

Certains ont finalement été acceptés après des interventions de plusieurs ONG. La Commission a également demandé aux groupes de lobbying des secteurs cosmétique et pharmaceutique de participer, bien que la législation sur les OGM ne couvre que les questions relatives aux denrées alimentaires, aux aliments pour animaux et aux semences.

Parallèlement, seuls un groupe de consommateur·rice·s, un groupe de protection des animaux et quatre ONG environnementales ont été invités à participer à la consultation.

La Commission a ainsi conçu la consultation de telle sorte qu'un nombre disproportionné d'organismes industriels ont été autorisés à y prendre part, et a permis à plusieurs groupes biotechnologiques ayant un intérêt financier dans la déréglementation des nouveaux OGM d'être représentés plusieurs fois.

10 La liste complète des parties prenantes est disponible ici : *https://ec.europa.eu/food/plant/gmo/modern_biotech/stakeholder-consultation_en*

11 *https://www.europabio.org/about-us/members*

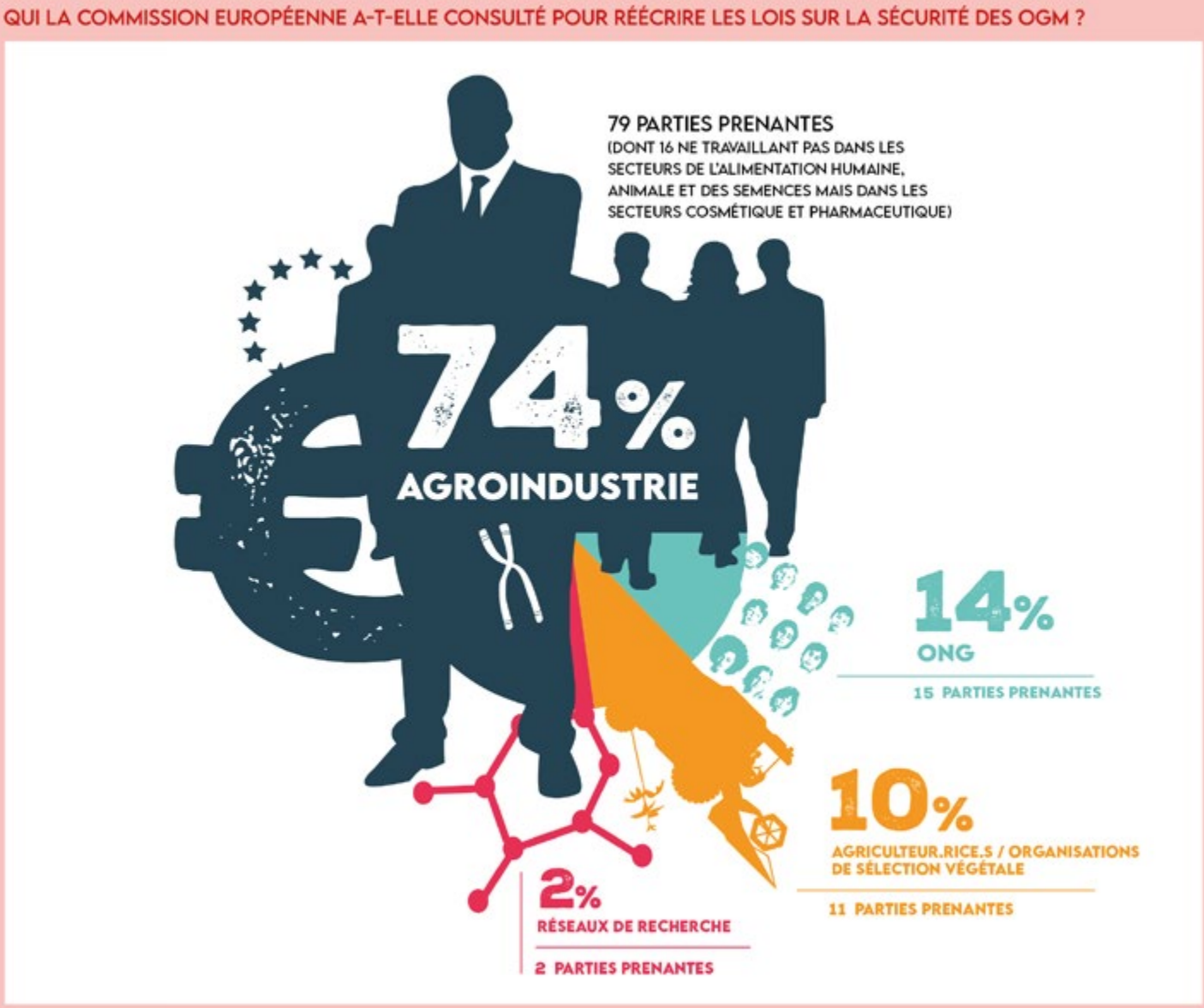
12 *https://biconsortium.eu/membership*

13 *https://www.ecpa.eu/about-us/our-network*

14 *https://www.euroseeds.eu/members/associate-members/*

15 *https://www.ebe-biopharma.eu/*

16 *https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=01063261836-24*



Infographie 1 • Green light for GMOs
Source : rapport "Feu vert pour de nouveaux OGM?", Friends of the Earth Europe

CHAMP DES QUESTIONS DE LA CONSULTATION

Ce que disent les lignes directrices de la Commission :

Dans quels domaines est-il encore possible d'influencer le résultat de la préparation de la politique, quels points ou aspects ont déjà été décidés ?

Comment ça s'est déroulé :

L'étude ignore un aspect essentiel, qui avait « déjà été tranché » : l'arrêt de la Cour de justice européenne de 2018. Au lieu de rechercher des lacunes dans la mise en œuvre des lois existantes sur la sécurité des OGM, elle ouvre au contraire le champ d'application de manière beaucoup plus large, permettant de réécrire et d'affaiblir les lois.

La consultation a également été rédigée de manière à accorder plus de place aux discussions sur les avantages potentiels des nouveaux OGM[17], qu'aux risques qu'ils représentent. Au total, sur les 29 questions de l'enquête, sept portaient sur les bénéfices que les utilisateurs potentiels des nouveaux OGM pourraient en tirer, tandis que seules trois questions traitaient des préoccupations en matière de sécurité. Les réponses étant limitées par un nombre de mots maximum, il était dès lors difficile de fournir des informations détaillées et adéquates sur les différents risques posés par les nouveaux OGM.

TRANSPARENCE

Ce que disent les lignes directrices de la Commission :

Les résultats des consultations doivent être publiés et diffusés sur des sites web liés au point d'accès unique sur Internet et un compte rendu adéquat doit être donné sur la façon dont les résultats de la consultation ont été pris en compte.

Comment ça s'est déroulé :

La consultation a été cachée et le processus habituel, qui consiste à garantir la transparence en publiant immédiatement les contributions, a été ignoré. La DG Santé a indiqué que les réponses ne seraient pas publiées avant que l'étude ne soit terminée. Cette décision est en contradiction avec les propres règles de la Commission qui stipulent que les contributions doivent être publiées, et fait donc craindre que les résultats de la consultation ne soient pas équilibrés, mais qu'ils favorisent au contraire les intérêts de l'industrie et encouragent la déréglementation des nouveaux OGM.

UNE HISTOIRE ANCIENNE, REVISITÉE.

Les inquiétudes concernant l'impact environnemental des cultures et des semences OGM, associées à la réticence des consommateur·rice·s, ont fait que l'industrie biotechnologique a eu du mal à s'implanter sur le marché européen. Mais les grandes entreprises de biotechnologie sont déterminées à accroître leur accès aux marchés européens et, pour ce faire, espèrent l'assouplissement des règles de sécurité.

En 2017, la Fédération internationale des semences (ISF)[18] a lancé une campagne de lobbying pour inciter les différents gouvernements à adopter une approche de « réglementation zéro » à l'égard des nouvelles techniques de modification génétique, alors même que les gouvernements se penchaient sur la manière dont ces nouvelles techniques seraient réglementées. Un guide de communication, au cœur de leur campagne, soulignait que les nouvelles formes d'édition de gènes sont une évolution naturelle des techniques de sélection végétale utilisées depuis déjà des milliers d'années. Il suggère également que les nouveaux OGM présentent des avantages pour l'environnement et le climat.

17 *https://cloud.foeeurope.org/index.php/s/ATrL3oXmofaFK5j#pdfviewer*

18 Seed world, International edition 2017, *https://www.worldseed.org/wp-content/uploads/2017/07/Seed-World_articles_May-2017.pdf*

L'Association européenne des semences a adopté une ligne d'argumentation similaire, suggérant que les nouveaux OGM devraient être réglementés de la même manière que les cultures conventionnelles. Elle soutient que si la législation actuelle sur les OGM est appliquée aux nouveaux OGM, elle sera obligée de déplacer sa recherche et son développement hors d'Europe.

Euroseeds, l'organisme industriel représentant la recherche, la sélection et la production de semences, a lancé une campagne sur les réseaux sociaux[19] en juillet 2019 avec le hashtag #EmbracingNature, cherchant à *« s'engager auprès d'un public plus large désireux de s'informer sur la sélection végétale et les dernières méthodes de sélection végétale et encourager un environnement réglementaire et politique européen qui soutient l'innovation en matière de sélection végétale ».*

Pourtant, aux États-Unis, où les nouveaux OGM sont soumis à moins de restrictions en matière de sécurité et commencent à être cultivés, peu d'éléments viennent étayer ce battage médiatique. L'une des deux cultures pratiquées là-bas avec les nouvelles techniques – une souche de colza résistante aux herbicides – est spécifiquement conçue pour être utilisée avec un désherbant. Le bilan environnemental de ces cultures est catastrophique : la culture des OGM résistants aux herbicides a entraîné une augmentation de l'utilisation des herbicides en Amérique du Nord et une diminution des rendements[20], les mauvaises herbes devenant résistantes et prenant le dessus sur la culture.

NON-DURABLE

L'engagement de la Commission à faire d'un « système alimentaire européen plus sain et plus durable une pierre angulaire du "Green Deal" européen » est une ambition bienvenue, mais il n'y a pas de place pour les OGM non réglementés dans une telle vision.

La stratégie « de la ferme à la table » indique que « les nouvelles techniques innovantes, y compris la biotechnologie et le développement de produits biosourcés, peuvent jouer un rôle dans l'amélioration de la durabilité, à condition qu'elles soient sûres pour les consommateur·rice·s et l'environnement », et poursuit en affirmant que la révision de la réglementation sur les OGM examinera « le potentiel d'amélioration de la durabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement ».

Mais la révision par la Commission de la réglementation sur les OGM n'a pas abordé la question de la durabilité. Plus particulièrement, elle a négligé de s'attaquer aux questions essentielles concernant les conséquences environnementales au sens large, y compris l'impact économique sur l'agriculture biologique et conventionnelle, et les impacts sociaux pour les communautés agricoles.

Pourtant, nous savons déjà que les cultures OGM impliquent une utilisation accrue de pesticides, notamment une forte dépendance à l'herbicide toxique appelé glyphosate. À titre d'exemple, au Paraguay et en Argentine, où les cultures OGM sont pratiquées à grande échelle, des niveaux d'utilisation inquiétants de pesticides ont été observés. Le colza Cibus, l'une des nouvelles variétés OGM actuellement cultivées à des fins commerciales, est lui aussi résistant aux herbicides.

19 *https://www.euroseeds.eu/embracing-the-power-of-nature/*

20 Herbicide Resistance Traits in Maize and Soybean: Current Status and Future Outlook, September 2019, Plants 8(9):337, *https://www.researchgate.net/publication/335702592_Herbicide_Resistance_Traits_in_Maize_and_Soybean_Current_Status_and_Future_Outlook*; Benbrook, C., Do GM crops mean less pesticide use? November 2001,Pesticide Outlook 12(5):204-207, DOI: 10.1039/b108609j, Soares de Almeida et al., Use of genetically modified crops and pesticides in Brazil: growing hazards, Ciênc. saúde coletiva vol.22 no.10 Rio de Janeiro out. 2017, *https://doi.org/10.1590/1413-812320172210.17112017*; Bardocz, Z., Genetically Modified Crops: Seeds of Hope or Deception? February 2018, *https://medium.com/committee-on-world-food-security-cfs/genetically-modified-crops-seeds-of-hope-or-deception-dc3cb4b0e58*

Les OGM non réglementés menacent également la viabilité du secteur biologique, car les agriculteur·rice·s ne seront pas en mesure de garantir que leurs produits n'ont pas été contaminés par des semences ou des cultures génétiquement modifiées.

De nombreux scientifiques se sont prononcé·e·s en faveur de la réglementation de ces nouvelles formes d'OGM. Le Réseau européen des scientifiques pour la responsabilité sociale et environnementale a publié une déclaration[21] soulignant la probabilité de mutations et d'effets involontaires résultant des techniques d'édition de gènes. Les scientifiques plaident pour que tous les OGM soient étiquetés afin que les consommateur·rice·s sachent que la plante ou le produit qu'il·elle·s achètent contient des OGM.

Friends of the Earth Europe soutient cet argument et estime que les OGM n'ont pas leur place dans un système alimentaire durable en raison des risques pour l'environnement, du coût pour les agriculteur·rice·s et des risques pour la santé humaine.

CONCLUSION

Alors que la stratégie « de la ferme à la table » semble être un pas en avant vers une approche plus durable de l'agriculture, la démarche défaillante utilisée pour réviser la législation relative aux nouveaux OGM suggère que la Commission cherche a ouvrir la voie à de nouvelles règles, moins strictes, pour les OGM en Europe, mettant ainsi en danger l'environnement et la santé des consommateur·rice·s.

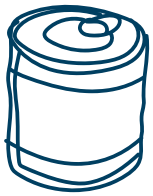
L'industrie a pu dominer la consultation, les questions fondamentales relatives aux risques ont été ignorées, et il n'y a eu ni examen public ni responsabilité.

Les nouvelles lois sur les OGM ne peuvent être décidées sur une telle base. La Commission doit enquêter, publier immédiatement les résultats de la consultation et corriger le processus.

L'Union européenne doit s'éloigner des techniques agricoles intensives promues par l'agrobusiness et l'industrie biotechnologique. Parallèlement, elle doit investir dans le soutien aux agriculteur·rice·s pour qu'il·elle·s diversifient leurs cultures et développent des méthodes agricoles respectueuses de l'environnement, telles l'agroécologie et l'agriculture biologique.

Friends of the Earth Europe demande à la Commission européenne :

- d'appliquer pleinement l'arrêt de la Cour de justice européenne et de veiller à ce que les nouveaux OGM soient soumis aux contrôles de sécurité élémentaires et aux exigences d'autorisation ;
- de suivre ses propres directives en matière de transparence et de publier immédiatement toutes les contributions à sa consultation des parties prenantes ;
- d'assumer la responsabilité de l'organisation défaillante de la consultation et de ne pas l'utiliser pour justifier des conclusions politiques – y compris la réécriture des lois sur la sécurité et l'étiquetage des OGM.



21 ENSSER Statement on New Genetic Modification Techniques. Septembre 2017. *https://ensser.org/publications/ngmt-statement/*

6. Agriculteur·rice·s et populisme d'extrême droite: de faux amis

Par Hélène Seynaeve, journaliste

Si le populisme d'extrême droite n'est pas un phénomène propre aux milieux ruraux, il y séduit particulièrement en se positionnant comme porte-parole des agriculteur·rice·s mécontent·e·s. Pourtant, les solutions que l'extrême droite propose restent dans la continuité des politiques néolibérales, alors même que des alternatives prometteuses pourraient émerger de ces mêmes milieux.

En Europe comme ailleurs, le populisme d'extrême droite s'impose progressivement comme une force électorale. Les partis populistes de droite se trouvent ainsi dans près d'un tiers des gouvernements européens et séduisent près de 25 % des électeur·rice·s du Vieux Continent.

Or, des études suggèrent que les zones rurales, suburbaines et périphériques seraient un terreau fertile pour ces mouvements. En France, par exemple, Marine Le Pen a récolté le soutien d'une proportion importante de fermiers lors de l'élection présidentielle de 2017 en soutenant notamment les produits *Made in France*. En Suède, les Démocrates Suédois (Sverigedemokraterna), parti d'extrême droite aux racines néo-nazies, ont gagné en popularité dans les villages grâce à leurs positions anti-UE. En Pologne, le parti conservateur Droit et Justice (Prawo i Sprawiedliwość) a lui séduit les campagnes avec sa vision stricte du nationalisme et du catholicisme.

En effet, les populistes de droite se présentent comme les porte-paroles des agriculteur·rice·s mécontent·e·s et des travailleur·euse·s de la campagne. Pour conquérir les cœurs, ils exploitent un sentiment général de déclassement social et alimentent le ressentiment des campagnes envers les élites urbaines et politiques, les minorités ethniques et les migrants. Leur succès ne serait pas tant lié aux crises économiques et culturelles qui ont touché l'Europe cette dernière décennie, qu'à la crise systémique du capitalisme néolibéral mondialisé. Pourtant, sous couvert d'une rhétorique anti-système, les mouvements d'extrême droite ne proposent finalement que la continuité de politiques néolibérales, les habillant simplement d'un discours nationaliste et nativiste.

S'il faut reconnaître les liens entre les agriculteur·rice·s et les mouvements conservateurs[1], la politique de droite ne doit pas nécessairement leur être associée. Au contraire, les milieux agraires ont le potentiel d'être les moteurs d'alternatives progressistes, notamment sous la forme de mouvements pour la souveraineté alimentaire qui mettent en avant des solidarités entre acteur·rice·s marginalisé·e·s par le néolibéralisme et qui soient émancipatoires, inclusifs et internationalistes.

Le populisme d'extrême droite dans sa version contemporaine est définie par Borras (2019) comme « un type de populisme régressif, conservateur ou réactionnaire qui promeut ou défend le capitalisme au nom du 'peuple' ; dans sa manifestation actuelle, il est également xénophobe, nationaliste, raciste et/ou misogyne. »

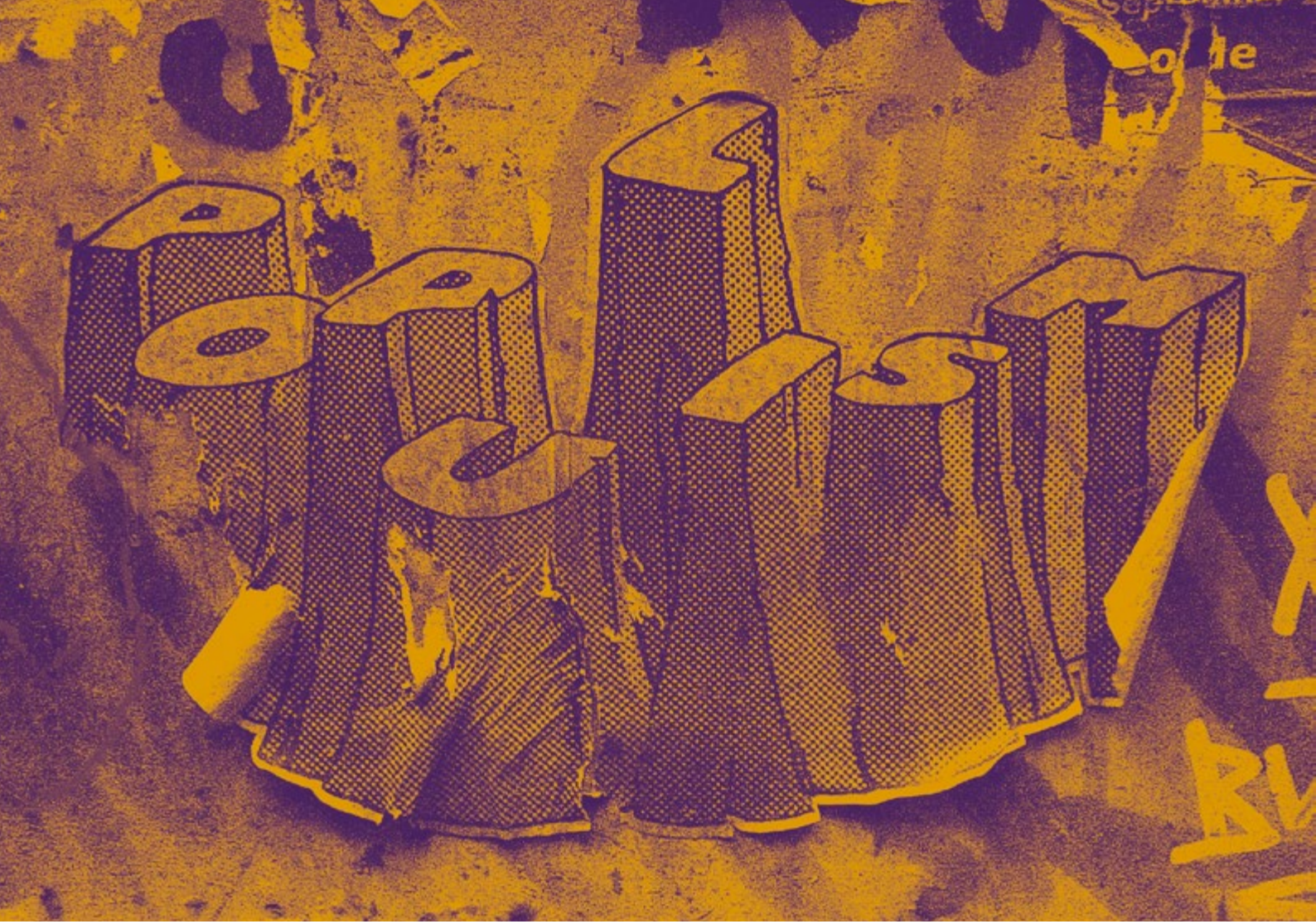
1 Les premiers soutiens de masse à Hitler et Mussolini ont été dans les campagnes

LES STRATÉGIES DE SÉDUCTION DE L'EXTRÊME DROITE

Malgré l'idée selon laquelle le monde s'urbanise de plus en plus, 3 milliards de personnes résident encore dans des zones rurales. En Europe, la population rurale représentait 28 % de l'électorat aux dernières élections européennes. Les tendances politiques du monde rural sont donc charnières pour les mouvements politiques, y compris dans des sociétés largement urbanisées. Aux États-Unis, les votes des petites villes de campagne ont ainsi été décisifs pour l'élection de Donald Trump en 2016.

Le soutien du monde rural peut donc être un facteur déterminant dans la course au pouvoir – et les mouvements d'extrême droite le savent. En Europe, ils ont progressivement adopté une rhétorique proche de celle des mouvements agraires. Ils ont par ailleurs exprimé leur soutien aux fermes de petite taille, à la relocalisation du système agro-alimentaire et au développement durable. À cet égard, ils sont parfois difficiles à distinguer de groupes écologistes.

"Populisme" by Federico Boy Dominguez
Source : The Emancipatory Rural Politics Initiative (ERPI)



Populisme
Source : Dr Case / Flickr

Bien qu'opposés idéologiquement, tous deux agrègent différents groupes d'intérêts dans une seule voix homogène du « peuple » contre un « autre » construit.

En Suède, par exemple, Alarcón Ferrari (2020) montre que le parti d'extrême droite a obtenu le soutien de la population rurale, non pas sur ses positions anti-migrants, mais sur la question de la provision alimentaire et sur la défense du droit à l'accès à l'eau et aux terres. Il s'agit là d'objectifs classiques de mouvements agraires mais qui dans les mains du parti d'extrême droite sont subtilement reformulés dans des termes nationalistes, qui excluent notamment les migrants, là où des mouvements progressistes visent plutôt à inclure ces derniers dans l'économie rurale.

LE RÉSULTAT DE LA CRISE DU MODÈLE NÉOLIBÉRAL

L'attrait des agriculteur·rice·s pour les rhétoriques d'extrême droite est traditionnellement attribuée aux crises économiques et culturelles qui ont touché l'Europe ces dix dernières années. Inégalités, sentiment de déclassement social et perte d'identité auraient alimenté des ressentiments et fait pencher la balance en faveur de mouvements conservateurs.

Mamonova et Franquesa (2020) remettent en question cette analyse et suggèrent que la montée du populisme d'extrême droite en Europe serait plutôt le résultat d'une crise fondamentale du modèle néolibéral capitaliste et mondialisé. Originellement perçu comme une solution « de marché » (et donc neutre) aux défis socio-économiques, le néolibéralisme a finalement creusé les inégalités, transformé la nature en marchandise, érodé les liens sociaux et limité le pouvoir des démocraties, créant une opportunité pour les populistes d'extrême droite [sur le capitalisme dévoyé voir article n°2].

D'une part, ils trouvent que la montée du populisme d'extrême droite a une relation directe avec l'appauvrissement, la polarisation sociale et l'appauvrissement de l'État-providence causés par des politiques néolibérales. Les mesures d'austérité en réponse aux crises de 2008-2009 et de 2012 ont ainsi compressé la classe moyenne et populaire, et le retrait de l'État dans la gestion des espaces publics a provoqué un déclin dans les investissements en zone rurale, alimentant le sentiment d'être « laissés pour compte ». En parallèle, le capitalisme néolibéral a accéléré le processus de désindustrialisation et de désagrarisation[2], entraînant une hausse du chômage et favorisant la concentration des terres agricoles dans les mains des grandes entreprises agroalimentaires au détriment des petits agriculteur·rice·s. Ainsi, dans les dix dernières années plus de 100 000 fermes ont disparu en Allemagne, 300 000 en Bulgarie, 600 000 en Pologne et 900 000 en Roumanie, et le nombre total des employés à plein temps dans une ferme a baissé de plus d'un tiers, soit 5 millions d'emplois en moins en Europe. Or l'extrême droite fait de ces échecs son cheval de bataille, en se positionnant comme porte-parole des agriculteur·rice·s.

D'autre part, la crise du modèle néolibéral a coïncidé avec la crise des démocraties représentatives. La politique de « consensus du centre », visant à mettre en avant des mouvements « modérés » au détriment de positions plus radicales, est une manière de suggérer qu'il n'existe pas d'alternative à une globalisation néolibérale. Les citoyen·ne·s ont alors perçu la politique comme technocrate, opaque et distante de leurs intérêts, considérant que les gouvernements œuvraient plus pour le bien des marchés que pour le leur. Les populistes se sont alors positionnés comme « la voix du peuple ». Ils se sont tournés vers l'électorat rural, charnière pour accéder au pouvoir, comme en témoigne la récente « ruralisation » du Front national en France ou encore le slogan *« défendez nos agriculteur·rice·s ! »* du parti populiste néerlandais Forum voor Democratie.

Mamonova et Franquesa trouvent enfin que l'extrême droite et le néolibéralisme se ressembleraient plus qu'il n'y paraîtrait. Si les populistes d'extrême droite se présentent en opposants, ils viseraient plutôt à reconfigurer l'hégémonie du modèle néolibéral. Pour raviver ce modèle à bout de souffle, ils l'habillent d'un revêtement nationaliste. « Forts » de leur rhétorique xénophobe, ils accusent les « autres » – principalement les migrants et les minorités ethniques – de « nous » priver d'opportunités économiques, d'emploi et d'accès aux services publics. Pourtant, aussi antilibéral qu'il soit sur le plan sociétal, le populisme d'extrême droite reste très libéral dans ses politiques économiques. Pour reprendre les deux chercheur.euse.s, *« les populistes deviennent les protecteurs d'une identité nationale à laquelle les masses peuvent s'identifier, tout en négociant simultanément de meilleures condi-*

2 Selon Géoconfluences, la désagrarisation est « la diminution de la part du secteur agricole dans l'espace rural, en poids dans le PIB et en part des actifs »

tions mondiales pour l'élite. Ils vendent ce que Bayart appelle le "libéralisme pour les riches et le nationalisme pour les pauvres". »

LES MENACES D'UN POPULISME D'EXTRÊME DROITE QUI AVANCE CACHÉ

Mais l'habit ne fait pas le moine, et un discours réactionnaire ne fait pas du populiste d'extrême droite un révolutionnaire. Au contraire, en pointant du doigt un coupable fictif (les minorités), il détourne le débat et empêche une analyse des conséquences du système capitaliste néolibéral, qu'il est finalement plutôt satisfait de perpétuer.

Cette mécanique est particulièrement visible lorsque ce type de mouvement accède au gouvernement. En Italie, par exemple, le parti d'extrême droite de Matteo Salvini, La Lega, n'a fait que poursuivre les politiques néolibérales une fois arrivé au pouvoir. En effet, le système agroalimentaire néolibéral avait facilité l'accaparement des ressources par les « 1 % » les plus aisés, à travers la « supermarchisation », ou le développement de vastes réseaux de distribution alimentaire, et la défamiliarisation du secteur agricole italien. Ceci a conduit à un taux rapide de différenciation socio-économique parmi les agriculteur·rice·s et a favorisé le recours à la main-d'œuvre étrangère, généralement constituée de travailleurs agricoles migrants saisonniers endurant des conditions de travail et de vie inacceptables.

Or, en dépit de ses promesses faites à coups de discours passionnés, une fois La Lega au gouvernement, elle a maintenu les mêmes politiques en les maquillant d'un discours nativiste. Le parti de Salvini a ainsi clamé haut et fort son soutien aux produits *Made in Italy*. Pourtant, si l'idée de ce label était de promouvoir la biodiversité locale, la qualité, les liens avec le territoire et la paysannerie, il profite surtout aux multinationales et aux chaînes de supermarchés. Iocco, Lo Cascio et Perrotta (2020) démontrent que seules les grandes entreprises agroalimentaires sont en mesure d'obtenir des certificats prouvant la production « éthique et équitable » des aliments *Made in Italy*, tandis que les petits agriculteur·rice·s n'ont pas de ressources financières suffisantes et sont donc de facto exclus du projet. Comme l'illustre ce cas, les partis populistes d'extrême droite cherchent d'abord à tirer leur épingle du jeu néolibéral avant de s'attaquer à des problèmes concrets.

Au-delà d'occulter les mécanismes nocifs du modèle capitaliste sur le droit à l'alimentation, les populistes d'extrême droite menacent aussi plus directement la défense de la souveraineté alimentaire. Malgré le caractère problématique des modèles de financements via des grandes ONG internationales[3], celles-ci contribuent significativement à financer les mouvements sociaux, y compris les mouvements pour la souveraineté alimentaire. Or, la montée de l'extrême droite dans les pays de l'OCDE rend ce système vulnérable au niveau politique. Une fois au pouvoir, les populistes d'extrême droite appellent soit à se débarrasser de ces fonds, soit à les rediriger vers les intérêts nationalistes d'entreprises nationales, au détriment de mouvements tels que la Via Campesina.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : UNE RÉPONSE AU POPULISME D'EXTRÊME DROITE ?

Comment, dès lors, endiguer la montée des populistes d'extrême droite là où les efforts de communication timides des « politiciens du centre » ou la mise en avant de luttes sectorielles peu fédératrices ont échoué ? Pour Borras (2019), le mouvement populiste agraire sous forme du mouvement pour la souveraineté alimentaire pourrait offrir une alternative prometteuse. En effet, il pourrait devenir une force sociale puissante pour sa capacité à développer des solidarités « par le bas », ou populaires, et à forger des alliances avec des secteurs urbains tels que les travailleur·euse·s, les communautés appauvries, les groupes de migrant·e·s, et les consommateur·rice·s tout en tenant compte des divisions entre les sexes, les races et

3 Fonds qui dépendent des gouvernements, en mesure dès lors d'imposer leur agenda, qui ont érodé le caractère radical de certains mouvements, et qui mettent l'accent sur des changements locaux, identifiés et quantifiables plutôt que d'appeler à des changements globaux.

les générations [sur le mouvement pour la souveraineté alimentaire, voir article n°8].

Calvario, Desmarais et Azkarraga s'intéressent à la *success story* d'EHNE-Bizkaia, un syndicat de petits agriculteur·rice·s membre de la Via Campesina au Pays Basque. Né de la lutte paysanne pour garantir leurs moyens de subsistance, la notion de souveraineté alimentaire d'EHNE-Bizkaia est aujourd'hui mobilisée par une pluralité d'acteur·rice·s sociaux·ales basques. Depuis 1976, le syndicat a rassemblé les luttes paysannes à travers une approche multi-classes, intersectionnelle et internationale, en dépassant les clivages Nord/Sud, en forgeant des alliances rurales/urbaines et en rejetant toute notion de souveraineté exclusive. Une de leur action phare est la création du réseau *Nekasarea*, qui lie agriculteur·rice·s et consommateur·rice·s urbain·e·s, assurant un revenu suffisant aux uns et accès à l'alimentation aux autres. Si les conditions économiques favorables, le niveau d'immigration bas et la lutte basque pour l'autodétermination ont favorisé le succès d'EHNE-Bizkaia, l'histoire du syndicat permet d'envisager les solutions de demain.

Mais pour rêver à demain, des défis restent à surmonter. Hajdu et Mamonova (2020), dans leur analyse de l'association des paysan·ne·s Eco Ruralis en Roumanie, appellent à se méfier de notions abstraites et à favoriser plutôt les pratiques concrètes et durables qui peuvent régénérer un sentiment d'appartenance dans les campagnes. Mamonova et Franquesa (2020) soulignent eux que les initiatives de souveraineté alimentaire d'Europe rurale demeurent à petite échelle et cantonnées au sein des frontières. Or, si *« la cause du populisme de droite est l'échec du capitalisme néolibéral mondialisé, par conséquent, la résistance et les alternatives ne peuvent pas se limiter à des changements cosmétiques et rester à l'intérieur des frontières d'un seul pays. Afin de transformer le système, le mouvement agraire doit être organisé au niveau de l'Europe dans son ensemble. »*

BIBLIOGRAPHIE

- Alarcón Ferrari, C. (2020). Contemporary land questions in Sweden, far-right populist strategies and challenges for inclusionary rural development. Sociologia Ruralis, 60(4), 833-856.
- Borras, S.M. (2019) Agrarian social movements: The absurdly difficult but not impossible agenda of defeating right-wing populism and exploring a socialist future. Journal of Agrarian Change.
- Calvário, R., Desmarais, A. A., & Azkarraga, J. (2020). Solidarities from below in the making of emancipatory rural politics : Insights from food sovereignty struggles in the basque country. Sociologia Ruralis, 60(4), 857-879.
- Hajdu, A., & Mamonova, N. (2020). Prospects of agrarian populism and food sovereignty movement in post-socialist romania. Sociologia Ruralis, 60(4), 880-904.
- Iocco, G., Lo Cascio, M., & Perrotta, D. C. (2020). 'Close the ports to african migrants and asian rice! ' : The politics of agriculture and migration and the rise of a 'new' right-wing populism in italy. Sociologia Ruralis, 60(4), 732-753.
- Mamonova, N., & Franquesa, J. (2020). Right-wing populism in rural Europe. Introduction to the special issue. Sociologia Ruralis, 60(4), 702-709.
- Mamonova, N., & Franquesa, J. (2020). Populism, neoliberalism and agrarian movements in Europe. Understanding rural support for right-wing politics and looking for progressive solutions. Sociologia Ruralis, 60(4), 710-731.
- Scoones, I., Edelman, M., Borras, S. M., Hall, R., Wolford, W., & White, B. (2018). Emancipatory rural politics : Confronting authoritarian populism. The Journal of Peasant Studies, 45(1), 1-20.

7. Technologie, « *care* » et espoir de convivialité

Par Barbara Van Dyck, chercheuse au Centre for Agroecology, Water and Resilience (CAWR) à l'Université de Coventry, et membre de la coordination d'AiA ; et Saurabh Arora, maître de conférences en science, technologie, durabilité et décolonisation à l'Université du Sussex.

La technologie, l'innovation, le progrès, … Ces termes semblent neutres, mais rien n'est moins vrai. Barbara Van Dyck et Saurabh Arora apportent leur point de vue à cette question et soutiennent qu'une critique de la politique technologique peut offrir une chance de maintenir le pouvoir transformateur de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire, dans un contexte où la pression pour la numérisation et l'agriculture intelligente est la norme.

« Nous enseignons et faisons des recherches au quotidien sur les questions relatives à la technologie, la démocratie, l'agriculture et la durabilité. Nous sommes pourtant opposé·e·s aux OGM. C'est comme les objecteurs de conscience qui refusent le service militaire pour des raisons morales et éthiques. Ou les personnes natives d'Amérique du Nord qui refusent la citoyenneté pour des raisons politiques. Refuser, ce n'est pas simplement dire "non", c'est aussi faire un pas stratégique et délibéré dans une direction différente[1]*. Les Refuzniks qui refusent de servir dans l'armée israélienne montrent qu'il·elle·s ne sont pas d'accord avec l'occupation palestinienne et qu'ils envisagent un monde différent. Un monde qui n'est pas basé sur l'oppression. Les Mohawks qui refusent le passeport américain ou canadien indiquent qu'il·elle·s ne sont pas citoyen·ne·s d'Etats occupants qu'il·elle·s ne reconnaissent pas. Il·elle·s ont en tête d'autres structures décisionnelles.*

Nous refusons les OGM parce que nous avons en tête d'autres systèmes alimentaires que celui que les entreprises multinationales des technologies nous préparent. En disant "non", nous choisissons de prendre soin de la biodiversité, d'offrir de l'indépendance aux agriculteur·rice·s et de soutenir l'agroécologie et la souveraineté alimentaire.[2] *»*

En réaction à ce point de vue, on entend souvent dire que l'on ne peut pas être contre les OGM en soi. On ne peut pas être contre une technologie. Une technologie n'est ni bonne ni mauvaise. C'est l'utilisation qu'on en fait qui la rend bonne ou mauvaise. *« Avec un grille-pain, vous pouvez faire des toasts, mais vous pouvez aussi fracasser la tête de quelqu'un*[3] *»*, entend-on alors. La biotechnologie peut être utilisée pour les armes biologiques ou pour la culture de plantes résistantes aux herbicides, qui augmentent l'utilisation de poison dans l'agriculture. Cependant, la nouvelle génération d'OGM [sur la dérégulation des OGM, voir article n°5], d'après les dires, est plus précise et serait très prometteuse dans la lutte contre le changement climatique et aussi pour l'agroécologie.

Une deuxième raison pour laquelle les OGM ne devraient pas être rejetés réside dans la philosophie du progrès. Elle part du principe que la science, la technologie et l'innovation sont par définition des progrès et suivent le chemin d'une seule et même course.

1 McGranahan C (2016) Theorizing refusal: An introduction. Cultural Anthropology 31(3): 319-325

2 Van Dyck B, Kenis A, Stirling A (2021) The GMO shall not be refused? Talking back to the technosciences. Environment and Planning E.

3 *https://www.wetenschappelijkbureaugroenlinks.nl/artikel/video-uitdagingen-voor-linkse-technologiepolitiek*

Dans cette course, vous pouvez aller plus vite ou plus lentement, mais vous allez tous dans la même direction (vers l'avant bien entendu !). Certains seraient alors développé, d'autres seraient primitif ou sous-développé.

En posant un regard critique sur la technologie et l'innovation dans l'agriculture (ou dans d'autres domaines), vous vous mettez hors-course et êtes vu·e·s comme un·e technophobe ou anti-progrès. Comme si vous pouviez questionner les conséquences de l'utilisation d'une technique spécifique, mais que vous ne deviez pas interférer avec la direction qu'emprunte le progrès. Il est, par exemple, (plus ou moins) acceptable de remettre en question la toxicité du glyphosate, ou les violations de la vie privée résultant de la collecte massive des données auprès des internautes. Il est en revanche hors de question de remettre en question la tendance générale de l'agriculture de précision fondée sur la robotisation, la propriété privée et la manipulation génétique des organismes vivants. Vous ne pouvez pas arrêter le progrès.

DÉPOUSSIÉRER LA POLITIQUE TECHNOLOGIQUE

Mais la technologie n'est évidemment pas neutre, ni passive. Elle s'inscrit en premier lieu dans un contexte. La technologie est le produit d'un imaginaire social, d'un pouvoir politique et économique et a des conséquences sur les sociétés dans lesquelles nous vivons[4]. Mais comment les technologies façonnent-elles les personnes, la culture et les sociétés ? Quelles sont les valeurs sociales qui influencent les pratiques techniques ? Les valeurs et les aspirations peuvent ne pas être aisément incorporées dans les technologies, mais les aspirations et les imaginaires sociopolitiques jouent un rôle important dans la formation des artefacts et des connaissances technologiques.

4 Jasanoff, S., and S.-H. Kim. 2015. Dreamscapes of Modernity: Sociotechnical Imaginaries and the Fabrication of Power. Chicago, IL: University of Chicago Press.

Dans les années 1970, Ivan Illich a vu comment, en à peine un siècle, nous étions passés de sociétés servies par des véhicules motorisés à des sociétés asservies par des voitures. Les cyclistes ou les piétons le savent très bien. La voiture est reine. Dans l'agriculture, l'industrialisation aurait dû éliminer la faim grâce à toute une série de technologies améliorant la productivité. Pourtant, selon les Nations unies, la famine touche environ 811 millions de personnes en 2021, et plus de 2,3 milliards de personnes n'ont pas accès à une alimentation suffisante[5]. Et à en juger par le Sommet mondial de l'alimentation 2021 des Nations unies (UNFSS), la seule solution envisagée réside dans une augmentation des technologies de pointe et de la productivité [sur la mainmise du secteur privé sur l'UNFSS, voir article n°1]. Il semble qu'il n'y ait pas de fin à la recherche d'un progrès illimité et à la promesse d'une amélioration constante… des technologies.

Pourtant, et cela nous amène à un deuxième point central de la politique technologique : la technologie et l'innovation impliquent des choix. La question est de savoir, en matière de progrès, dans quelle direction voulons-nous aller ? Qui décide ? Qui est « nous » ?

La plupart des technologies agricoles ont été développées dans le cadre de systèmes alimentaires basés sur le pouvoir des entreprises, les marchés mondialisés, les régimes de propriété et les économies d'échelle. À son tour, la technologie façonne le commerce mondial, les interactions sociales entre les agriculteur·rice·s et les consommateur·rice·s et entre l'agriculteur·rice et son environnement.

La technologie peut certainement servir les valeurs fondamentales d'égalité, de justice, de respect et d'autodétermination ou d'autonomie. Ce sont ces valeurs qui sont à l'origine, par exemple, des systèmes de garantie participative (SGP), des réseaux de semences, des brigades d'actions paysannes (BAP) ou des systèmes d'agriculture soutenue par la communauté (AMAP, GASAP). Mais dans un monde inégalitaire, cela ne se fait pas automatiquement. De nombreuses technologies, allant des méga-étables automatisées aux tracteurs contrôlés par GPS [sur la digitalisation et la « smart farming », voir article n°4], font leur entrée dans l'agriculture aujourd'hui, pas tellement parce que les agriculteur·rice·s les demandaient, mais parce que la numérisation s'accompagne de tout un *package* d'infrastructures technologiques dominantes. Le choix des nouvelles technologies est lié à des prêts, des conseils, des ventes ou des subventions, sans compter leurs éventuelles conséquences négatives, comme une concentration accrue du pouvoir et de la monopolisation.

Il existe donc un lien entre la structure de la technologie et l'organisation de l'agriculture, avec des pratiques sociales, des identités, des rôles, des responsabilités, des désirs, des droits, des devoirs et des structures[6]. **C'est le cœur de la politique technologique. L'orientation du développement technologique n'est, après tout, pas une question technique. C'est une question politique fondamentale !**

D'AUTRES OPTIONS SONT-ELLES POSSIBLES ?

Pour mieux comprendre l'interdépendance entre les technologies et les sociétés, et pour mieux imaginer les autres possibilités d'orientations futures, la distinction entre « contrôle », « *care* » (« prendre soin de » en anglais) et « convivialité » est importante. Ces approches peuvent fournir des outils pour mener à un débat technopolitique afin de défendre et de promouvoir la souveraineté alimentaire et les agroécologies paysannes.

Avec nos collègues Andy Stirling et Divya Sharma, nous avons exploré les possibilités que le *care* et la convivialité peuvent créer dans la transformation des sociétés. Loin des hiérarchies modernes et des ambitions de contrôler tout ce qui est différent, le *radical care* et la convivialité peuvent aider à mettre l'accent sur les ques-

5 FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO (2021), "The State of Food Security and Nutrition in the World (SOFI)".

6 *https://www.wetenschappelijkbureaugroenlinks.nl/artikel/video-uitdagingen-voor-linkse-technologiepolitiek*

tions suivantes[7] : les compétences et l'autodétermination des personnes concernées sont-elles favorisées par des choix technologiques particuliers ? Ou, au contraire, accroît-elle la dépendance à l'égard de l'agroindustrie et de l'industrie technologique ? À quel coût ou pour qui la croissance de la productivité est-elle réalisée ? Dans quelles conditions les technologies/outils peuvent-ils contribuer à la transformation vers des systèmes alimentaires socialement et écologiquement justes ? Qu'est-ce qui est bon pour les personnes et les animaux qui fournissent notre nourriture ?

MODERNITÉ : AXÉE SUR LE CONTRÔLE

Les sociétés modernes sont fondées sur l'idée de contrôle (et de domination). Avec des lois et des courants de pensée qui maintiennent des systèmes rendant la nature et le travail – des femmes et des personnes de couleur en particulier – « bon marché »[8]. Les coûts du travail non rémunéré pour prendre soin des sols, la préparation alimentaire au sein des familles, les coûts de la destruction des écologies vivantes, etc. ne sont pas inclus dans les comptes des investisseurs. Les personnes et les communautés non-humaines sont ce qu'on appelle des ressources pour l'accumulation de richesses et d'autres investissements. Selon la vision moderniste, le monde est constitué de catégories : nature/culture, homme/femme, blanc/noir, raison/émotion, faits/valeurs, où l'une des deux a davantage de valeur ou est plus juste que l'autre.

Dans la modernité – et les systèmes alimentaires industrialisés qui la représentent – la production standardisée est la norme et les alternatives sont disqualifiées. Le sol est traité comme un substrat inanimé qui peut être utilisé pour la production de masse ou dans les marchés mondialisés du carbone. Les gènes végétaux et d'animaux sont activés ou désactivés d'un simple « clic » pour répondre aux besoins de l'industrie, sans se préoccuper des conséquences annexes. La main-d'œuvre migrante peut être utilisée ou rejetée à volonté, en fonction des besoins des systèmes de production. Les pesticides permettent de lutter contre les « mauvaises herbes » et les « parasites ». **Dans l'agriculture moderne, la destruction s'est progressivement imposée au programme, et ce, paradoxalement, au nom de l'alimentation et de la vie.**

VALEURS DU *CARE* POUR LES ÉCOLOGIES NÉGLIGÉES ET ENDOMMAGÉES

Face à l'industrialisation de l'agriculture et aux ambitions modernistes inhérentes de contrôler la nature et les personnes « non modernes » ou « inférieures », la permaculture, l'agroécologie et d'autres pratiques agricoles marginalisées mettent en avant l'importance de prendre soin des écosystèmes négligés et endommagés[9]. Pour reprendre les termes de Maria Puig de la Bellacasa, la solidarité concerne *« tout ce qui est fait (plutôt que tout ce que "nous" faisons) pour maintenir, poursuivre et réparer "le monde", afin que tout un chacun (plutôt que "nous") puisse y vivre du mieux qu'il le peut. Ce monde comprend… tout ce que nous essayons de tisser en un réseau complexe et vital »*[10].

Contrairement aux catégories séparées et hiérarchisées (nature/culture), le *care* consiste à évaluer l'interdépendance et l'engagement en faveur de l'égalité (les autres sont différents mais égaux)[11].

7 Arora, Saurabh, Barbara Van Dyck, Divya Sharma, and Andy Stirling. « Control, care, and conviviality in the politics of technology for sustainability. » Sustainability: Science, Practice and Policy 16, no. 1 (2020): 247-262.

8 Patel, Raj, and Jason W. Moore. A history of the world in seven cheap things. University of California Press, 2017; Mies, Maria. Patriarchy and accumulation on a world scale: Women in the international division of labour. Bloomsbury Publishing, 2014.

9 Arora, Saurabh, Barbara Van Dyck, Divya Sharma, and Andy Stirling. (2020), op.cit

10 Puig de la Bellacasa, Maria 2017. Matters of Care: Speculative Ethics in More than Human Worlds. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press

11 Arora, Saurabh 2019. "Admitting Uncertainty, Transforming Engagement: Towards Caring Practices for Sustainability beyond Climate Change." Regional Environmental Change 19 (6): 1571–1584. doi:10.1007/s10113-019-01528-1.

Final Technical Report of the National Biodiversity Strategy and Action Plan
Source : Ministry of Environment and Forests, Government of India

La reconnaissance de l'interdépendance concerne aussi bien les relations entre les personnes qu'entre les personnes et les non-humains. Le *care* se préoccupe de la préservation collective et se caractérise par l'ouverture, l'adaptabilité et l'humilité[12]. La manière dont l'agroécologie, la permaculture et d'autres formes d'agriculture marginalisées traitent le sol, en tant que communauté vivante plutôt que réceptacle pour les cultures, en est l'illustration. Elle met l'accent sur les interactions mutuellement bénéfiques entre les personnes et le sol, en reconnaissant la relation du sol avec la biodiversité et la survie. Cela contraste avec l'agriculture industrielle moderne, qui fait un usage intensif d'engrais synthétiques visant à accroître la productivité au détriment de toutes les autres relations.

Le *care* est aussi l'art de prêter attention aux incertitudes associées aux techniques et aux connaissances[13]. Comme, par exemple, reconnaître que les conséquences de la géo-ingénierie, de l'édition génomique ou du déploiement à grande échelle de monocultures sont non seulement incontrôlables, mais aussi inconnues. Au lieu de « mettre à l'échelle » des processus usés et de distribuer des produits standardisés, les pratiques agricoles nourricières et leurs technologies facilitent l'adaptation, l'amélioration, la mise au point et la

12 Arora, Saurabh, idem

13 Arora, Saurabh, idem

réparation continues des processus et des produits par les utilisateurs dans leur propre environnement.

Pensez à *l'Atelier Paysan, Fabriek-Paysanne* et d'autres initiatives de piratage agricole. Celles-ci ne sont pas motivées par la volonté d'accroître la productivité et la diffusion. Ils travaillent avec les agriculteur·rice·s pour développer des outils qui peuvent être adaptés et entretenus dans les champs par les personnes qui travaillent avec eux[14]. Pour comprendre comment les organisations et les technologies poussent les sociétés dans une certaine direction, nous devons prêter attention aux **relations dont elles sont issues et aux relations qu'elles façonnent.** Qui en profite ? Favorisent-elles l'égalité des relations d'exploitation des personnes et des autres êtres vivants ? Facilitent-elles l'adaptation et la réparation des écologies endommagées ?

UN ESPOIR DE CONVIVIALITÉ

Enfin, en plus du « contrôle » et du « *care* », nous pensons que la « convivialité », en tant que troisième pilier, peut **aider à maintenir le pouvoir radical de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire dans un contexte où la pression pour la numérisation et l'agriculture intelligente est la norme.** Par convivialité, et en nous inspirant des « Outils de convivialité » d'Illich, nous entendons la construction décentralisée d'alternatives autonomes à la modernité coloniale. Pensez aux alternatives ghandiennes, au Rojava ou aux zapatistes, et à d'autres qui luttent pour la vie dans la diversité, pour un « pluri-vers » : un monde dans lequel il y a de la place pour de nombreux mondes différents[15], différentes manières de vivre, différentes formes de relations entre nous et avec l'environnement[16].

Alors que les seigneurs de la technologie font tout ce qu'ils peuvent pour centraliser et dominer davantage les systèmes alimentaires[17], le maintien de futurs alternatifs nécessite des instruments efficaces pour promouvoir la convivialité ou l'autonomie créative. La convivialité comme alternative au monopole des technocrates dans la détermination et le développement des technologies pour l'agriculture.

La convivialité dans la transformation des systèmes alimentaires est basée sur l'autonomie mutualiste et la réalisation décoloniale de soi. De tels systèmes sont basés sur la prise en charge de ses propres besoins tout en aidant les autres dans les leurs[18]. Des initiatives telles que la *Fabriek Paysanne* ou l'*Atelier Paysan* s'efforcent de rétablir les relations entre les cultivateur·rice·s et leurs outils afin de contribuer à la reconstruction des connaissances et des compétences qui garantissent une efficacité autonome[19]

La nourriture que nous mangeons est l'un des liens les plus intimes et les plus puissants entre notre corps, notre culture et la terre. C'est au travers les valeurs de *care* et d'autodétermination que peuvent émerger des futurs alimentaires multiples et des espoirs de convivialité. Le *care* et la convivialité stimulent l'imagination qui peut donner aux gens la liberté (collective) et le pouvoir de concevoir et d'innover leurs propres technologies.

Outre l'imagination, elle exige le rejet des pratiques technologiques fondées sur les principes modernistes de domination et de compétitivité. Qui sait, peut-être cela créera-t-il des ouvertures pour de nouveaux récits technologiques tissés dans des réseaux alimentaires basés sur des relations d'égalité au sein et entre des mondes, pour une diversité sociétale et leurs environnements plus vastes.

14 Cela contraste fortement avec l'âpre bataille sur le « droit de réparer » que se livrent les agriculteur·rice·s sur: *https://foodtank.com/news/2021/01/farmers-fight-for-right-to-repair-their-own-equipment/*

15 *https://iberoamericasocial.com/un-mundo-donde-quepan-muchos-mundos/*

16 *https://steps-centre.org/blog/dont-save-the-world-embrace-a-pluriverse/*

17 IPES-Food, E.T.C., Group. 2021. A Long Food Movement: Transforming Food Systems by, 2045. *https://www.etcgroup.org/content/long-food-movement*

18 Illich, I. 1973. Tools for Conviviality. New York, NY: Perrennial, Harper and Row; Gandhi, M. 1997. Hind Swaraj and Other Writings. Cambridge: Cambridge University Press.

19 Escobar, A. 2018. Designs for the Pluriverse: Radical Interdependence, Autonomy, and the Making of Worlds. Durham, NC: Duke University Press.

8. 25 ans de lutte pour la souveraineté alimentaire : ce n'est qu'un début !

Par Sabine Renteux,
mandaterre du Mouvement d'Action Paysanne (MAP)

Pour lutter contre l'ultralibéralisme imposé aux producteur·rice·s agricoles, la Via Campesina a mis en mots le concept de souveraineté alimentaire il y a 25 ans. Un mouvement international paysan, dont le MAP se revendique, s'est bâti autour de lui. Aujourd'hui plus que jamais, face à la puissance destructrice de l'agro-industrie, unissons-nous pour conquérir notre souveraineté alimentaire !

VIA CAMPESINA VS. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

La souveraineté alimentaire a été mise en mots pour la première fois au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, par la toute jeune Via Campesina. L'enjeu, pour les organisations paysannes, était de proposer une alternative à la « libéralisation » du commerce des produits agricoles et à l'industrialisation de l'agriculture[1] et de l'alimentation.
Ce milieu des années 1990 marque le début de la mondialisation et d'une confrontation entre deux modèles – et visions – de l'agriculture. D'un côté, la mondialisation des politiques agricoles et de l'industrie agroalimentaire, qui s'accélère en 1994 avec l'accord sur de nouvelles règles du commerce international[2], et débouchera **sur la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995.** Dès lors, les prix payés aux producteur·rice·s chutent pour se rapprocher des prix pratiqués dans les échanges internationaux, et des régions se spécialisent dans des productions à bas coûts et à large échelle. Au Sud comme au Nord, cette vision néolibérale favorise les très grosses exploitations agricoles, qui sont, au Nord, largement subsidiées par les États.

De l'autre, des petit·e·s producteur·rice·s, pêcheurs, bergers ou peuples autochtones, qui représentent et nourrissent plus de la moitié de la population mondiale. Leurs méthodes, diverses, sont globalement beaucoup plus économes et respectueuses des ressources et des humains, mais demandent plus de temps de travail. Vivre de la vente de leurs produits devient toujours plus difficile, voire impossible.

Face au rouleau compresseur de la mondialisation, une vision commune émerge alors entre certaines organisations paysannes : l'opposition aux règles de l'OMC et le besoin de faire entendre la voix des paysan·ne·s. Cette prise de conscience est à l'origine de **la création de la Via Campesina,** lors d'une rencontre internationale à Mons **en 1993**[3]. La Via Campesina[4] est aujourd'hui un mouvement qui rassemble 182 organisations locales et nationales dans 81 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques, et représente environ 200 millions de paysan·ne·s.

1 O. De Schutter, nouvelles figures de la souveraineté alimentaire, in « Vers la souveraineté alimentaire », FIAN Echo 2016

2 L'accord GATT de 1994 est l'aboutissement de la négociation du Cycle de l'Uruguay, lancé en 1986

3 « Paysans mutins, paysans demain », G.Choplin, éditions Yves Michel

4 *https://viacampesina.org/*

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, C'EST QUOI ?

La Via Campesina définit la souveraineté alimentaire comme *« le droit des personnes à produire de manière autonome des aliments sains, nutritifs, adaptés au climat et à la culture, en utilisant les ressources locales et par des moyens agroécologiques, principalement pour répondre aux besoins alimentaires locaux de leurs communautés ».*

Elle défend le droit des pays à protéger leurs producteur·rice·s locaux·ales des importations bon marché, et le devoir de ne pratiquer aucune forme de dumping à l'exportation.

DES AVANCÉES, MAIS PAS ASSEZ

En 25 ans, le mouvement pour la souveraineté alimentaire a pris de l'ampleur et engrangé de vraies avancées. Un **Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) a été créé en 2003**[5]. Il s'agit d'une plateforme mondiale qui rassemble plus de 6 000 organisations et 300 millions de producteur·rice·s alimentaires et est destinée à faire avancer la souveraineté alimentaire aux niveaux mondial et régional[6].

Le **Forum de Nyéléni en 2007** et le **Forum sur l'Agroécologie en 2015**, organisés au Mali, ont permis de mieux organiser le mouvement, d'approfondir ses analyses et l'engagement dans une lutte commune. Par ailleurs, le mouvement a su se faire entendre dans des espaces de gouvernance mondiale[7], notamment au sein du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU.

Mais, malgré tout, l'agriculture industrialisée et mondialisée continue à gagner du terrain comme le montrent les accords commerciaux bilatéraux signés ou en négociation.

Dans l'urgence absolue, l'Union européenne développe de nouvelles stratégies (Green Deal, Farm to Fork Strategy, Biodiversité…), qui vont dans la bonne direction mais se heurtent à de fortes résistances du lobby agro-industriel, comme on l'a vu ces derniers mois avec la nouvelle réforme PAC[8].

Derrière le vernis des mots (biotechnologies, agriculture intelligente, marché du carbone, etc.), on continue de s'éloigner des formes de résilience concrètes, solidaires et locales, pour remettre encore plus de pouvoir aux mains de quelques-uns, en augmentant notre dépendance technologique et énergétique.

CHOISIR LA RÉSILIENCE, MAINTENANT !

Un rapport d'IPES-Food, publié en 2021 et intitulé *« Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable »*[9], envisage deux scénarios possibles pour l'évolution des systèmes alimentaires mondiaux d'ici 2045. Le constat de départ est brutal mais connu.

5 *https://www.foodsovereignty.org/fr/le-cip/*

6 tels que décrits dans la Déclaration de Nyeleni 2007 et le rapport de synthèse

7 *https://viacampesina.org/fr/il-est-alors-grand-temps-de-celebrer-les-25-ans-de-notre-lutte-commune-pour-la-souverainete-alimentaire/*

8 Communiqué CEO, « Internal documents reveal agribusiness lobby to keep status quo CAP and derail 'Farm to Fork' », 12 octobre 2020. *https://corporateeurope.org/en/2020/10/internal-documents-reveal-agribusiness-lobby-keep-status-quo-cap-and-derail-farm-fork*

9 *http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/LFMExecSummaryFR.pdf*

Source : Rosanna Moris pour la Via Campesina

L'humanité va continuer à être confrontée à des bouleversements climatiques et des dégradations de l'environnement de plus en plus graves : extinction de la biodiversité, épuisement des ressources, sécheresses … et inondations. Mais le futur n'est pas tracé et dépend des choix que nous posons !

SCÉNARIO N°1 : LA POURSUITE DU SYSTÈME AGROINDUSTRIEL

Dans ce scénario, rien ne vient entraver le système en place, et, en conséquent, les tendances actuelles se confirment. L'agriculture est de plus en plus robotisée, numérisée, gérée par des formes d'intelligence artificielle. Les protéines de laboratoire et les nouveaux OGM [sur la dérégulation des nouveaux OGM, voir article n°5] sont autorisés.

Face aux bouleversements subis par nos systèmes alimentaires, les décideurs politiques se sentent démunis. Finalement, ils donnent la main aux nouveaux géants de l'agroalimentaire : les méga-entreprises du bio-numérique, plateformes de données et sociétés financières privées. Désormais, les systèmes alimentaires sont totalement centralisés aux mains d'intérêts privés. « Efficaces » à court terme, ils sont techniquement et énergétiquement dépendants de ressources limitées, donc vulnérables.

Les agriculteur·rice·s disparaissent totalement, remplacé·e·s par quelques ouvriers gestionnaires. Certains pays mettent leurs terres, ressources et données entre les mains de ceux qui fournissent les technologies et proposent d'acheter leurs récoltes à l'avance. Une nouvelle vague d'accaparement des terres a lieu, et les circuits du commerce international sont militarisés.

SCÉNARIO N°2 : VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Dans cet autre scénario, des acteur·rice·s de la société civile impliqué·e·s dans les mouvements alimentaires (des luttes autochtones aux anti-capitalistes) développent des collaborations plus efficaces, autour de quatres axes (voir encadré), pour faire progresser la souveraineté alimentaire.

Ce mouvement obtient que les « 4.000 milliards de dollars de la chaine industrielle » soient réaffectés vers des pratiques soutenant la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. Des accords sont noués et des lois votées dans ce sens, pour faire face aux crises semi-permanentes. Cette transition massive permet de réduire de 75 % les gaz à effet de serre provenant des systèmes alimentaires. Les besoins d'alimentation de milliards de personnes sont mieux assurés.

La réussite de ce scénario suppose qu'un « mouvement pour une alimentation durable », de grande ampleur et uni autour d'une vision à long terme, se développe dès les années 2020.

Réaliser cela n'a rien d'évident et comprend beaucoup de défis, d'incertitudes et de risques de récupération : en effet, il ne sera pas facile de changer les règles du commerce international agricole, condition nécessaire pour changer les politiques agricoles, PAC comprise, et permettre aux multiples initiatives agroécologiques de devenir la règle.

Néanmoins c'est une voie d'espoir, et l'histoire montre que *« quand les individus sont contraints par la nécessité (...), ils peuvent s'adapter presque du jour au lendemain ».*

RENONCER N'EST PAS UNE OPTION

Le monde paysan est exsangue. Partout en Europe les fermes disparaissent. En Belgique, la Région wallonne a perdu plus de la moitié de ses agriculteur·rice·s en moins de 30 ans[10] et les revenus de la majorité de celle·eux qui restent sont tout à fait insuffisants. Par ailleurs, les fonds publics continuent à financer en grande majorité les (très) grosses exploitations.

Le MAP, à l'instar du monde paysan, est en position difficile. Il ne reçoit presque pas de soutien public et repose sur les énergies bénévoles de ses militant·e·s. Pour beaucoup d'organisations du mouvement, dégager les moyens nécessaires pour l'action politique et le travail en réseau est un défi. Et nos forces, même unies, restent dérisoires par rapport à l'importance et à l'urgence des enjeux. Elles semblent aussi bien faibles face aux énormes moyens humains, financiers et d'influence des géants de l'agroalimentaire. Mais renoncer n'est pas une option. Nous devons continuer à œuvrer à tous les niveaux, chacun·ne avec nos moyens, malgré nos éventuelles divergences de points de vue.
Le MAP est d'abord une organisation locale, qui soutient les paysan·e·s et les initiatives de terrain, de fermes agroécologiques en comptoir fermier, de systèmes participatifs de garantie (SPG)[11] en coopératives. Ces initiatives sont riches et nécessaires, il faut continuer à les faire vivre et à les diffuser le plus possible.

Cependant, pour réellement changer la donne, il ne suffit pas de rassembler les initiatives locales, au risque de se laisser enfermer dans les « niches » d'un marché alimentaire propre et éthique, mais limité à une petite partie de la population.

10 « L'agriculture wallonne en chiffres », Wallonie Agriculture SPW, 2019.

11 Systèmes participatifs de garantie. *https://gasap.be/wp-content/uploads/2019/09/2019-09_Guide-SPG_GASAPannexes.pdf*

LES 4 AXES VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE SELON IPES-FOOD

1. DÉVELOPPER DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DIVERSIFIÉS, AGROÉCOLOGIQUES ET ÉTHIQUES

- Soutenir massivement des cultures agroécologiques et diversifiées, menées par des peuples autochtones et des paysan·ne·s
- Défendre les droits humains et un accès de base de tou·te·s aux ressources (terre, semences, eau, ...)
- Accélérer le développement de circuits « courts et éthiques » et l'adoption de régimes alimentaires végétariens et flexitariens

2. TRANSFORMER LES STRUCTURES DE GOUVERNANCE DES SYSTÈMES MULTILATÉRAUX

- Réformer les agences des Nations unies en charge de questions liées à l'alimentation et y contrecarrer la mainmise des entreprises
- Réglementer les technologies dangereuses et mener des politiques anti-trust
- Adopter des lois, puis un traité international, pour assurer la sécurité alimentaire
- Impliquer les citoyen·ne·s dans l'élaboration des politiques alimentaires. D'abord au niveau des villes, puis des régions, des pays et enfin au niveau international

3. RÉORIENTER LES FLUX FINANCIERS VERS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES

- Réaffecter les financements de la recherche agricole vers l'agroécologie et l'approvisionnement local durable pour tou·te·s
- Réaffecter les 720 milliards de dollars annuels de subventions alloués à l'industrie agroalimentaire vers la production alimentaire durable
- Recapitaliser le Fonds commun des Nations unies pour les produits de base et le recentrer sur le soutien à la diversification et à l'agroécologie
- Taxer les aspects les plus néfastes pour la santé et l'environnement de l'industrie agroalimentaire
- Lutter contre les géants du bio-numérique qui dominent désormais le secteur agroalimentaire.

4. AMÉLIORER L'ACTION EN RÉSEAU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Généraliser les collaborations intersectorielles autour d'objectifs communs
- Bloquer les « chaines de produits » causant la déforestation et l'appropriation de terres ; forcer le cercle des négociations à huis clos
- Nouer des partenariats pour financer la transformation du système alimentaire sur deux ans, avec des donateurs et fondations progressistes, pour jouer un rôle de catalyseur

NOUS RELIER POUR MIEUX CHANGER LES RÈGLES !

L'enjeu est de mettre fin à la domination d'un modèle alimentaire industriel et marchand, d'une *« machine à produire artificiellement au moindre coût, une machine à confisquer les savoir et savoir-faire, à enrichir les filières technologiques, à déshumaniser »*[12].

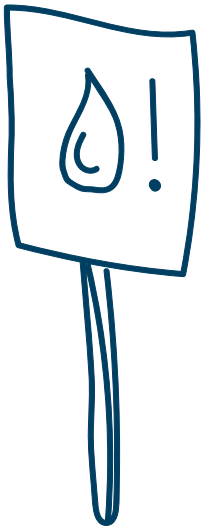
Comme le souligne Gérard Choplin, ancien coordinateur de la Coordination paysanne européenne (devenue par la suite l'ECVC) et expert en agriculture et commerce : *« Pour faire bouger le monstre il faut changer le cadre, c'est-à-dire les règles du commerce international et les politiques européennes, dont la PAC ».*

Nous relier autour d'objectifs communs clairs et ambitieux, que ce soit au sein d'*Agroecology in Action* (AiA) au niveau belge, ou de la *Via Campesina*, aux niveaux européen et mondial, peut nous faire gagner en puissance.

Comme nous l'avons fait au contre-sommet[13] organisé cet été par la *Via Campesina* et ses alliés en réponse au Sommet des systèmes alimentaires de l'ONU[14] sous contrôle des multinationales. Comme dans cette déclaration signée par plus de 200 organisations de 67 pays appelant à « *transformer fondamentalement l'OMC* »[15] à l'occasion de sa réunion à Genève fin 2021.

C'est une vraie bataille pour l'avenir de l'alimentation qui est en cours.

Pour que la voix des paysan·ne·s, de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire ait une chance de l'emporter, nous devons porter une voix politique unie et exiger avec force une vraie réforme des règles internationales !



12 « Reprendre la terre aux machines », Manifeste publié en 2021 par l'Atelier Paysan.

13 *http://www.csm4cfs.org/fr/appel-laction-mobilisation-pour-contester-le-sommet-des-nations-unies-sur-les-systemes-alimentaires-et-reconquerir-la-souverainete-des-peuples-sur-les-systemes-alimentaires/*

14 *https://viacampesina.org/fr/document-de-position-de-la-via-campesinaetat-de-siege-sur-un-sommet/*

15 Réseau international Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS) *http://ourworldisnotforsale.net/fr*

LE CREDO DU MAP

Le Mouvement d'action paysanne (MAP) a été créé en 1998 pour former une alternative aux systèmes agricoles capitalistes encouragés par les syndicats agricoles majoritaires. Il partage pleinement les valeurs de la Via Campesina, dont il est membre effectif depuis 2005.

Nous défendons les droits des paysan·ne·s et la souveraineté alimentaire des peuples, au travers de la mise en pratique de l'agroécologie et en rapprochant paysan·ne·s, producteur·rice·s ruraux·ales et artisan·ne·s.

Nous croyons que conquérir notre souveraineté alimentaire, ici et partout, est indispensable pour rendre notre futur plus viable.

Nos actions: l'école paysanne indépendante l'EPI et son réseau de fermes-écoles (en lien avec le Réseau International des Fermes-Ecoles de la Via Campesina), développement des SPG (système participatif de garantie), participation à des actions militantes et plaidoyers en réseau en Belgique au sein du Resap et d'Agroecology in Action, et aux niveaux européen et international via ECVC et la Via Campesina.

9. Comment, pourquoi et pour quoi penser l'alimentation comme commun ?

Par Jean-Marc Louvin, étudiant en Droit comparé, économie et finance à l'International university college de Turin (IUC Turin)

Envisager un système alimentaire plus sain, juste et durable requière un changement de paradigme radical, que seule une réinterprétation de l'alimentation dans son ensemble peut offrir. En explorant ce que sont les *biens communs*, les communs de l'alimentation et les aspirations qui les sous-tendent, cet article se propose de présenter les traits généraux d'une nouvelle interprétation de l'*alimentation comme bien commun.*

MARCHANDISE OU BIEN COMMUN ?

L'alimentation est la pierre de touche[1] du rapport à soi, aux autres et à la nature. Cependant, aujourd'hui, l'alimentation – et tout ce qui est nécessaire à sa production, distribution et consommation – se voit souvent réduite à une simple marchandise (en anglais : *food as a commodity*). Qu'il s'agisse d'un produit alimentaire fini, de l'eau, de la terre, des ressources génétiques (semences et animaux) ou encore du travail, tout aujourd'hui se vend et s'achète en répondant ainsi à la loi de l'offre et de la demande. Cette marchandisation de l'alimentation, régie par une interprétation individualiste et exclusive de la propriété et gouvernée par les lois d'un marché mondialisé, largement concentrée dans les mains de quelques géants de l'agrobusiness et orientée vers la recherche du profit économique, est à l'origine de la déplorable crise multidimentionnelle actuelle : exploitation de la nature ; dérèglement climatique ; effondrement de la biodiversité ; inégalités croissantes (entre les différents pays et au sein même de ceux-ci) ; injustices sociales, économiques et politiques [sur les mécanismes de la financiarisation et du capitalisme dévoyé, voir article n°2]. Il est grand temps de repenser notre rapport à l'alimentation et d'envisager une nouvelle façon de se rapporter aux autres et à l'environnement. Si la *marchandisation de l'alimentation* est en train de nous conduire au bord du gouffre, il est nécessaire de changer de paradigme en envisageant l'alimentation comme *bien commun*.

TRAGEDIE DES COMMUNS

Avant d'explorer cette nouvelle interprétation de l'alimentation, il est essentiel de mettre au clair ce qu'il importe d'entendre par *biens communs*. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les *biens communs* ne sont pas à strictement parler des biens. Il s'agit de ressources présentant des propriétés spécifiques : elles sont faiblement excluables et hautement rivales[2].

Qu'entendons par cela ? Le principe d'*exclusion* repose sur le fait qu'on puisse, ou non, exclure quelqu'un de la consommation d'un bien. Celui de *rivalité* repose sur le fait que la consommation d'un bien par un individu ne limite pas sa consommation par quelqu'un d'autre[3] (voir tableau 1). Une pomme, ou un ordinateur, sont des biens dits *privés* : quelqu'un qui n'en a pas les moyens est exclu de leur consommation, et une fois mangés – ou achetés –

1 Le témoin, l'étalon de référence

2 Samuelson, P. A. The pure theory of public expenditure. Rev. Econ. Stat. 36, 387–389 (1954).

3 Voir les travaux d'Elinor Ostrom, grande penseuse des biens communs et première femme Prix Nobel d'économie (2009).

LES QUATRE DIFFÉRENTS TYPES DE BIENS[a]

	EXLUABLE	NON EXLUABLE
RIVAL	**Biens privés** Nourriture dans son frigo, meubles de sa maison, téléphone portable, ...	**Biens communs (ou** *communs*) Forêt, rivière, domaine de pêche, ...
NON RIVAL	**Biens clubs** Equipement sportifs, parcs de loisir, chaîne de télévision payante, inventions *brevetées* (vaccin, OGM, ...)	**Bien publics (ou biens collectifs)** Trottoirs et éclairage public, chaîne de télévision en accès libre, défense nationale, connaissances (scientifiques ou technologiques) *non couvertes par un brevet*.

a Sur base de : Coriat, B. (2015). Le retour des communs: & la crise de l'idéologie propriétaire. Éditions Les Liens qui libèrent.

quelqu'un d'autre ne peut plus consommer ces mêmes biens (biens excluables et rivaux). Au contraire, un trottoir est un bien dit public : on ne peut pas empêcher quelqu'un qui ne payerait pas ses impôts d'y marcher, et son utilisation n'empêche pas une autre personne d'y passer (bien non excluable et non rival). Enfin, des pêcheries, des forêts, une rivière sont des *biens communs* : il est difficile d'empêcher quelqu'un de les exploiter, et quiconque qui les exploiterait – trop – empêcherait les autres d'en profiter.

Par exemple, si un énorme chalutier vient pêcher chaque jour des poissons dans une zone maritime non régulée, il est difficile de l'en arrêter, mais petit à petit les réserves halieutiques diminueront, jusqu'à ce que les autres pêcheurs ne puissent plus du tout en profiter eux-aussi. La même logique peut s'appliquer à une forêt : si tout le monde peut l'exploiter, elle finirait sûrement par être complètement déforestée. Appartenant à tout le monde et à personne à la fois, il n'y a pas d'intérêt à privilégier l'intérêt du groupe à celui de l'individu, et la ressource se détériore donc jusqu'à arriver à une

situation perdante pour tout le monde. C'est ce qu'on appelle la *tragédie des communs*[4].

Face à la triste destinée de ces « biens communs », certains économistes préconisent leur *privatisation*, en y attachant des titres de propriétés (permanents ou temporaires). Que cela soit par des permis de pêches ou des droits d'exploitation d'une forêt, les ressources communes deviennent donc excluables, ce qui les protégeraient (théoriquement) de la surexploitation, mais empêcheraient également les autres personnes – souvent les communautés locales – d'en bénéficier.

Cependant, comme le souligne Massimo De Angelis dans son ouvrage *Omnia Sunt Communia* (2017), cette interprétation des biens communs est fortement réductrice, car seuls certains biens ayant certaines caractéristiques intrinsèques pourraient alors être considérés, et gérés, comme des biens communs. Or, ce qui fait l'essence des « communs », par opposition aux « biens communs », ce ne sont pas les propriétés

4 Hardin G. (1968), The tragedy of the commons, Sciences, 162: 142-48

Source : Koen Dekeyser Flickr

intrinsèques de certaines ressources, mais bien l'ensemble des relations socio-écologiques via lesquelles une communauté donnée prend soin d'une ressource partagée pour le bien-être de ses membres. Ainsi, les « communs » sont toujours et avant tout des *systèmes socio-écologiques* formés (1) d'une ou plusieurs *ressources* (matérielles ou immatérielles), (2) d'une *communauté* et (3) d'un *ensemble de règles* que la communauté se donne à elle-même pour gérer la ressource en partage[5]. L'essence des *communs* est le « faire en communs » (*commoning*) par lequel la communauté prend soin d'elle-même, de ses membres et d'une ressource commune.

Ceci dit, les *communs* ne sont pas simplement des havres de paix dans un océan capitaliste. Ce sont des centres de résistance où l'on construit ensemble les fondements d'une société alternative, qui remplacent les relations marchandes dépersonnalisées qui sous-tendent l'actuel système capitaliste. En se reliant au principe politique du « commun »[6], les *communs* sont alors des systèmes socio-écologiques inclusifs et démocratiques, où le capital a cédé le pas à la pluralité des valeurs humaines.

5 De Angelis, M. Omnia Sunt Communia. On the commons and the transformation to postcapitalism. (Zed Books, 2017).

6 Dardot, P. & Laval, C. Commun: essai sur la révolution au XXIe siècle. (La Découverte, 2015).

LES COMMUNS DE L'ALIMENTATION ET L'ALIMENTATION COMME COMMUN

Aujourd'hui, il existe d'innombrables exemples de *communs de l'alimentation*, où des communautés locales ont décidé de se réapproprier certaines ressources, directement ou indirectement liées à l'alimentation, pour instaurer de nouvelles relations fondées sur les valeurs d'inclusion, de partage, d'entraide, et de respect de la nature. Les *community land trusts*, par exemple, typiques en Amérique du Nord, sont un exemple de communs de l'alimentation, où les terres agricoles sont soustraites au marché foncier pour servir les besoins de la communauté (comme les initiatives de Terre de Liens en France, et Terre-en-Vue et *Landgenoten* en Belgique). De la même manière, les initiatives d'Agriculture soutenue par la communauté (*Community supported agriculture*), comme les AMAP en France, les GAS en Italie et les GASAP en Belgique, sont un autre exemple de communs de l'alimentation. Les consommateur·rice·s y soutiennent les producteur·rice·s en leur assurant un revenu constant malgré les aléas des récoltes. Les réseaux de semences paysannes ou encore les réseaux alimentaires construits autour de produits du territoire (ex. Red Semillas et Schwabisch Hall Producers' Community) et, plus généralement, les réseaux alimentaires alternatifs (ex. Genuino Clandestino) permettent d'assurer la survie de ressources génétiques locales, une production agricole durable et une digne rémunération des producteur·rice·s via des marchés fondés sur la confiance réciproque, l'échange, l'inclusion et l'entraide. Enfin, l'agriculture urbaine, les cantines de quartiers ou encore les réseaux de distribution alternatifs (ex. *Foodsharing Berlin*) sont des exemples concrets de communautés plus ou moins élargies qui, en défiant parfois les normes juridiques, donnent naissance à une nouvelle convivialité autour de l'alimentation.

LES COMMUNS DE L'ALIMENTATION ET LES CONSEILS DE POLITIQUE ALIMENTAIRE

L'alimentation comme commun, cependant, ne se limite pas *aux communs de l'alimentation*. Comme souligné par certain·e·s auteur·rice·s[7], penser l'alimentation comme commun signifie repenser l'ensemble du système alimentaire en tant que tel et, plus précisément, en tant que commun de communs. Ainsi, ce n'est pas seulement la terre et les ressources génétiques qui doivent se transformer en communs, mais aussi l'eau (Water Commons, Bolivie), le travail (usines ouvrières, Argentine), les infrastructures (Cooperative d'Impresa, Italie) et surtout les règles qui régissent l'organisation même de la production, distribution, consommation

7 Pettenati, G., Toldo, A. & Ferrando, T. The food system as a commons. in Routledge Handbook of Food as a Commons (eds. Vivero-Pol, J. L., Ferrando, T., De Schutter, O. & Mattei, U.) (Routledge, 2018).

et post-consommation de l'alimentation à l'intérieur de communautés toujours plus grandes.

C'est d'ailleurs ce qu'il se produit aujourd'hui avec les Conseils de politique alimentaire (CPA)[8]. Apparus pour la première fois en Amérique du Nord au début des années 1980, les CPA se veulent des véritables plateformes inclusives et démocratiques à même de rassembler les différent·e·s acteur·rice·s (du·de la producteur·rice au·à la consommateur·rice) du système alimentaire. Ils se fondent sur l'échange, le dialogue et le débat d'idées et de projets visant la formulation de politiques alimentaires afin que les communautés puissent reprendre la main sur un système alimentaire souvent malsain, polluant et responsable d'inégalités économiques et sociales. Encore imparfaits dans certains cas[9], il n'en reste pas moins que les CPA sont les « dispositifs institutionnels » permettant le « faire en commun » nécessaire afin que les communautés urbaines et péri-urbaines reprennent la main sur leur propre système alimentaire, tout en promouvant des valeurs partagées d'inclusion, de démocratie, et de respect de l'environnement.

8 Bonomelli, V. & Eggen, M. Les conseils de politique alimentaire. Vers une gouvernance démocratique des systèmes alimentaire. Beet the System 17–21 (2017).

9 Hoover, B. & Boden, S. Food policy councils in the mid-Atlantic : Working toward justice. J. Agric. Food Syst. Community Dev. 8, 39–52 (2018).

L'INTÉRÊT DE PENSER L'ALIMENTATION COMME BIEN COMMUN

Si la crise multidimentionnelle liée au système alimentaire conventionnel est un motif plus que suffisant pour explorer de nouvelles interprétations de l'alimentation, quelles sont les raisons pour explorer celle de l'alimentation comme *commun* ?

UN NOUVEAU REGARD POUR LIBÉRER L'ALIMENTATION

Repenser l'alimentation comme *commun* signifie tout d'abord déconstruire des idées reçues et percevoir les injustices, passées et présentes, du système alimentaire actuel. L'alimentation et tout ce qui est nécessaire à sa production (terre, semence, travail) n'a pas toujours été, et ne devrait pas être, qu'une marchandise. Longtemps, le partage, l'entraide et surtout la propriété et la gestion collective des ressources ont permis à de nombreuses communautés de se sustenter convenablement tout en respectant les limites de leurs écosystèmes. Ce n'est qu'avec la montée d'une interprétation individualiste et exclusive de la propriété et l'instauration d'un système capitaliste et patriarcal que l'on a assisté à l'injuste appropriation de la Nature et à son exploitation, ainsi qu'à l'exclusion et à l'exploitation d'une large partie de la population : des femmes, des migrant·e·s, et plus généralement du Sud Global. Ainsi, réinterpréter l'alimentation tel un *commun* signifie libérer notre imaginaire d'idées fausses et embrasser une écologie politique, féministe et décoloniale pour voir autrement le système alimentaire[10]. Ensuite, l'alimentation comme *commun* n'est pas simplement un concept permettant d'instaurer un horizon de justice, d'inclusion, de durabilité et de respect de l'autre. C'est aussi, et surtout, une méthode pour assurer la réalisation de ces objectifs. En ce sens, le concept des communs est un concept double : tout à la fois axiologique (chargé de valeur) et institutionnels (porteur d'une organisation donnée).

UN CONCEPT FÉDÉRATEUR

Le concept d'alimentation comme commun est un concept fédérateur qui regroupe et renforce des idées et des aspirations à la base des alternatives au système alimentaire actuel. En effet, il promeut l'idée de « souveraineté alimentaire », c'est-à-dire l'autonomie des collectivités de choisir par elles-mêmes comment se nourrir. Il nourrit et se nourrit des concepts de citoyenneté alimentaire et de démocratie alimentaire, soit le dépassement de la figure du·de la consommateur·rice[11] (aussi bien passif·ve que responsable) et l'engagement collectif, par le bas, dans la prise de décision sur les questions

10 Patel, R. & Moore, J. A. A History of the World in Seven Cheap Things. A guide to Capitalism, Nature, and the Future of the Planet. (Verso, 2018).

11 Gabriel, Y. & Lang, T. The Unmanageable Consumer. (SAGE Publications, 2006).

alimentaires. Le « droit à l'alimentation », droit à une alimentation saine, culturellement appropriée, assurée soit par un revenu adéquat soit par la possibilité matérielle de la produire, est tout à la fois la base de l'*alimentation comme commun* et ce à quoi celle-ci mène. Enfin, *l'alimentation comme commun* est inséparable des concepts de durabilité, de résilience et surtout d'agroécologie comme pratique agricole respectueuse des limites environnementales. Ainsi, penser l'alimentation comme commun permet de lier ensemble et d'articuler ces différentes idées et aspirations, leur permettant de se renforcer mutuellement. Pas de souveraineté alimentaire sans citoyenneté alimentaire, pas de démocratie alimentaire sans féminisme, pas de durabilité des systèmes alimentaires sans agroécologie.

COOPÉRATION, RESPONSABILITÉ ET LIBERTÉ

La grande innovation et le potentiel de l'*alimentation comme commun* tient enfin à la révolution copernicienne qu'elle opère entre compétition et coopération. Dans le système agroalimentaire actuel, la *compétition* est le moteur d'un système composé de (quelques) entreprises agroalimentaire mises en concurrence sur le marché mondial, et cherchant à vendre leurs produits auprès de 7,5 milliards d'individu·e·s atomisé·e·s, (censé·e·s être) informé·e·s et rationnel·le·s. À l'inverse, dans un système alimentaire pensé tel un commun, c'est la coopération qui représente le rapport de fond entre *tou·te·s* les acteur·rice·s directement et indirectement lié·e·s à celui-ci. Une coopération qui s'étend aussi à la nature afin de réinstaurer une symbiotique avec celle-ci. Cette *coopération* est sous-tendue par une nouvelle économie morale[12] qui remet au centre les besoins concrets. Avec la coopération s'en suit une revalorisation et une remise au centre de la *responsabilité*[13], qui permet aux individus et aux collectivités de se sentir acteur·rice·s de leur destinée. Non pas une responsabilité passive et fardeau mais bien une responsabilité active et plaisante, que l'on accepte plus volontiers et, souvent, que l'on recherche.

Enfin, c'est une nouvelle forme de liberté qui voit le jour. Car, au travers d'un système alimentaire bien commun s'opère le dépassement d'une liberté souvent fictive (la liberté de choisir, mais à l'intérieur d'un cadre préétabli) en faveur d'une liberté concrète, plus proche donc de l'idée d'autonomie, où l'on ne choisit pas une stratégie de jeux (acheter bio ou OGM), mais bien les règles du jeu. Cette liberté, certainement plus compliquée à mettre en pratique car elle suppose une coopération à plusieurs, s'avère cependant plus profonde, efficace et concrète.

12 O'Neil, J. Food, needs and commons. in Routledge handbook of food as a commons (eds. Vivero-Pol, J. L., Ferrando, T., De Schutter, O. & Mattei, U.) 103–120 (Routledge, 2018).

13 Supiot, A. & Delmas-Marty, M. Prendre la réponsabilité au sérieux. (PUF, 2015).

10. Décoloniser et réenchanter les droits humains

Par Manuel Eggen,
chargé de recherche et plaidoyer chez FIAN Belgique

Face à la volonté de l'agrobusiness de contrôler la gouvernance des systèmes alimentaires et d'imposer ses (fausses) solutions, il est essentiel d'opposer une transformation des systèmes alimentaires ancrée dans la réalisation des droits humains et la souveraineté des peuples. Mais, pour être un véritable outil d'émancipation sociale et répondre aux défis de notre époque, le cadre des droits humains doit lui-même évoluer pour s'affranchir de son héritage colonial, occidentalo-centré et déconnecté de la nature.

LES DROITS HUMAINS DANS UN MONDE TRAVERSÉ PAR LES CRISES

Au cours de l'histoire dite « moderne », les droits humains ont accompagné plusieurs luttes contre l'oppression des peuples, telles la Révolution française, les luttes décoloniales ou le mouvement anti-apartheid. Ils ont également joué un rôle important dans certaines avancées sociales majeures : droits de vote universel, droit à l'avortement, droit du travail et droit à la sécurité sociale, droits des LGBTQI+, etc.

Néanmoins, globalement, l'application des droits humains reste très imparfaite et insuffisante. Par exemple, les droits humains n'ont pas été en mesure de protéger les communautés autochtones, paysannes et rurales, contre l'accaparement massif de leurs terres et la spoliation de leurs ressources. Et les instruments de droits humains semblent impuissants pour s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté paysanne, principalement causée par un système alimentaire industriel injuste, contrôlé par quelques multinationales de l'agrobusiness.

Pour certain·e·s activistes des mouvements sociaux ruraux, les instruments et institutions de droits humains sont perçus, au mieux, comme des espaces élitistes auxquels il·elle·s ont du mal à accéder[1]. Au pire, comme un outil permettant d'opprimer les communautés, de saper les valeurs culturelles, de légitimer la violence et la dépossession, de renforcer le pouvoir néocolonial et d'ouvrir la voie aux profits des entreprises[2].

En outre, jusqu'à présent, les droits humains n'ont pas encore démontré leur utilité pour répondre à la convergence des crises que traverse notre époque (crise démocratique, crises environnementale et climatique, crises économiques, crise sanitaire, etc.). Dès lors, une critique réflexive sur la pensée et sur le cadre des droits humains est nécessaire pour comprendre les raisons de ces échecs et imaginer comment réenchanter les droits humains en tant qu'outil d'émancipation sociale.

1 C. Odinkalu, (1999), 'Why More Africans Don't Use Human Rights Language', Human Rights Dialogue 2.1., *https://www.carnegiecouncil.org/publications/archive/dialogue/2_01/articles/602*

2 Sharma, V. (2021), 'Human rights are a form of neo-colonialism and cannot, therefore, address the neo-colonial injustices of the neoliberal global order'. DOI: 10.31124/advance.13698982

Source : Koen Dekeyser Flickr

DÉCOLONISER LES DROITS HUMAINS

Les droits humains sont souvent compris comme posant un ensemble de valeurs humaines « universelles ». Ces droits fondamentaux s'appliquent à chaque être humain sans distinction aucune, notamment de race, de sexe, de couleur, ou de religion.

Cependant, l'universalisme des droits humains ne doit pas faire oublier qu'ils sont issus d'un moment particulier de l'Histoire. La vision moderne des droits humains a émergé dans l'Europe des Lumières, à un moment où les penseur·euse·s européen·ne·s ont développé une vision particulière de la société, centrée sur l'Individu, la Raison et la maîtrise (technique) du monde. D'autres sociétés accordent davantage d'importance à des valeurs d'harmonie au sein de la communauté avant les besoins de l'individu, et entretiennent une relation plus interdépendante, voire spirituelle, avec la Nature et le monde qui les entoure.

Ces diversités de valeurs et de normes morales sont peu reflétées dans le langage et dans les instruments de droits humains.

Les droits humains sont également nés à un moment où l'Europe était engagée dans un projet colonial massif, fondé sur des idées de supériorité sociale, culturelle et morale européenne. La vision occidentale des droits humains s'est donc imposée aux peuples colonisés.

De plus, il faut reconnaître que l'application des droits humains a souvent été hypocrite et qu'elle continue de soutenir la domination des anciennes puissances coloniales[3]. Les droits humains ont souvent été instrumentalisés pour justifier les ingérences géopolitiques des grandes puissances – telles l' invasion de l'Irak et de l'Afghanistan par les USA – alors que les violations graves commises par les dirigeants occidentaux – la colonisation Israélienne, les tortures de Guantánamo – restent largement impunies.

Il est important pour les activistes de droits humains de reconnaître et d'assumer cet héritage culturel et (néo)colonial des droits humains. Un réenchantement de la pensée des droits humains doit passer par l'intégration d'autres cosmovisions et de valeurs non occidentalo-centrées[4]. Enfin, la légitimité des droits humains doit passer par une plus grande équité dans leur mise en œuvre et dans l'application des sanctions.

3 Sharma, V. (2021), op.cit.

4 Monsalve Suárez, S. (2021) « Re-grounding Human Rights as Cornerstone of Emancipatory Democratic Governance ». Development (2021). *https://doi.org/10.1057/s41301-021-00281-5*

"First Foods" Peinture murale de Nani Chacon - Photo : Terence Faircloth (flickr)

S'AFFRANCHIR DU MODÈLE CAPITALISTE NÉOLIBÉRAL

L'émergence des droits humains coïncide également avec l'avènement du modèle capitaliste, avec lequel ils ont co-évolué. Les droits, en particulier les droits civils et politiques, sont apparus comme une nouvelle façon de structurer les relations sociales. Le droit à la propriété privée en particulier, a joué un rôle essentiel dans l'organisation de la société capitaliste individualiste. Une des vocations principales des droits humains était de protéger l'individu (et ses richesses) contre les abus et l'arbitraire des monarques et de l'État.

Dans ce contexte, les droits civils et politiques, aussi appelés par certains « droits de première génération » ou « droits-libertés », étaient considérés comme prépondérants et directement applicables devant les juridictions. De leur côté, les droits économiques, sociaux et culturels, parfois appelés « droits de deuxième génération », étaient considérés comme des droits-créances. C'est-à-dire qu'ils n'étaient pas directement invocables par les citoyen·ne·s devant les juridictions, mais demandaient des efforts « progressifs » des États pour leur mise en œuvre.

Depuis lors, cette distinction entre droits-libertés et droits-créances a été largement battue en brèche par les institutions de droits humains. Et la Conférence mondiale sur les droits humains de Vienne (1993), après la guerre froide, a clairement réaffirmé que tous les droits humains sont « universels, indivisibles, interdépendants et intimement liés ». Mais, dans les faits, la prévalence des droits civils et politiques demeure souvent.

En effet, le droit à la propriété privée reste souvent un obstacle infranchissable à la mise en place de programmes de réformes agraires visant à réparer les injustices historiques. Et même les programmes visant à protéger les droits fonciers restent profondément ancrés dans une logique capitaliste de marché. C'est le cas, par exemple, des programmes de « titrisation » de la Banque mondiale, c'est-à-dire des programmes qui encouragent la conversion des systèmes fonciers traditionnels en titres privés individuels sur les terres. Sous couvert de protection des droits fonciers par la propriété privée, ces programmes ont pour effet de monétiser la valeur de la terre. Ils aboutissent souvent à une revente des titres fonciers et donc, à la dépossession des terres communautaires au profit d'acteurs économiques et financiers[5].

Pour devenir un réel outil de justice sociale, les droits humains doivent être au premier plan de la lutte contre le capitalisme financier et son modèle économique destructeur. Plus qu'un simple outil de mitigation des risques et de réparation des dommages, les droits humains doivent offrir les moyens de s'attaquer aux causes structurelles des inégalités liées au capitalisme dévoyé [sur le sujet, voir article n°2].

SE RÉCONCILIER AVEC LA NATURE

Bien que les êtres humains fassent partie du « monde du vivant », la pensée moderne (occidentale) traite les êtres humains et le reste de la nature comme deux sphères séparées, distinctes et indépendantes. Cette séparation est une des causes principales des profondes crises écologiques qui déchirent le monde et dont les principales manifestations sont le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité[6].

Cette séparation se reflète dans l'évolution parallèle du droit international en matière de droits humains et de droit environnemental. Le mot « nature » n'apparaît pas dans la Déclaration universelle des droits humains ni dans les principaux traités internationaux de droits humains. Et les droits humains ne sont que très marginalement mentionnés dans les traités environnementaux, où ils sont

5 Voir par exemple : Communiqué FIAN, (2018), World Bank Program Forcing Local Communities Off Their Land. *https://www.fian.org/en/press-release/article/world-bank-program-forcing-local-communities-off-their-land-2087*

6 Seufert, Ph., (2020), « La nature c'est nous ! Les droits humains, le droit environnemental et l'illusion de la séparation », in L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition, « Renouer les liens entre l'alimentation, la nature et les droits humains pour surmonter les crises écologiques ».

souvent limités au niveau du préambule.

Cette séparation n'est plus tenable. Prenons l'exemple du dérèglement climatique. D'une part, les communautés rurales sont les plus affectées par le réchauffement global et l'augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes qui l'accompagne, alors qu'elles ne sont pas responsables. D'autre part, les nouvelles solutions climatiques, proposées par le marché, s'accompagnent de nouvelles pressions et destructions des territoires des peuples autochtones et des communautés rurales, ce qui impacte la jouissance de leurs droits. Quelques exemples :

- les méga-projets d'infrastructures d'énergie dites « vertes » (barrages, champs de panneaux solaires, etc.) et l'extraction des ressources naturelles qu'elles nécessitent ;
- les monocultures destinées à la production de « biocarburants » ;
- les projets envisagés de séquestration de carbone artificielle à grande échelle (géo-ingénierie, bioénergie avec captage et stockage du carbone).

En outre, les projets conservationnistes, visant la préservation des zones naturelles, ou les projets de reforestation massive, reposent parfois sur l'expulsion préalable des populations rurales, ou les privent d'accès aux ressources dont elles dépendent[7] [voir l'article n°3 sur la neutralité carbone et zéro émission nette].

L'urgence de la crise écologique et ses impacts potentiels gigantesques sur la jouissance des droits humains exigent une reconnexion des humains avec la nature et doit passer par une meilleure intégration des droits humains et des droits environnementaux.

RÉENCHANTER LES DROITS HUMAINS

Malgré les défauts et lacunes des droits humains, FIAN et de nombreux·euses activistes des mouvements sociaux, continuent de penser qu'ils sont un outil indispensable pour lutter contre les oppressions et pour servir l'émancipation sociale. À condition pour les militant·e·s et expert·e·s de droits humains d'entamer un profond travail de réflexion auto-critique et de réenchanter la pensée des droits humains, pour leur permettre de répondre aux défis actuels et aux aspirations des peuples.

Les peuples autochtones sont parmi les premiers à avoir remis en question le cadre conceptuel limité des droits humains. Ils ont lutté pendant plus de 30 ans pour obtenir la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP, 2007). Cette déclaration constitue un tournant décisif pour au moins deux raisons :

- elle reconnaît le droit à la terre et au territoire et donc l'importance de la terre, de l'eau, des plantes médicinales, des animaux et des minéraux pour le maintien de la vie humaine ;
- et elle consacre la dimension collective de ce droit ainsi que d'autres droits inscrits dans la déclaration.

Autrement dit, la Déclaration consacre la relation d'interdépendance entre les peuples autochtones et leurs territoires et ressources naturelles. Elle ancre les communautés autochtones dans la Nature qui les entoure, et cette relation est protégée à titre individuel mais aussi de manière collective. Une telle protection collective, qui évite la division des communautés, s'est déjà avérée essentielle pour contrer des projets extractivistes sur les territoires autochtones. La déclaration offre un moyen concret de faire respecter ce droit collectif, en exigeant d'obtenir un consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, à travers des instances représentatives, pour toute décision impactant les territoires et les ressources des peuples autochtones.

7 K. Sandwell et al. (2019), « A view from the countryside : Contesting and constructing human rights in an age of converging crises », TNI, FIAN, ERPI.

Les peuples autochtones ont par la suite été suivis par les communautés de paysan·ne·s, pêcheurs, éleveur·euse·s, et les autres populations rurales, dont la subsistance et l'identité même en tant que groupe social, est étroitement liée à la terre et à la nature. Ces communautés rurales ont traditionnellement remis en question l'idée de transformer les ressources naturelles en marchandises, et ont par conséquent exigé une réglementation étatique/sociale afin de maintenir le contrôle communautaire des ressources naturelles en tant que droit.

Les revendications en vue d'une Déclaration sur les droits des paysan·ne·s ont été développées au sein du mouvement paysan international, la Via Campesina, pendant plus de 20 ans. L'initiative vient d'un syndicat paysan local en Indonésie (*le Serikat Petani Sumatera Utara - SPSU)*. Sur base de leur vécu et des violations subies sur le terrain, les paysans et paysannes du SPSU ont développé un premier projet de Déclaration, qui sera présenté à la Conférence Régionale de la Via Campesina en 2002. Le texte a ensuite fait l'objet de discussions au sein du mouvement pendant plus de six ans. Puis, avec l'aide d'autres allié·e·s des mouvements sociaux et de la société civile, les représentant·e·s de la Via Campesina ont poussé leurs revendications au sein du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies. En 2012, le Conseil des droits humains créée officiellement un groupe de travail chargé d'élaborer un projet de Déclaration.

Après plus de six ans de négociations internationales, auxquelles les représentant·e·s de la Via Campesina ont directement participé, le texte de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) est finalement adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 2018. Une formidable victoire pour le mouvement paysan.

Tout en respectant les droits distincts des peuples autochtones, l'UNDROP reconnaît un droit à la terre et aux autres ressources naturelles, le droit aux semences et à la biodiversité, à l'eau, à un environnement sain, ainsi que des droits économiques protégeant le travail et les activités économiques de la population rurale[8].

8 Monsalve Suárez, S. (2021), op.cit.

CONCLUSION

L'UNDRIP et l'UNDROP sont des nouveaux instruments de protection des droits humains, directement issus des luttes autochtones et rurales, qui permettent d'intégrer d'autres cosmovisions dans la pensée et dans le cadre des droits humains. Ces deux exemples montrent une des voies à suivre pour faire évoluer les normes et les institutions de droits humains, afin de s'attaquer aux causes structurelles des injustices sociales et aux défis de notre époque.

Le défi reste toutefois immense pour faire accepter ces nouvelles références de droits humains aux États occidentaux[9] et assurer leur mise en œuvre, notamment grâce à des mécanismes de redevabilité efficaces.

9 Le vote de la Déclaration sur les droits des paysans a été terni par des votes d'opposition et d'abstention venant principalement des Etats occidentaux :
121 voix en faveur (majoritairement des pays africains, sud-américains et asiatiques) ;
51 abstentions (majoritairement des pays européens, dont la Belgique) ;
8 voix contre (Australia, Guatemala, Hungary, Israel, New Zealand, Sweden, United kingdom, United states)
Voir le détail des votes : *http://www.fian.be/La-Declaration-des-droits-des-paysan-ne-s-retour-sur-un-processus-historique?lang=fr*

PARTICIPER ?

Envie de contribuer à notre revue **Beet the System**? N'hésitez pas à nous contacter pour rejoindre le comité de rédaction du **Beet the System**. Celui-ci est composé de membres ou sympathisant·e·s de FIAN intéressés d'écrire/relire/traduire/dessiner/ou autre pour le **Beet the System** de manière plus ou moins régulière. Vous pouvez aussi juste proposer un article pour un prochain numéro

contact : **fian@fian.be**

Rédaction
Manuel Eggen, Almudena Garcia i Sastre, Margot Vermeylen, Brigitte Gloire, Olivier Vermeulen, Helen Burley, Paul Hallows and Mute Schimpf, Hélène Seynaeve, Barbara Van Dyck, Saurabh Arora, Sabine Renteux, et Jean-Marc Louvin

Relecture
Violaine Delhaye, Manuel Eggen, Almudena Garcia i Sastre, Florence Kroff, Hanne Flachet et Margot Vermeylen

Coordination & secrétariat de rédaction
Margot Vermeylen et Manuel Eggen

Traduction
Jérémy Poplemon et Margot Vermeylen

Mise en page & illustrations
camilamila.org

Date de publication
Septembre 2021

Reproduction
Le contenu de cette publication peut être cité ou reproduit à condition de citer correctement la source

LES AUTRES PUBLICATIONS DE FIAN BELGIUM

ÉTUDES
- Beet the System ! Prise de pouvoir des multinationales
- WATCH 2019 Le pouvoir des femmes dans les luttes pour la souveraineté alimentaire
- Pas de nourriture dans ma voiture ! Évaluation de la politique belge d'incorporation d'agrocarburants
- Rapport de cas Accaparement de terres et huile de palme en Sierra Leone. Analyse du cas SOCFIN à la lumière des droits humains
- Beet the System ! Agriculture et changement climatique.

Entre fausses solutions et vraies pistes d'actions, quels sont les différents enjeux ?
- WATCH 2018 Dématérialisation de l'alimentation : aborder de front les défis de l'ère numérique
- Etude FIAN Pressions sur nos terres agricoles. Face à l'artificialisation des sols, quels leviers d'action ?
- Beet the System ! Agir localement pour notre alimentation : quelle gouvernance pour des systèmes alimentaires alternatifs ?
- Le mythe de l'huile de palme 100% durable
- Etude FIAN La coopération belge en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire : bilan et perspectives
- ...

NOTES
- La déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan·ne·s : pour une mise en oeuvre en Belgique
- Entreprises et droits humains : un traité vers la fin de l'impunité ! (fr/nl)
- Évaluation de la politique belge d' incorporation d'agrocarburants - Le cas de l'huile de palme
- Les conseils de politique alimentaire (fr/nl)
- Le droit à une alimentation adéquate en Belgique
- La Déclaration sur les droits des paysannes et des paysans: une protection spécifique est nécessaire
- Série de notes sur la Déclaration sur les droits des paysans et paysannes:
- Les Droits collectifs
- Les Obligations des États
- ...

> RETROUVEZ TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR **WWW.FIAN.BE**

> COMMENT COMMANDER?

- Pour recevoir **gratuitement** une de nos publications par la poste, remplissez notre formulaire de commande en ligne à l'adresse www.fian.be/Publication ou envoyez-nous un mail à fian@fian.be avec votre demande et vos coordonnées complètes.

- **En ligne:** L'ensemble de nos publications, documents de position, communiqués de presse se trouvent à l'adresse www.fian.be

- **Mais aussi:** la newsletter, les dernières actualités, l'agenda des activités FIAN: débats, projections, tables-rondes, ...

INTERPELLER - MOBILISER - LUTTER

POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION !

FIAN BELGIUM

Fian Belgium

@FIANbelgium

FIANbelgium

FIAN Belgium

FIAN Belgium
Rue van Elewyck, 35
1050 Bruxelles

www.fian.be
fian@fian.be

+32 2 640 84 17

Avec le soutien de : FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES | Belgique partenaire du développement

Périodique annuel | P302397 | Dépôt Ixelles - Flagey